

PERFORMANCE ET PERSPECTIVES MACROÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE

JANVIER 2026

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT



PERFORMANCE ET PERSPECTIVES MACROÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE

JANVIER 2026

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles de la Banque africaine de développement, de son Conseil d'administration ou des pays qu'il représente. Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

ISBN 979-8-9925925-8-0

© Banque africaine de développement 2026

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer ce matériau pour votre propre usage, et inclure les extraits de cette publication dans vos propres documents, présentations, blogs, sites Web et matériaux pédagogiques, pour autant que la Banque africaine de développement soit mentionnée comme étant la source et le titulaire du droit d'auteur.

AVANT-PROPOS

L'économie mondiale continue de naviguer dans un paysage de plus en plus complexe et incertain, marqué par une fragmentation géopolitique accrue, des tensions persistantes dans le domaine de la politique commerciale, des chocs liés au climat et la subsistance de vulnérabilités causées par la pandémie. Ces forces remodèlent le commerce mondial, les flux financiers et l'espace de politique macroéconomique, mettant ainsi à l'épreuve la résilience des économies du monde entier. En Afrique, ces forces, combinées à des chocs intérieurs, ont posé d'énormes défis pour la consolidation de la dynamique de croissance, la stabilisation des prix et la reconstitution des réserves budgétaires et extérieures. Malgré ces vents contraires, le continent a fait preuve d'une forte résilience et reste une frontière de la croissance mondiale.

La croissance africaine s'est consolidée en 2025, avec une augmentation du produit intérieur brut (PIB) réel moyen estimée à 4,2 %, contre 3,5 % en 2024. Cette amélioration a été généralisée (entre les pays et les secteurs) et soutenue par l'allègement des pressions inflationnistes, la meilleure gestion macroéconomique, des conditions agricoles favorables et un dollar américain affaibli qui a contribué à atténuer l'impact des chocs extérieurs. Selon les estimations, plus de la moitié des pays africains devraient enregistrer une accélération de leur croissance en 2025, avec plusieurs d'entre eux atteignant un taux supérieur à 5 %.

L'Afrique de l'Est reste la région qui connaît la croissance la plus rapide, grâce à une forte demande intérieure, à des investissements publics soutenus et à une expansion continue des services. Elle est suivie par l'Afrique de l'Ouest et du Nord, où la croissance bénéficie de la progression de l'activité extractive, du développement des infrastructures et de la performance renforcée des services. En Afrique centrale, la croissance s'appuie sur la reprise des investissements dans les mines et les infrastructures. En revanche, l'Afrique australe continue d'afficher la croissance la plus lente du continent, en raison de contraintes structurelles persistantes, d'une demande extérieure modeste, de pénuries d'électricité, de goulets d'étranglement logistiques et d'une baisse des recettes d'exportation de diamants. Cette amplitude des performances démontre le potentiel du continent pour exploiter ses atouts démographiques et diversifier son capital naturel afin d'en faire les moteurs d'une croissance plus résiliente et plus soutenue.

À moyen terme, les perspectives restent positives en Afrique. La croissance du PIB réel devrait se stabiliser à 4,3 % en 2026 et se relever à 4,5 % en 2027, grâce au dynamisme de la consommation privée, à l'assouplissement des conditions monétaires, à l'amélioration des soldes extérieurs et à la poursuite des efforts de réforme dans de nombreux pays. Grâce à cette dynamique, l'Afrique devrait rester parmi les régions du monde à la croissance la plus rapide en 2026. Cela souligne le potentiel d'investissement à long terme du continent, en particulier lorsque la croissance est ancrée dans des infrastructures résilientes au climat, la création de valeur ajoutée et l'investissement favorable à la productivité.

L'environnement macroéconomique se consolide. Les pressions inflationnistes se relâchent progressivement, à mesure que les prix mondiaux des denrées alimentaires et de l'énergie se stabilisent, que les taux de change s'ajustent et que les politiques monétaires plus strictes gagnent

du terrain. Les positions budgétaires devraient s'améliorer graduellement, tandis que la croissance rebondit et que les gouvernements renforcent la mobilisation des recettes et l'efficience des dépenses.

Malgré ces évolutions positives, la croissance africaine reste fragile et exposée à de sérieux risques de détérioration. Le surendettement persistant, les conflits géopolitiques, les chocs climatiques et le regain de la volatilité financière mondiale pourraient compromettre les gains récents. Les vulnérabilités de la dette restent élevées, ce qui limite l'espace budgétaire et détourne des ressources des investissements sociaux et productifs, avec des conséquences majeures pour la croissance inclusive et le développement à long terme. Le fardeau du service de la dette continue de restreindre la marge de manœuvre politique, tandis que l'inflation, quoiqu'en baisse, continue d'éroder le pouvoir d'achat de millions de ménages. En outre, les tensions géopolitiques et la fragmentation du commerce font peser des risques sur les performances à l'exportation, les flux d'investissement et la stabilité régionale. Relever ces défis tout en maintenant la dynamique de la croissance est donc un impératif politique central pour les pays africains.

Cette édition de *Performance et perspectives macroéconomiques de l'Afrique* souligne l'urgence de combiner stabilisation macroéconomique et réformes structurelles audacieuses pour renforcer la résilience et libérer le potentiel de croissance de l'Afrique. Le rapport met en lumière des politiques monétaires, budgétaires et de change bien coordonnées, visant à contenir l'inflation, reconstituer les réserves et préserver la stabilité financière. Il est tout aussi important de mobiliser d'urgence un financement du développement à grande échelle pour investir dans des infrastructures productives et résistantes au climat, ainsi que dans la modernisation des services de base. Ces objectifs s'avèrent essentiels pour accroître la productivité, créer des emplois et exploiter le dividende démographique de l'Afrique, de façon à maintenir des taux de croissance plus élevés et à accélérer la transformation structurelle. L'augmentation de la mobilisation des ressources nationales, celle des capitaux de la diaspora, l'amélioration de l'efficience des investissements publics et l'approfondissement de l'intégration régionale dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine sont autant d'éléments essentiels au financement des ambitions de développement de l'Afrique, dans le contexte d'un monde de plus en plus fragmenté.

Il existe un consensus croissant sur le fait que pour construire des économies résilientes, inclusives et durables, la mobilisation du financement du développement à grande échelle, le renforcement des institutions fiscales, la promotion de secteurs productifs compétitifs et diversifiés, et l'ancrage de la croissance dans le vaste potentiel de capital naturel africain sont indispensables. Alors que l'Afrique est confrontée à un environnement mondial incertain, les choix politiques d'aujourd'hui détermineront si le continent pourra traduire sa résilience en une prospérité durable pour les générations actuelles et futures.

Dr. Sidi Ould Tah
Président, Groupe de la Banque
africaine de développement

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos iii
Remerciements viii
Abréviations ix

Messages clés 1

Chapitre 1
Performances et perspectives macroéconomiques 9
Performances et perspectives de croissance 9
Décomposition de la croissance par secteur et du côté de la demande 14
Performances et perspectives de croissance dans les régions et les pays 17
Risques pour les perspectives 22
Notes 24

Chapitre 2
Autres évolutions macroéconomiques, implications et perspectives 25
Taux de change 25
Évolution de l'inflation, implications et perspectives 26
Évolution de la politique monétaire, implications et perspectives 28
Évolution de la position budgétaire, perspectives et implications 34
Évolution de la position extérieure et de la balance des comptes courants, perspectives et implications 36
Flux financiers extérieurs, implications et perspectives 40
Notes 48

Chapitre 3
La dynamique de la dette en Afrique et ses implications sur le financement du développement 49
Les pressions élevées exercées par la dette et le paysage complexe du financement du développement présentent à la fois des défis et des opportunités pour l'Afrique 49
Notes 54

Chapitre 4
Recommandations de politiques 55

Références **59**

Annexes

1 Transmission de la politique monétaire à l'économie réelle en Afrique 61
2 Annexe statistique 62

Encadrés

1.1 Soutenir une croissance de 7 % en Afrique : sources, contraintes et opportunités 10
1.2 Investissements publics et privés en Afrique 16
2.1 Maîtriser l'inflation en Afrique : conséquences du ratio de sacrifice pour la croissance 29
2.2 Transmission de la politique monétaire à l'économie réelle en Afrique 31
2.3 « Délocalisation amicale » et fragmentation géoéconomique : modèles d'investissement émergents en Afrique du Nord 41

Figures

1 Performances et perspectives de croissance par région africaine, 2023–27 2
1.1 Croissance du PIB réel, 2022–27 9
1.2 Indice des directeurs d'achat en Afrique, 2022-décembre 2025 13
1.3 Indices mondiaux des prix des produits de base, janvier 2010-décembre 2027 14
1.4 Croissance du PIB réel par habitant en Afrique, 2021–27 14
1.5 Décomposition de la croissance du PIB du côté de la demande, 2018–27 15
1.6 Décomposition sectorielle de la croissance du PIB, 2018–27 17
1.7 Croissance du PIB réel en Afrique par région, 2024–27 18
1.8 Croissance du PIB en Afrique par groupe de pays, 2024–27 21
2.1 Variation du taux de change, 2023–24 et 2024–25 25
2.2 Dynamique de l'inflation par région africaine, 2022–27 27
2.3 Inflation des prix à la consommation, 2025–27 27
2.4 Modifications du taux directeur entre 2024 et 2025 30
2.5 Réserves de change par région en mois d'importations, 2024 et 2025 31
2.6 Revenus et dépenses des administrations publiques, 2017–27 34
2.7 Solde budgétaire en pourcentage du PIB par région, 2023–27 35
2.8 Solde budgétaire en pourcentage du PIB par groupe de pays, 2023–27 35
2.9 Solde du compte courant par groupe de pays, 2023–27 37
2.10 Solde du compte courant par région, 2023–27 38
2.11 Dynamique et décomposition du compte courant en Afrique, 2000–27 39
2.12 Flux financiers extérieurs vers l'Afrique, 2018–24 40
2.13 Décaissements d'APD en Afrique par les bailleurs de fonds bilatéraux officiels, 2015–23 44
2.14 Relation empirique entre l'APD et le RNB, moyenne 2020–23 45
2.15 Part des dons sur les recettes publiques totales, 2023 45
2.16 Dépenses de santé externes en pourcentage des dépenses de santé courantes en Afrique, 2015–22 46
2.17 Estimations de la réduction des aides de l'USAID par destinataire 47
3.1 Service de la dette publique externe et paiements d'intérêts, 2017–25 50
3.2 Service de la dette sur la dette extérieure, 2015–23 51
3.3 Paiements d'intérêts sur la dette publique et dépenses de santé, 2021–23 51
3.4 Liens entre les bilans souverains et bancaires, 2014–23 52
3.5 Écart souverain de l'Afrique et indice obligataire des pays émergents, 2022–25 54

Tableaux

1 Perspectives pour les principaux indicateurs macroéconomiques en Afrique, moyenne 2026–27 4
A.1 Variables utilisées dans l'analyse empirique de l'encadré 2.2 61
A2.1 Croissance du produit intérieur brut réel (pourcentage) 62
A2.2 Groupes de pays 64

REMERCIEMENTS

Les *Performances et perspectives macroéconomiques de l'Afrique 2026* ont été préparées au sein du complexe de la vice-présidence pour la gouvernance économique et la gestion des connaissances (ECVP) sous la direction générale du professeur Kevin Chika Urama (économiste en chef et vice-président, ECVP), avec le soutien d'Alexandre Kopoin, d'Adamon Mukasa, d'Amah Koffi, Jasma Salim Ahmed et de Michael Abah.

La préparation du rapport a été supervisée par Anthony Simpasa (directeur de département, Politique macroéconomique, prévisions et recherche, ECMR). L'équipe principale était composée de Paul Mpuga (responsable de division, Politique macroéconomique, prévisions et viabilité de la dette, ECMR.1), Francis Leni Anguyo, Hammed Amusa, Lacina Balma, Kebba Jammeh, Martin Wafula Nandelenga et Assi Okara, tous de ECMR.1. Le rapport a été codirigé par Hammed Amusa et Francis Leni Anguyo, avec des contributions de l'équipe principale. Richard Dutu, Blaise Gnimassoun et Zackary Seogo ont contribué à diverses sections du rapport. Marie Thérèse N'zi, Félicie Zongo Kaboré et Hamida Riahi ont apporté un soutien administratif.

Les informations statistiques ont été compilées par le Département des statistiques, dirigé par Babatunde Samson Omotosho (directeur, Département des statistiques, ECST) avec l'appui de Louis Koua Kouakou (chef de division, Statistiques économiques et sociales, ECST.1) et d'une équipe composée d'Anouar Chaouch, Stéphane Regis Hauhouot, Slim Jerbi, Soumaila Karambiri et Beejaye Kokil.

Le rapport a bénéficié des révisions et des commentaires du personnel interne de la Banque et d'experts externes. Au sein de la Banque, des commentaires et des suggestions ont été émis par George Auma Kararach (économiste en chef, ECCE), Hoth Hot Chany, Jose Anthonio Pedrosa Garcia, Ahmed Ragab Elsaid Abdelhamid Hamona, Veripamue Kahimise, Bernice Savy, Admit Zerihun, Yusif Eltahir, et Iyad Dhaoui (Département Économies Pays ECCE), Seedwell Hove, Miguel Luba Bahosi et Dereck Obura Ngala (Institut Africain de Développement, ECAD) et Michael Machokoto (Division Impact Microéconomique, Institutionnel et sur le Développement, ECMR.2). Le rapport a également bénéficié des précieux commentaires et suggestions des évaluateurs externes, le professeur Christopher Adam (Université d'Oxford) et le professeur Léonce Ndikumana (Université du Massachusetts à Amherst).

La couverture du rapport a été conçue par Guy Ange Gnabro, Justin Kabasele et Laetitia Yattien Amiguet du Département de la communication et des relations extérieures de la Banque. La révision, la traduction et la mise en page ont été assurées par une équipe de *Communications Development Incorporated* (CDI), dirigée par Bruce Ross-Larson et comprenant Joe Caponio, Mike Crumplar, Meta de Coquereaumont, Christopher Trott et Elaine Wilson, avec l'appui de Jean-Paul Dailly et d'une équipe de JPD Systems pour la traduction.

ABRÉVIATIONS

AGOA	Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique *(African Growth and Opportunity Act)*
APD	Aide publique au développement
BAD	Banque africaine de développement
BCE	Banque centrale européenne
ECMR	Département Politique Macroeconomique, Prévisions et Recherche *(Macroeconomic Policy, Forecasting, and Research Department)*
ECVP	Complexe de la Gouvernance Économique et de la Gestion des Connaissance *(Economic Governance and Knowledge Management Complex)*
FMI	Fonds monétaire international
ICH	Indice du capital humain
IDE	Investissement direct étranger
IRIS	Dépôt institutionnel pour le partage de l'information *(Institutional Repository for Information Sharing)*
MASF	Mécanisme africain de stabilité financière
MEO	*Performances et perspectives macroéconomiques de l'Afrique* (Macroeconomic Performance and Outlook)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMS	Organisation mondiale de la santé
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PIB	Produit intérieur brut
PMI	Indice des directeurs d'achat *(Purchasing Managers' Index)*
PNP	Prêts non productifs
PTF	Productivité totale des facteurs
RIB	Revenu intérieur brut
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
US	États Unis d'amérique
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international *(United States Agency for International Development)*
ZLECAf	Zone de libre-échange continentale africaine

MESSAGES CLÉS

Les performances de l'Afrique en matière de croissance se sont améliorées et les perspectives à moyen terme semblent généralement stables, malgré la fragmentation croissante de l'économie mondiale et les incertitudes persistantes en matière de politique commerciale dans le monde. La croissance moyenne du produit intérieur brut (PIB) réel est estimée à 4,2 % pour 2025, conformément aux projections de la *Mise à jour 2025 des performances et perspectives macroéconomiques* (MEO – *Macroeconomic Performance and Outlook*). Cela représente une augmentation de 0,7 point de pourcentage par rapport aux 3,5 % enregistrés en 2024. Cependant, la croissance reste bien en deçà de ce qui est nécessaire pour sortir des millions d'Africains de la pauvreté.

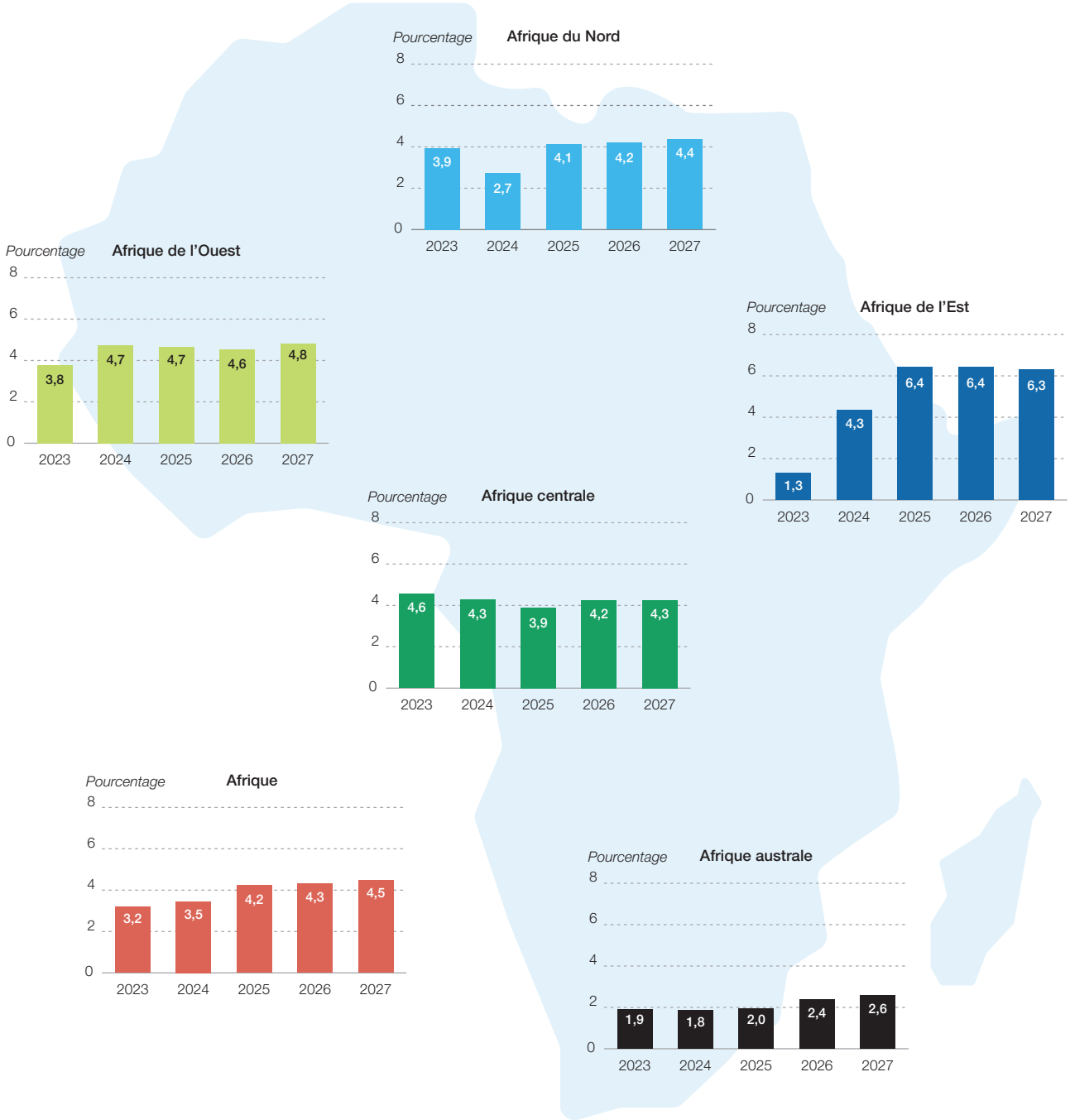
La reprise de la croissance en 2025 a été généralisée, avec des estimations de performance plus solides dans 32 des 54 pays africains, dont 22 affichent une amélioration supérieure à 5 %. Ces évolutions reflètent une combinaison de reprises sectorielles, d'une meilleure gestion macroéconomique et d'un dollar des États-Unis affaibli, qui a contribué à atténuer l'impact des chocs mondiaux sur les économies nationales. Dans plusieurs pays, la croissance a été tirée par une production agricole plus robuste. Cela reflète non seulement les conditions climatiques favorables, mais aussi l'adoption progressive de pratiques agricoles respectueuses du climat, ainsi qu'une hausse des investissements dans les infrastructures et un regain de confiance de la part du secteur privé.

En ce qui concerne l'avenir, la croissance du PIB réel de l'Afrique devrait atteindre 4,3 % en 2026 et s'élever à 4,5 % en 2027. Les perspectives économiques favorables sont soutenues par une consommation privée relativement dynamique, une politique monétaire accommodante, un dollar des États-Unis plus faible qui favorise la désinflation, et une demande d'exportation plus vigoureuse de la part des principaux partenaires commerciaux. Malgré des vents contraires, l'Afrique reste une frontière de la croissance mondiale. Elle devrait rester l'une des régions du monde à la croissance la plus rapide en 2026, et abriterait 12 des 20 économies enregistrant la croissance la plus forte du monde. Cela souligne la résilience du continent aux chocs et son potentiel de croissance à long terme ; même si les résultats demeurent soumis à la fois à des opportunités à la hausse, telles que l'assouplissement des conditions monétaires dans le monde, le renforcement de la demande mondiale et la dynamique des réformes, et à des risques à la baisse, découlant d'un surendettement persistant, d'un rétrécissement de l'espace budgétaire, de poches de conflits régionaux et de l'instabilité politique.[1]

La croissance globale du continent masque de fortes variations régionales (figure 1).

- L'Afrique de l'Est devrait conserver son rang de région à la croissance la plus rapide en 2025, avec une estimation de 6,4 %. La croissance devrait rester stable en 2026 avant de décliner à 6,3 % en 2027. Les pays les plus performants en 2025 sont l'Éthiopie (9,8 %), le Rwanda (7,5 %) et l'Ouganda (6,4 %), grâce à une production agricole robuste, à l'expansion du secteur des services et à la hausse des flux d'investissement. Reflétant un rebond après le récent déclin économique, la croissance du Soudan du Sud devrait atteindre 30 % en

FIGURE 1 Performances et perspectives de croissance par région africaine, 2023–27



Note : Les données pour 2025 sont des estimations ; les données pour 2026 et 2027 sont des prévisions.
Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

2026 et 8,3 % en 2027, grâce à la reprise des exportations de pétrole et à l'intensification des investissements dans les secteurs non pétroliers, ainsi qu'aux efforts en cours pour consolider la réforme institutionnelle et la stabilisation économique. Toutefois, cette situation masque des fragilités sous-jacentes, et la trajectoire de croissance du pays reste très

volatile, du fait de défis politiques et de sécurité persistants.

- L'économie de l'Afrique de l'Ouest devrait croître de 4,7 % en 2025, grâce à de solides performances au Sénégal (8,1 %), au Niger (7,8 %), en Guinée (7,2 %), au Bénin (7,1 %) et en Côte d'Ivoire (6,4 %), reflétant des gains au niveau des industries extractives, des investissements dans les infrastructures et de la production agricole. La croissance devrait se stabiliser à 4,6 % en 2026 et à 4,8 % en 2027, grâce à l'augmentation des investissements publics, qui cherchent notamment à étendre les infrastructures routières et portuaires pour soutenir l'industrie extractive.
- La croissance en Afrique du Nord est estimée à 4,1 % en 2025, contre 2,7 % en 2024. La croissance en 2025 devrait atteindre 12,4 % en Libye, 4,4 % au Maroc , 4,0 % en Égypte, 4,0 % en Mauritanie, 3,3 % en Algérie et 2,5 % en Tunisie. La reprise reflète l'amélioration de la production d'hydrocarbures, la hausse des recettes touristiques et l'allègement des pressions inflationnistes. La croissance en Afrique du Nord devrait se relever à 4,2 % en 2026 et 4,4 % en 2027, grâce à une meilleure production agricole, au tourisme et à l'intensification des investissements dans le secteur des industries extractives.
- Il est prévu que la croissance en Afrique centrale diminue légèrement, de 4,3 % en 2024 à 3,9 % en 2025. Cela est dû à une plus faible performance dans les économies productrices de pétrole telles que la Guinée équatoriale (–1,6 %) et le Gabon (2,3 %). La République démocratique du Congo continue d'afficher une dynamique solide, avec une expansion de 5,5 % en 2025, grâce aux investissements dans l'exploitation minière et les infrastructures. La croissance en Afrique centrale devrait se renforcer pour atteindre 4,2 % en 2026 et 4,3 % en 2027, tirée par l'amélioration de la production de pétrole et de minerais.
- La croissance en Afrique australe est estimée à 2,0 % en 2025, contre 1,8 % en 2024. Cette faible croissance reflète les contraintes structurelles et la demande extérieure médiocre. Deux économies, la Zambie (5,2 %) et le Zimbabwe (6,0 %), montrent des signes d'embellie grâce à l'exploitation minière, à l'agriculture et aux réformes politiques. La croissance de l'Afrique du Sud devrait s'élever à 1,0 % en 2025, contre 0,6 % en 2024, freinée par la persistance de difficultés affectant les infrastructures publiques, des ressources budgétaires limitées et des goulets d'étranglement logistiques. Selon les estimations, l'économie du Botswana devrait se contracter de 0,8 % en 2025 en raison de la baisse des recettes d'exportation liée à la faible demande de diamants. Les perspectives de croissance pour la région devraient s'améliorer, passant à 2,4 % en 2026 et à 2,6 % en 2027, grâce à la relance de l'activité dans les secteurs agricole et minier.

Les perspectives d'inflation en Afrique devraient s'améliorer progressivement, à mesure que les prix mondiaux des denrées alimentaires et de l'énergie se stabilisent, que le resserrement monétaire produit son effet et que les taux de change s'ajustent, ce qui soutient une stabilité macroéconomique plus large. L'inflation moyenne est estimée à 13,6 % en 2025, contre 21,8 % en 2024. Une réduction constante de l'inflation est prévue pour 2026 et 2027, avec des taux de 9,5 % et 8,6 % respectivement. Environ deux tiers des économies africaines devraient maintenir leur inflation en dessous de 5 % (tableau 1), grâce à l'amélioration des conditions de l'approvisionnement alimentaire, à l'appréciation des monnaies locales et à une politique monétaire efficace. Dix autres pays devraient connaître une inflation modérée, entre 5 et 9,9 %, ce qui indique des pressions sur les prix continues mais contenues. Ces pressions sont dues aux ajustements des chaînes d'approvisionnement, aux coûts de l'énergie importée et aux effets de répercussion de la dépréciation de la monnaie. Cependant, une inflation à deux chiffres persiste dans environ un cinquième des économies, notamment l'Angola, le Burundi, l'Égypte, l'Éthiopie, le Malawi, le Nigeria, le Soudan du Sud, le Soudan et le Zimbabwe. Les déséquilibres budgétaires persistants, la dépréciation du taux de change et les chocs alimentaires induits par le climat continuent d'alimenter les hausses de prix. L'inflation

L'inflation moyenne est estimée à 13,6 % en 2025, contre 21,8 % en 2024, et une réduction régulière de l'inflation est prévue pour 2026 et 2027

TABLEAU 1 Perspectives pour les principaux indicateurs macroéconomiques en Afrique, moyenne 2026–27

Pays	Croissance du PIB réel (%)	Inflation (%)	Balance des comptes courants (% du PIB)	Solde budgétaire (% du PIB)
Afrique du Sud	1,6	3,3	–1,1	–4,9
Algérie	3,9	2,8	–2,9	–14,2
Angola	2,4	16,8	0,4	–3,0
Bénin	6,9	1,9	–3,8	–1,8
Botswana	3,1	4,3	–6,3	–8,4
Burkina Faso	6,1	1,9	–1,8	–3,1
Burundi	4,2	27,3	–7,7	–3,8
Cabo Verde	4,9	2,0	–2,9	–1,5
Cameroun	4,2	3,0	–2,9	–0,3
Centrafrique	3,0	1,4	–4,9	–3,0
Comores	4,5	2,4	–3,6	–1,8
Congo, Rép.	3,2	3,0	0,9	2,1
Congo, Rép. Dém.	5,6	7,2	–3,0	–2,0
Côte d'Ivoire	6,5	2,4	–2,3	–3,0
Djibouti	6,1	1,5	13,1	–0,4
Égypte	4,5	11,9	–4,5	–6,4
Érythrée	3,6	4,8	13,0	0,2
Eswatini	3,6	3,5	0,0	–3,1
Éthiopie	7,6	10,8	–1,3	–2,3
Gabon	3,0	2,3	2,2	–6,2
Gambie	5,1	6,0	–3,6	–0,5
Ghana	5,6	8,5	2,7	–2,0
Guinée	9,1	3,0	–7,9	–2,3
Guinée-Bissau	5,5	1,7	–4,2	–3,3
Guinée équatoriale	0,6	2,5	–4,3	–2,2
Kenya	5,2	4,8	–1,9	–5,0
Lesotho	1,1	4,7	–2,2	3,9
Libéria	5,4	7,0	–15,1	–2,2
Libye	4,7	1,9	4,2	–2,1
Madagascar	4,3	7,2	–6,1	–3,9
Malawi	2,9	20,7	–18,7	–12,5
Mali	5,9	2,2	–4,8	–3,0
Maroc	4,1	1,9	–2,5	–3,1
Maurice	3,6	3,8	–4,8	–4,1
Mauritanie	5,1	1,2	–8,1	–0,5
Mozambique	3,9	5,0	–28,1	–4,8
Namibie	3,6	4,4	–12,7	–4,2
Niger	7,2	2,6	–6,0	–2,5
Nigeria	3,9	15,3	4,3	–2,6
Ouganda	7,8	4,7	–4,0	–4,8
Rwanda	7,3	4,4	–15,6	–5,1
São Tomé-et-Príncipe	3,4	6,0	–3,8	–0,1
Sénégal	5,8	1,7	–6,6	–7,4
Seychelles	3,6	1,8	–9,3	–0,8
Sierra Leone	4,7	7,8	–5,4	–3,8
Somalie	3,5	3,9	–8,6	–0,7
Soudan	3,0	62,5	–6,1	–2,0
Soudan du Sud	19,2	17,7	–0,2	2,6
Tanzanie	6,1	3,3	–2,5	–3,3
Tchad	3,4	3,4	–2,9	–2,5
Togo	6,5	1,9	–2,7	–2,4
Tunisie	2,9	5,6	–4,5	–5,2
Zambie	6,1	8,4	2,7	–2,3
Zimbabwe	4,0	14,2	1,8	–0,4

Note : Les pays sont classés selon trois critères : vert pour les bons résultats, jaune pour les résultats moyens et rouge pour les résultats médiocres. Les taux de croissance du PIB réel égaux ou supérieurs à 5 % sont indiqués en vert, les taux de 0 à 4,99 % en jaune et les taux de croissance négatifs en rouge. Les taux d'inflation inférieurs à 5 % sont en vert, ceux compris entre 5 et 9,9 % sont en jaune et les taux à deux chiffres sont en rouge. Un excédent de la balance des comptes courants est en vert, un déficit inférieur ou égal à 5 % est en jaune et un déficit supérieur à 5 % est en rouge. Un déficit budgétaire allant jusqu'à 2,99 % est en vert, un déficit de 3 à 5 % en jaune et un déficit supérieur à 5 % en rouge.
Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

est particulièrement grave dans les États fragiles et touchés par des conflits, où l'instabilité politique, les ruptures d'approvisionnement et le financement des déficits par la politique monétaire restent monnaie courante.

Les positions budgétaires devraient également s'améliorer peu à peu, grâce à la baisse des coûts liés aux subventions, à la détente des taux d'intérêt et à la reprise de la croissance. Selon les estimations, le déficit budgétaire

moyen s'est creusé pour atteindre 5,1 % du PIB en 2025, contre 4,8 % en 2024, ce qui reflète l'augmentation des paiements des intérêts de la dette et l'atonie des recettes publiques due à la faiblesse des recettes des exportations et du tourisme. Toutefois, les perspectives budgétaires devraient s'améliorer : il est prévu que le déficit se réduise à 4,8 % en 2026 et à 4,4 % en 2027, ce qui marque un assainissement progressif des finances publiques à mesure que les gouvernements reconstituent leurs réserves. Plus de la moitié des pays africains devraient maintenir leur déficit en dessous de 3 % du PIB, grâce à une meilleure mobilisation des recettes, à la rationalisation des dépenses et à une croissance plus dynamique. Un autre tiers devrait afficher des déficits modérés, de 3 à 5 %, reflétant l'ajustement en cours des conditions de financement. Toutefois, des déficits budgétaires supérieurs à 5 % du PIB persisteront dans certaines économies, où les coûts des subventions, les paiements élevés du service de la dette et la flexibilité budgétaire limitée continuent de peser sur les finances publiques.

Malgré la consolidation budgétaire et la restructuration de la dette post-pandémie, les vulnérabilités de la dette persistent à travers l'Afrique. Cette situation reflète la concentration de dette libellée en dollars des États-Unis et les risques de change associés, l'augmentation des coûts du service de la dette et l'exposition aux chocs macro-financiers, plutôt qu'une accumulation rapide de dette. L'encours de la dette publique est passé d'environ 1 600 milliards d'USD en 2020 à 1 900 milliards en 2024, soit une augmentation annuelle moyenne d'environ 4,4 %. Ce taux correspond à peu près à la croissance du PIB nominal au cours de la période et n'implique qu'une hausse marginale des ratios dette/PIB agrégés. Une grande partie du fardeau de la dette reflète les réponses budgétaires anticycliques à la pandémie de COVID-19, aux catastrophes climatiques et à la volatilité des prix des produits de base, ainsi que les efforts déployés pour satisfaire aux besoins en matière d'infrastructures et de services sociaux essentiels. Dans le même temps, la composition de la dette publique a sensiblement évolué : les pays recourent davantage aux emprunts commerciaux extérieurs, aux créanciers non membres du Club de Paris et aux marchés de la dette intérieure, l'accès aux financements concessionnels s'étant resserré. En conséquence, la part de la dette intérieure sur la dette publique totale est passée de 29 % en 2010 à 38 % en 2023 (dernière année pour laquelle des données sont disponibles), ce qui a renforcé l'interconnexion entre les finances publiques et la sphère financière. Si cette diversification a élargi les options de financement disponibles, elle a également accru les risques de refinancement, de taux d'intérêt et de liquidité, en particulier sur les marchés intérieurs peu profonds ou avec des bases d'investisseurs étroites. Il est encourageant de constater que le rythme d'accumulation de la dette se ralentit, avec un déclin du ratio moyen dette publique/PIB de 63,9 % en 2023–24 à 62 % (estimation) en 2025. Ce taux devrait encore fléchir pour atteindre 61,4 % en 2026, grâce à une croissance plus forte du PIB nominal, à la poursuite des efforts d'assainissement budgétaire et au renforcement de la gestion de la dette dans plusieurs économies.

Selon les estimations, la position des comptes courants de l'Afrique s'est légèrement renforcée, le déficit moyen se réduisant à 1,8 % du PIB en 2025. Cet ajustement reflète en partie la limitation de l'épargne étrangère plutôt qu'une amélioration durable de la compétitivité externe sous-jacente. Mais les facteurs liés aux échanges jouent également un rôle, avec une facture d'importation favorable, soutenue par un dollar des États-Unis affaibli, et des recettes d'exportation plus importantes, grâce à une croissance mondiale améliorée, en particulier pour les exportateurs de produits de base tels que le pétrole, les minerais et les produits agricoles.[2] Malgré cela, les incertitudes persistantes du commerce international, les tensions géopolitiques et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement continuent de faire peser des risques à la baisse sur la stabilité extérieure. À l'avenir, le déficit moyen de la balance courante devrait se stabiliser autour de 2,0 % du PIB en 2026–27, alors que les importations augmentent en phase avec le renforcement de la demande intérieure.

Pour faire face aux effets de multiples chocs et renforcer les perspectives macroéconomiques de l'Afrique, des politiques de stabilisation macroéconomique à court terme sont nécessaires

PRIORITÉS POLITIQUES POUR RENFORCER LES PERSPECTIVES MACROÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE

Surmonter les effets des chocs multiples et renforcer les perspectives macroéconomiques de l'Afrique exige des politiques de stabilisation macroéconomique visant à remédier aux déséquilibres à court terme tout en tirant parti du capital et du potentiel de financement intérieur de la région pour accélérer la croissance et la transformation structurelle.

Les pays africains devraient favoriser une croissance axée sur la productivité grâce à des investissements à grande échelle dans des infrastructures intégrées et productives

Politiques de stabilisation macroéconomique visant à préserver la stabilité et à reconstituer les réserves

- Les pays doivent faire avancer les réformes de la politique monétaire pour passer à des cadres pleinement fondés sur les taux d'intérêt, de façon à renforcer le mécanisme de transmission et d'ancrer les attentes en matière d'inflation tout en préservant l'accès au crédit pour les secteurs productifs. Une meilleure coordination entre les autorités monétaires et budgétaires s'avérera essentielle pour atténuer les retombées des politiques et préserver la stabilité macroéconomique et financière globale.
- Les pays africains doivent constituer des réserves de change suffisantes pour consolider la stabilité des taux de change. Ils devraient profiter des améliorations récentes des balances des comptes courants pour reconstituer leurs réserves, réduire leur vulnérabilité aux chocs extérieurs et soutenir la stabilité des taux de change. L'approfondissement des marchés des changes et la promotion d'une allocation flexible des devises rares fondée sur le marché contribueront à réduire la volatilité perturbatrice et à améliorer la détermination des prix.
- Les pays africains doivent rationaliser les dépenses budgétaires, renforcer la gouvernance et protéger les segments vulnérables de la population. Les gouvernements devraient promouvoir l'efficience des dépenses publiques en rationalisant les dépenses récurrentes, en réformant les entreprises publiques et en s'attaquant aux fuites par le biais du renforcement de la gouvernance budgétaire, de la transparence et de la redevabilité dans l'exécution du budget. Les programmes d'investissement public devraient être progressivement restructurés et mieux alignés sur les priorités nationales de développement, afin de canaliser les ressources vers des secteurs productifs à forte intensité de main-d'œuvre, notamment les infrastructures, l'agriculture et d'autres activités favorables à la croissance. Les subventions et les transferts sociaux devraient être mieux ciblés afin que l'assainissement budgétaire n'affecte pas de manière disproportionnée les ménages à faible revenu. L'extension et le renforcement des systèmes de protection sociale seront essentiels pour protéger les groupes vulnérables des effets persistants de l'inflation élevée et des mesures d'ajustement. Ensemble, ces réformes amélioreront la qualité des dépenses publiques, créeront des emplois et soutiendront une croissance durable et inclusive.
- Pour atténuer les pressions dues au besoin de financement, les pays confrontés à des tensions sur les liquidités doivent entreprendre une restructuration de la dette en temps opportun, transparente et bien communiquée, y compris de la dette intérieure le cas échéant, tout en minimisant les perturbations du marché. Une communication efficace est essentielle pour préserver la confiance du public et réduire les incertitudes. Lorsque la restructuration de la dette intérieure pose des risques systémiques, les décideurs politiques doivent déployer des mesures ciblées telles que l'appui à la liquidité, la tolérance réglementaire, la recapitalisation des banques et la création d'un fonds dédié à la stabilité financière. Parallèlement, la mobilisation des ressources nationales doit être renforcée grâce à la numérisation et la modernisation des systèmes fiscaux, à l'amélioration des administrations fiscales et à la réduction des fuites.

Politiques visant à accélérer la transformation structurelle et à assurer la viabilité budgétaire à long terme

- Les pays africains doivent favoriser une croissance axée sur la productivité au moyen

d'investissements à grande échelle dans des infrastructures intégrées et productives et de l'approfondissement de la diversification dans l'industrie manufacturière, l'agro-industrie et les services modernes. Il est essentiel d'améliorer le climat d'investissement. Des réglementations prévisibles, des opérations efficaces et transparentes sur le marché des changes et des processus d'approbation simplifiés contribueront à maintenir la confiance des investisseurs et à attirer des flux de capitaux à long terme, y compris sous forme de participation du secteur privé et de solutions de financement mixte. Ces efforts devraient soutenir l'émergence de champions industriels au niveau national et régional capables de promouvoir la création de valeur ajoutée, la modernisation technologique, la compétitivité à l'exportation et l'innovation. Des politiques complémentaires, telles que les exigences de contenu local, les politiques de passation des marchés préférentielles en faveur des petites entreprises et les partenariats de transfert de technologie, peuvent renforcer l'intégration aux marchés régionaux et mondiaux. Parallèlement, les gouvernements devraient investir dans le capital humain, la diffusion des technologies et les infrastructures vertes afin de stimuler la productivité, tout en renforçant les institutions, la gouvernance et les amortisseurs macro-budgétaires. Cela contribuera à atteindre et maintenir une croissance supérieure à 7 %, à consolider la résilience aux chocs mondiaux et à faire progresser le développement inclusif et durable sur l'ensemble du continent.

- Les pays d'Afrique auront besoin d'une stratégie régionale complète et bien coordonnée pour faire face à l'escalade des risques liés à la dette tout en préservant une marge pour le financement du développement. Au niveau national, les gouvernements devraient renforcer la gouvernance budgétaire et les systèmes de gestion de la dette en améliorant la transparence de la production de rapports sur la dette publique, en renforçant le contrôle parlementaire et en réalisant des audits réguliers de la dette. Intégrer les passifs éventuels dans les cadres budgétaires et aligner les décisions d'emprunt sur les priorités en vue d'une croissance productive, inclusive et durable améliorera la redevabilité et la viabilité de la dette à long terme. Pour contenir la pression des dépenses et freiner l'accumulation de dette, les pays doivent adopter des règles budgétaires crédibles comme garde-fous de la discipline et mettre en place des institutions solides, telles que des conseils budgétaires, ayant pour mission d'améliorer la transparence, le respect des règles et la surveillance.
- Les pays africains doivent mettre en œuvre des réformes complémentaires pour renforcer la mobilisation des ressources nationales. Des mesures telles que la numérisation des systèmes d'impôts, l'élargissement de l'assiette fiscale, l'amélioration de l'administration fiscale et la réduction des fuites diminueront le recours au financement par l'emprunt et renforceront les amortisseurs budgétaires. Au niveau régional, une coordination plus étroite est nécessaire pour harmoniser les pratiques en matière de viabilité de la dette, partager les évaluations des risques et mettre en place des systèmes d'alerte précoce efficaces. L'accélération de la mise en place du Mécanisme africain de stabilité financière (MAFS) permettra de fournir un appui à la liquidité, un financement de la dette et une assistance technique aux nations africaines confrontées à des chocs économiques. Le plaidoyer collectif de la région en faveur de réformes de l'architecture de la dette mondiale, y compris l'amélioration du Cadre commun du G20 pour garantir des restructurations rapides, prévisibles et inclusives, sera également essentiel pour garantir un accès plus équitable à un financement abordable.
- Les pays d'Afrique doivent tirer parti des flux financiers extérieurs (investissements directs étrangers, envois de fonds et investissements de portefeuille) pour construire une base de financement diversifiée et résistante, en mesure de soutenir la transformation structurelle. Pour ce faire, il leur faut approfondir les réformes visant à améliorer l'environnement des affaires, attirer des IDE durables dans des secteurs productifs et orientés vers l'exportation, ou encore créer des incitations à l'investissement de la diaspora par le biais d'instruments et de plateformes spécifiques.

Les flux financiers externes aideront les pays africains à constituer une base de financement diversifiée et résiliente pour soutenir la transformation structurelle

Les gouvernements devraient également s'efforcer de réduire les coûts des transferts de fonds et de promouvoir l'utilisation de canaux formels. Cela leur permettrait de débloquer des ressources extérieures supplémentaires pour soutenir la stabilité des taux de change, de renforcer la gestion des liquidités et de mobiliser des financements pour des secteurs porteurs de croissance et les infrastructures essentielles, notamment énergétiques ou de logistique. Les pays africains devraient également cultiver des partenariats stratégiques avec des partenaires au développement, ancrés dans l'investissement, le transfert de technologies et le financement mixte, de façon à passer d'une dépendance à l'égard de l'aide à une croissance autonome, compétitive et inclusive.

NOTES

1. FMI 2025 (PEM d'octobre).
2. Un dollar des États-Unis affaibli a des effets positifs similaires pour les pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale qui utilisent le franc CFA, ancré à l'euro. Une dépréciation du dollar des États-Unis par rapport à l'euro se transmet au franc CFA par le biais de l'ancrage.

1

PERFORMANCES ET PERSPECTIVES MACROÉCONOMIQUES

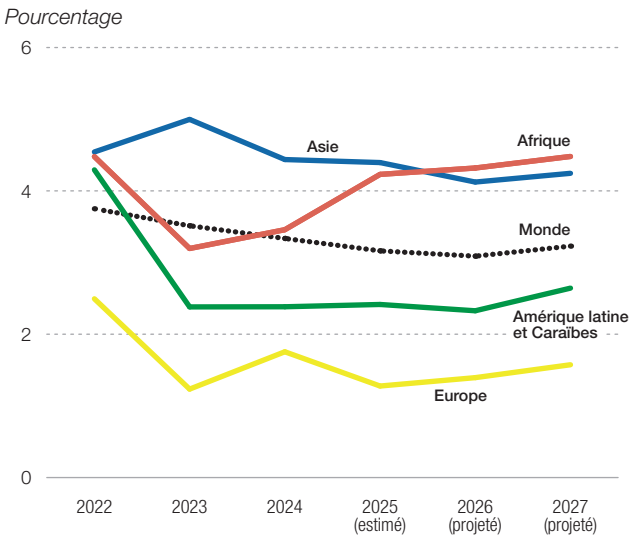
PERFORMANCES ET PERSPECTIVES DE CROISSANCE

Les perspectives de croissance du PIB de l'Afrique sont restées positives et ont maintenu une trajectoire ascendante dans un contexte de persistance de l'incertitude politique mondiale et des tensions commerciales

L'incertitude politique mondiale et la fragmentation géopolitique ont mis à l'épreuve la résilience de l'Afrique et sa capacité à réagir à des chocs multiples. Dans l'ensemble de la région, la vague actuelle de chocs internes, notamment les troubles sociaux à Madagascar et les conflits prolongés au Soudan, dans la Corne de l'Afrique et au Sahel, a posé des défis à la consolidation des gains macroéconomiques africains. Au niveau mondial, les incertitudes persistantes en matière de politique commerciale entre les États-Unis et d'autres pays, ainsi que la fragmentation géopolitique constante, ont limité la pénétration commerciale et les flux d'investissement de l'Afrique. Pourtant, malgré les multiples vents contraires régionaux et mondiaux, les économies africaines ont fait preuve de résilience, comme l'illustrent leurs solides performances en matière de croissance.

La croissance moyenne du PIB réel de l'Afrique est estimée à 4,2 % en 2025, soit 0,7 point de pourcentage de plus qu'en 2024, ce qui souligne la robustesse des performances de croissance du continent (figure 1.1). En 2025, la croissance était plus élevée qu'en 2024 dans 32 des 54 pays. Trois des cinq plus grands pays figurent notamment parmi les pays affichant une croissance du PIB en hausse : l'Afrique du Sud (0,4 point de pourcentage), le Maroc (0,6 point de pourcentage) et l'Égypte (1,7 point de pourcentage). Quatorze autres pays ont enregistré des progressions de croissance de plus de 1,0 point de pourcentage, avec en tête le Soudan du Sud, le Soudan, la Libye, le Zimbabwe et l'Éthiopie.[1] La forte croissance en Soudan du Sud et en Libye est alimentée par l'expansion de la production pétrolière, et celle au Zimbabwe et en Éthiopie par la hausse des rendements agricoles. Malgré le conflit en cours, le Soudan sort lentement de la récession grâce à la réouverture progressive des axes de transport et à la relance de l'activité économique à Port-Soudan. Au Botswana et en Guinée équatoriale, une contraction de l'économie était attendue, en raison respectivement d'une baisse prolongée

FIGURE 1.1 Croissance du PIB réel, 2022–27



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement et *Perspectives de l'économie mondiale,* octobre 2025.

des recettes tirées des diamants[2] et d'une diminution de la production pétrolière.

La dynamique de croissance en Afrique devrait rester solide, avec une croissance moyenne du PIB réel prévue à 4,3 % en 2026, mais devrait s'accélérer encore pour atteindre 4,5 % en 2027. Ces perspectives de croissance seront étayées par les réformes macroéconomiques, l'atténuation des pressions inflationnistes et l'amélioration de la production agricole. La détente attendue des tensions commerciales et la paix au Moyen-Orient pourraient améliorer les chaînes d'approvisionnement et le commerce au niveau mondial. Les politiques d'assainissement budgétaire appuieront quant à elles la capacité des gouvernements à investir dans les infrastructures publiques et les services sociaux.

En 2025, l'Afrique comptait 12 des 20 économies les plus dynamiques au monde, et sa dynamique de croissance devrait se maintenir au cours de la période de prévision 2026–27

En 2025, l'Afrique comptait 12 des 20 économies affichant la croissance la plus forte au monde, et cette dynamique de croissance devrait se maintenir au cours de la période de prévision 2026–27.

Malgré des perspectives de croissance favorables à moyen terme, les pays africains doivent accélérer leur transformation structurelle tout en renforçant leur résilience pour protéger le continent contre les chocs émergents et récurrents. Des interventions stratégiques visant à améliorer la gouvernance institutionnelle et économique catalyseront l'investissement privé, stimuleront la transformation structurelle et renforceront la résilience économique de façon à contenir l'impact des chocs émergents (encadré 1.1).

La croissance du PIB réel de l'Afrique se reflète également dans l'Indice des directeurs d'achat

ENCADRÉ 1.1 Soutenir une croissance de 7 % en Afrique : sources, contraintes et opportunités

Une croissance annuelle moyenne soutenue d'au moins 7 % pendant une décennie est nécessaire pour que l'Afrique réalise sa transformation structurelle, accélère la réduction de la pauvreté et renforce sa résilience face aux chocs mondiaux et nationaux. L'expérience de la Chine, de la Corée et du Vietnam montre que de longues périodes de forte croissance permettent d'accroître les capacités de production, de soutenir la création d'emplois à grande échelle et de faciliter la transition d'activités à faible productivité vers des activités manufacturières et de services à plus forte valeur ajoutée. Cependant, depuis 1961, seuls 23 pays africains ont atteint une croissance moyenne du PIB de 7 % ou plus pendant au moins une décennie, et seul le Botswana a maintenu une telle croissance pendant trois décennies consécutives (tableau de l'encadré 1.1).

Si la croissance de l'Afrique s'est renforcée ces dernières années au point de dépasser régulièrement les moyennes mondiales, elle reste en deçà du seuil nécessaire pour déclencher une transformation durable. En 2024, les Seychelles ont conservé leur statut de pays à revenu élevé, tandis que le Cabo Verde et la Libye ont rejoint le Botswana, la Guinée équatoriale et le Gabon dans le groupe des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Cependant, les épisodes de forte croissance ne se sont pas toujours traduits par une convergence soutenue des revenus. Plusieurs économies riches en ressources, notamment l'Angola, la Guinée équatoriale, le Gabon et la Libye, ont affiché des revenus par habitant élevés au cours des périodes de boom des matières premières, mais leurs revenus en 2024 sont restés relativement modestes. Cette tendance souligne la volatilité de la croissance tirée par les produits de base, les faiblesses de la qualité institutionnelle et les limites des transformations structurelles réalisées.

Les résultats de la croissance sur le continent restent très inégaux et volatils. L'Angola, la Côte d'Ivoire et la Guinée équatoriale, pays à revenu intermédiaire, ont parfois basculé dans la catégorie des pays à faible revenu avant de se remettre, ce qui témoigne de leur vulnérabilité aux chocs extérieurs et aux revirements de politique. De même, les pays touchés par des conflits, notamment la République démocratique du Congo, le Libéria, le Mozambique et la Sierra Leone, ont connu de brefs rebonds d'après-crise qui ne se sont pas maintenus sur une décennie complète. Ces

(suite)

ENCADRÉ 1.1 Soutenir une croissance de 7 % en Afrique : sources, contraintes et opportunités *(suite)*

expériences soulignent que la continuité des réformes, les environnements macroéconomiques stables et la diversification économique sont essentiels pour maintenir une forte croissance et la traduire en gains de revenus durables ; ces résultats étant généralement associés à des institutions plus solides et à une transformation structurelle plus profonde.

La comptabilité de la croissance montre que le résidu de Solow, interprété comme la productivité totale des facteurs (PTF) selon les hypothèses standard, a représenté la plus grande part de la croissance du PIB par habitant de l'Afrique. Les gains des années 1960 et du début des années 1970 s'expliquaient principalement par la hausse de productivité,[1] tandis que les ralentissements de la fin des années 1970 et du début des années 1980 reflétaient une croissance négative de

Tableau de l'encadré 1.1 Croissance et transition vers des revenus élevés en Afrique

	Revenu moyen par habitant pendant les périodes de forte croissance et en 2024								
Pays	**1961–70**	**1971–80**	**1981–90**	**1991–2000**	**2001–10**	**2011–20**	**2021–24**	**2024**	**Groupe de revenu du pays en 2024**
Angola					2,942			2,845	PRITI
Botswana	531	1 521	2 950					6,937	PRITS
Cabo Verde				1 340			4 022	4,449	PRITS
Congo, Rép. Dém.							523	554	PFR
Côte d'Ivoire	1 907							2,396	PRITI
Eswatini			1 508					3,864	PRITI
Éthiopie					314	615		883	PFR
Gabon		9 551						6,619	PRITS
Guinée équatoriale				1 592	9 777			5,042	PRITS
Kenya		1 147						1,860	PRITI
Lesotho		394						991	PRITI
Libéria				450				665	PFR
Libye	9 213	17 577					7 515	7,696	PRITS
Mauritanie	1 525							1,689	PRITI
Mozambique					408			606	PFR
Nigeria					1 913			2,325	PRITI
Ouganda					640			986	PFR
Rwanda					467		980	1,070	PFR
Seychelles		5 526						16,586	PRE
Tchad					821			850	PFR
Togo	635							931	PFR
Tunisie		1 591						4,006	PRITI
Zambie					967			1,343	PRITI

Note : PRITS = pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ; PRITI = pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ; PFR = pays à faible revenu ; et PRE = pays à revenu élevé.

Source : Calculs du personnel de la Banque africaine de développement sur la base de données provenant des statistiques de la Banque africaine de développement et des Indicateurs du développement dans le monde, 2025.

(suite)

Une croissance annuelle moyenne soutenue d'au moins 7 % permettrait à l'Afrique de réaliser sa transformation structurelle, d'accélérer la réduction de la pauvreté et de renforcer sa résilience aux chocs

ENCADRÉ 1.1 Soutenir une croissance de 7 % en Afrique : sources, contraintes et opportunités *(suite)*

la PTF due à l'instabilité macroéconomique, au faible taux d'utilisation des capacités et aux distorsions politiques.[2] La productivité a rebondi à partir du milieu des années 1990, soutenant la reprise de la croissance dans la région.

Selon la BAD et la CUA (2025), les performances en matière de productivité du travail de l'Afrique ont fortement divergé de celles d'un groupe de cinq pays d'Asie de l'Est et du Pacifique (Indonésie, Corée, Malaisie, Singapour et Thaïlande). Dans les années 1960, les travailleurs africains étaient 40 à 45 % plus productifs que la moyenne de ces cinq pays. Mais la tendance s'était inversée en 2010, lorsque les travailleurs de ces pays asiatiques étaient plus de trois fois plus productifs que leurs homologues africains. En 2022, les travailleurs en Indonésie et en Thaïlande étaient plus de deux fois plus productifs que les travailleurs en Afrique, et les travailleurs en Corée et à Singapour étaient respectivement plus de 6 et 10 fois plus productifs. Les moins bonnes performances de l'Afrique reflètent des faiblesses à la fois au niveau de l'investissement dans le capital humain et de l'efficacité dans la combinaison du travail et du capital.

La faible productivité du continent découle de plusieurs contraintes structurelles interdépendantes. Tout d'abord, la région est confrontée à une pénurie persistante de capital physique. Les ratios capital/travail restent insuffisants et, au cours des dernières périodes, le capital par travailleur a diminué, ce qui indique un appauvrissement du capital plutôt qu'un approfondissement. En conséquence, les activités économiques sont devenues moins intensives en capital au fil du temps, contrairement aux régions qui ont connu des décollages de la croissance réussis, telles que les cinq économies d'Asie de l'Est et du Pacifique. Ces lacunes du capital par travailleur ont persisté malgré l'augmentation des investissements publics et privés sur le continent, car la croissance de ces investissements est restée à la traîne face à l'expansion rapide de l'emploi. Deuxièmement, les niveaux de capital humain restent comparativement faibles. De nombreux pays continuent de pâtir d'investissements limités dans les domaines de la santé et de l'éducation, qui ont pour résultat une baisse de la qualité de l'enseignement et des résultats d'apprentissage médiocres. Sur les 25 pays qui affichent les scores les plus bas de l'Indice du capital humain (ICH) au niveau mondial, 23 se trouvent en Afrique. En 2017, 24 des 40 pays africains disposant de données sur l'ICH ont enregistré des scores inférieurs à 0,40. De tels scores impliquent que les enfants nés dans ces pays en 2017 n'atteindront que 40 % de leur potentiel de productivité à l'âge adulte, compte tenu des lacunes actuelles en matière d'éducation et de soins de santé.

Malgré ces défis, il est encore possible pour l'Afrique d'atteindre et de maintenir des taux de croissance de plus de 7 % en tirant parti des opportunités de transformation. Cela implique notamment d'exploiter le dividende démographique en investissant dans le capital humain et le développement des compétences, de libérer tout le potentiel du capital naturel, de se diversifier dans des produits et services à plus forte valeur ajoutée et de stimuler la productivité de la main-d'œuvre.

Notes

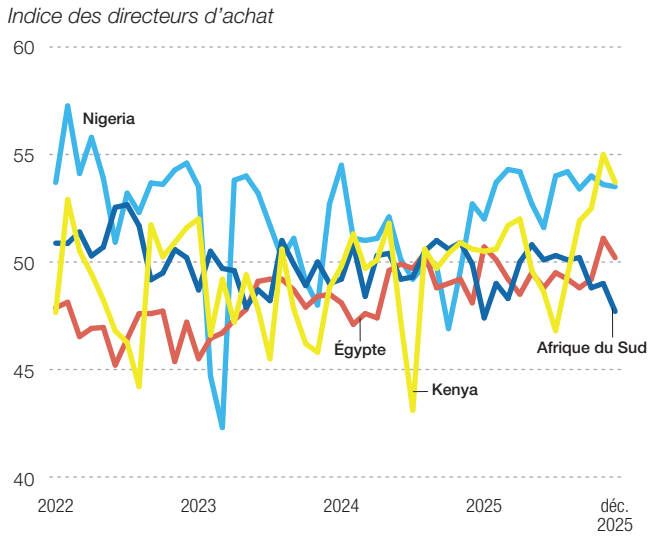
1. Fosu 2013.
2. Block 2014; Devarajan et coll. 2003.

(PMI – *Purchasing Managers' Index*) de quatre de ses plus grandes économies, l'Égypte, le Kenya, le Nigeria et l'Afrique du Sud (figure 1.2), qui ensemble représentent 52 % du PIB du continent. L'indice PMI moyen a augmenté entre 2024 et 2025 au Nigeria (2,8 points), en Égypte (0,8 point) et au Kenya (1,4 point), signe d'une activité plus soutenue, mais a baissé en Afrique du Sud (0,7 point). Les valeurs moyennes de l'indice PMI pour le Nigeria (53,4) et le Kenya (51,0) étaient notamment supérieures à la barre des 50 points, ce qui met en lumière des conditions commerciales saines au cours de l'année.

Le climat des affaires au Nigeria a été dynamique tout au long de l'année 2025, l'Indice PMI mensuel s'étant maintenu au-dessus de la barre des 50 points pendant 13 mois consécutifs. Ces bons résultats reflètent l'amélioration de la demande des consommateurs, qui a aidé les entreprises à accroître leurs achats et leurs stocks. Au Kenya, l'activité commerciale a également été prospère pendant la majeure partie de l'année, l'Indice PMI se situant dans la zone d'amélioration pendant huit mois, avec un sommet de 55 points en novembre 2025, son niveau le plus élevé depuis cinq ans. Le climat des affaires s'est fortement amélioré en Égypte vers la fin de l'année, mais l'expansion de l'activité et des nouvelles commandes n'a pas suffi à faire passer l'Indice PMI moyen pour 2025 au-dessus de la barre des 50 points. En Afrique du Sud, bien que l'approvisionnement en électricité se soit stabilisé, la conjoncture reste médiocre en raison de l'augmentation de l'inflation pour les intrants, attribuée aux prix d'achat et aux coûts salariaux. La hausse des coûts des intrants a conduit les entreprises à augmenter leurs prix en octobre 2025, ce qui a affecté la demande des consommateurs au cours du dernier trimestre de l'année.

Les conditions prévalentes sur le marché international des produits de base restent fragiles, dans un contexte d'incertitude économique mondiale. Les données disponibles indiquent une baisse de 7 % des cours mondiaux des produits de base en 2025, en raison des tensions commerciales accrues, de l'incertitude politique et d'un ralentissement de la croissance économique dans le monde (figure 1.3). Cette situation pèse lourdement sur les pays exportateurs africains qui dépendent des matières premières. Sur le marché

FIGURE 1.2 Indice des directeurs d'achat en Afrique, 2022-décembre 2025



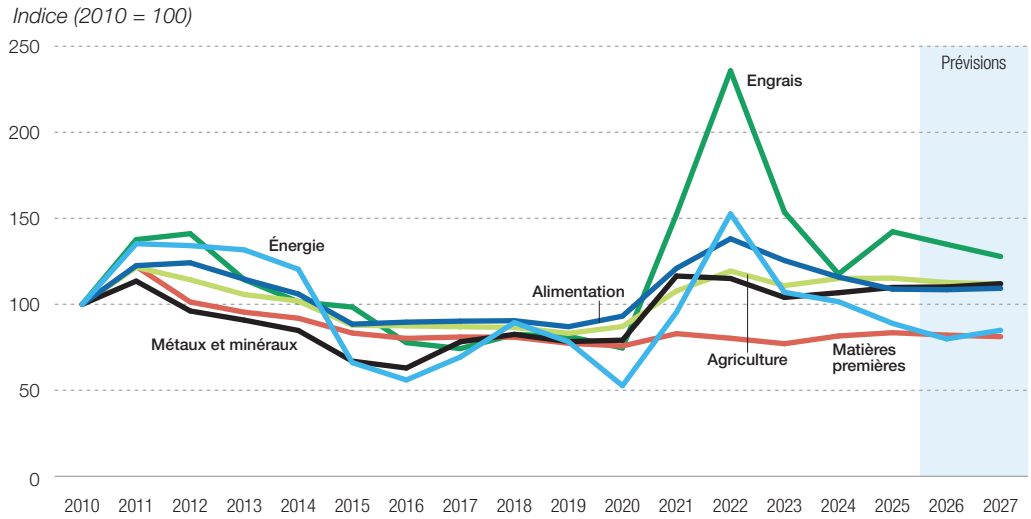
Source: Haver Analytics et IHS Markit.

mondial des matières premières énergétiques, l'OPEP+ (l'organisation regroupant les pays exportateurs de pétrole et certains pays non membres) a convenu en avril 2025 d'augmenter les quotas de production de pétrole. Cette décision a exercé une pression à la baisse sur les prix du pétrole brut et représente une opportunité pour les pays africains importateurs de carburant.

L'indice moyen des prix alimentaires en 2025 a également diminué de 7,0 % par rapport à 2024, du fait de l'amélioration des conditions météorologiques et du recours à l'agriculture intelligente face au climat, qui ont entraîné une hausse des rendements dans un certain nombre de pays. Par exemple, les conditions météorologiques favorables dans la région de l'Afrique australe ont stimulé un rebond de la production céréalière. Les prix d'autres produits de base, tels que les métaux et les minéraux, les produits agricoles non alimentaires et les matières premières, ont augmenté en moyenne en 2025. Mais ces hausses de prix n'ont pas suffi à compenser les baisses enregistrées ailleurs. L'effet net a été une diminution globale de l'indice composite des cours mondiaux des produits de base.

Les perspectives pour ces cours indiquent un fléchissement en 2026, sous l'effet de plusieurs facteurs, notamment la hausse de la production de pétrole par les pays de l'OPEP+, qui devrait se maintenir tout au long de l'année et accroître l'offre

FIGURE 1.3 Indices mondiaux des prix des produits de base, janvier 2010-décembre 2027

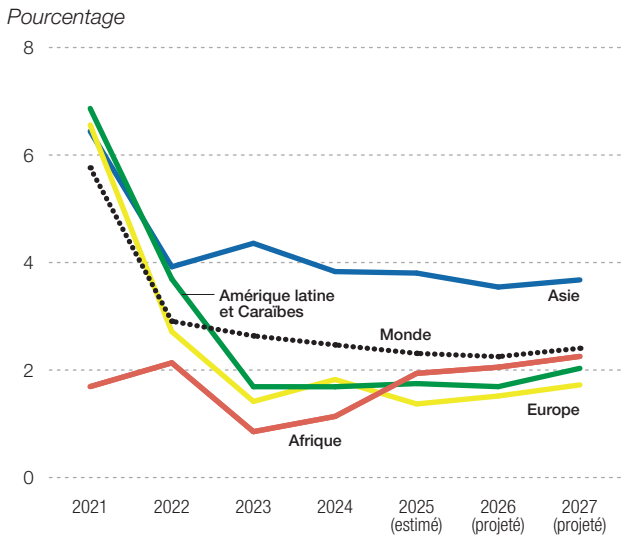


Source : Calculs du personnel de la Banque africaine de développement d'après la base de données sur les produits de base de la Banque mondiale (2025).

mondiale de pétrole. Cela pourrait également contribuer à la tendance à la baisse des pressions inflationnistes en Afrique.

La croissance du PIB réel par habitant de l'Afrique s'est améliorée : passant d'une moyenne de 1,1 % en 2024 à 1,9 % en 2025, elle a dépassé les taux de l'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Europe (figure 1.4). Elle devrait encore s'accroître pour atteindre 2,1 % en 2026 et se consolider à 2,3 % en 2027, conservant ainsi sa position au-dessus de l'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Europe. Mais la croissance du PIB réel par habitant reste inférieure au minimum de 4,5 % requis pour réduire radicalement la pauvreté et améliorer les moyens de subsistance.[3] Accélérer ce processus exige de mettre en œuvre de manière soutenue des politiques macroéconomiques et une gestion des finances publiques prudentes, ainsi que des réformes structurelles et des investissements accrus dans les infrastructures publiques, les chaînes de valeur et le développement des compétences, afin de soutenir une croissance inclusive, de créer des emplois et d'accroître les capacités de production et les revenus.[4]

FIGURE 1.4 Croissance du PIB réel par habitant en Afrique, 2021–27



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement et Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2025.

DÉCOMPOSITION DE LA CROISSANCE PAR SECTEUR ET DU CÔTÉ DE LA DEMANDE

La hausse de la croissance du PIB réel est soutenue par l'augmentation des dépenses de consommation des ménages du côté de la demande et par la croissance du secteur des services du côté de l'offre

Les dépenses de consommation privée ont historiquement été le principal moteur de la croissance

du PIB réel de l'Afrique du côté de la demande. La croissance de ces dépenses est passée de 3,1 % en 2024 à 3,4 % en 2025 (figure 1.5). Cette embellie est due en grande partie à la progression du revenu par habitant et à l'atténuation des pressions inflationnistes. Cependant, la croissance de la consommation privée devrait ralentir pour atteindre 3,0 % en 2026 et 2,7 % en 2027, en raison de l'incertitude politique mondiale qui aggrave les déséquilibres macroéconomiques, entraînant notamment la volatilité des taux de change.

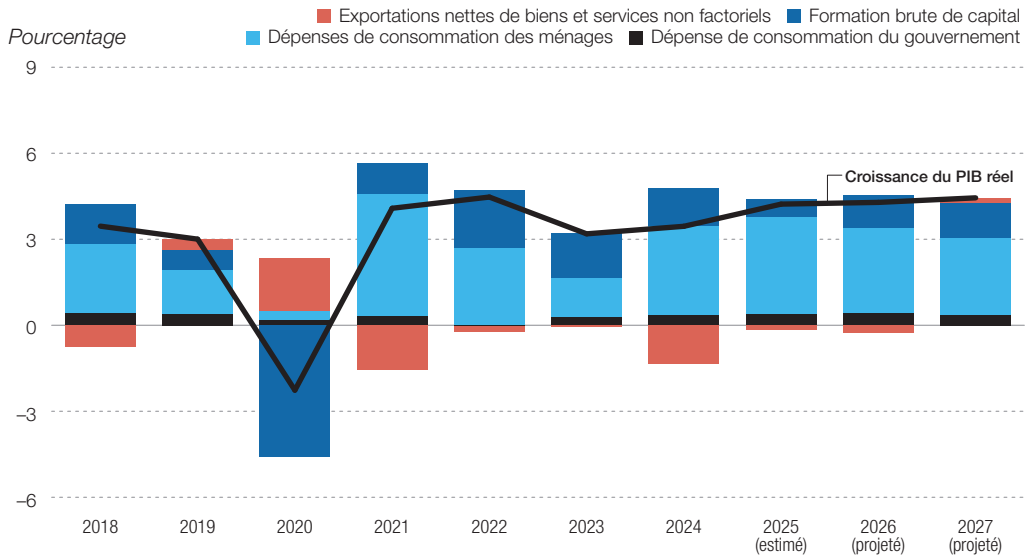
La contribution des exportations nettes à la croissance du PIB réel s'est renforcée, passant de –1,3 % en 2024 à –0,2 % en 2025 d'après les estimations. Cette contribution reflète l'amélioration des échanges : les exportations ont rebondi de 0,2 % en 2024 à 1,7 % en 2025 (soit une augmentation de 1,5 point de pourcentage), tandis que les importations ont augmenté de 1,5 % à 1,9 % (soit une hausse de 0,4 point de pourcentage). La plus forte croissance des exportations reflète la stratégie croissante de « délocalisation amicale » (*friend-shoring*) pour diversifier le commerce dans les chaînes de valeur mondiales. La croissance des exportations est également soutenue par la « délocalisation à proximité » (*near-shoring*) dans des pays tels que l'Algérie, l'Égypte et le Maroc, qui offrent un bon accès aux marchés d'Europe et du Moyen-Orient. Mais les droits de douane élevés imposés par les États-Unis à plusieurs pays africains et la perte d'accès à la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA – *African Growth and Opportunity Act*) appellent à une diversification des marchés d'exportation afin de renforcer la résilience et d'absorber les chocs commerciaux émergents.

La contribution des exportations nettes à la croissance du PIB devrait passer de –0,3 % en 2026 à 0,2 % en 2027, grâce à l'amélioration attendue des chaînes d'approvisionnement, tandis que les pays du Sud renforcent leur collaboration. La mise en œuvre du récent accord commercial entre les États-Unis et la Chine, les deux plus grandes économies, renforcera la stabilité du commerce international.

La croissance de l'investissement devrait passer de 1,3 % en 2024 à une estimation de 0,6 % en 2025 en raison de la forte incertitude politique. Cette tendance devrait s'inverser en 2026–27, avec une hausse de la contribution de l'investissement à la croissance du PIB réel, soutenue par l'assouplissement des conditions financières mondiales et le déclin de l'inflation. L'investissement public a joué un rôle dominant dans le soutien à la croissance de l'Afrique (encadré 1.2). Mais l'incertitude politique actuelle, aggravée par la faible mobilisation des ressources nationales et les inefficiences dans le secteur public, limite la capacité des gouvernements et du secteur privé

La contribution des exportations nettes à la croissance du PIB réel est passée de –1,3 % en 2024 à environ –0,2 % en 2025.

FIGURE 1.5 Décomposition de la croissance du PIB du côté de la demande, 2018–27



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

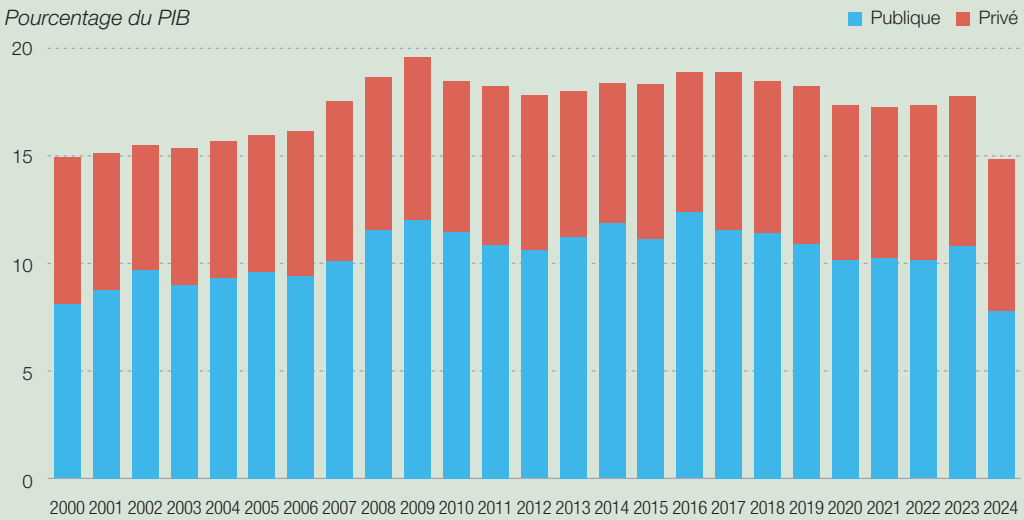
ENCADRÉ 1.2 Investissements publics et privés en Afrique

L'investissement, public comme privé, est un moteur essentiel de la performance économique. En Afrique, l'investissement public est disproportionnellement supérieur à l'investissement privé, en raison de la faiblesse de l'environnement des affaires, des contraintes de financement et des risques politiques qui limitent la participation du secteur privé. Depuis 2000, la part de l'investissement public dans le PIB est en moyenne d'environ 10 % et celle de l'investissement privé d'environ 7 % (figure de l'encadré 1.2). L'investissement en Afrique est cyclique : ses performances suivent les effets des vents contraires qui frappent le continent. L'investissement public en Afrique présente également un haut niveau d'inefficience, estimé à 39 % : pour chaque dollar investi, 39 centimes sont perdus en raison du gaspillage et d'autres fuites.[1] La faiblesse des recettes nationales restreint l'investissement public financé par des ressources intérieures. Les recettes fiscales sont estimées à seulement 14,8 % du PIB, ce qui est inférieur à la capacité de l'Afrique, de 20 %. Par conséquent, la majeure partie des investissements publics, en particulier dans les projets d'infrastructure, est financée par la dette.

La grande inefficience des investissements publics a limité la productivité des infrastructures africaines financées par la dette et leur capacité à rembourser ces emprunts. Cette situation a entraîné les problèmes de viabilité de la dette auxquels sont confrontés de nombreux pays. La situation est aggravée par des chocs récurrents qui se chevauchent et par des risques budgétaires élevés découlant d'une faible gouvernance institutionnelle et de l'inefficience des dépenses publiques. S'attaquer aux contraintes qui freinent l'investissement privé pourrait permettre de relever de nombreux défis en matière de développement des infrastructures en Afrique, de promouvoir la transformation structurelle et de renforcer la résilience face aux chocs. En 2024, l'investissement en Afrique est tombé à 14,8 % du PIB, contre 17,1 % en 2023, en raison des risques perçus, des tensions géopolitiques et de l'incertitude politique qui ont réduit la confiance des investisseurs mondiaux dans la région. Ce chiffre est inférieur à celui enregistré par l'Amérique latine et les Caraïbes (19,8 %), l'Asie (22,7 %) et l'Europe (21,9 %).

La contribution des exportations nettes à la croissance du PIB devrait s'améliorer, passant de –0,3 % en 2026 à 0,2 % en 2027

FIGURE DE L'ENCADRÉ 1.2 Investissements publics et privés en Afrique, 2000–24



Source: Indicateurs du développement dans le monde 2025.

Note

1. Kararach et coll. 2022.

à tirer parti des opportunités d'investissement disponibles. Des mesures politiques visant à améliorer l'efficience du secteur public et à renforcer la participation du secteur privé à la croissance économique sont nécessaires pour accroître la productivité et la contribution de l'investissement à la croissance économique.

Du côté de l'offre, le secteur des services a conservé son rôle dominant en tant que principal moteur de la croissance du PIB réel, représentant 2,4 % sur les 4,2 % de croissance estimés pour 2025. Sa prédominance en 2025 est attribuable à la forte performance du sous-secteur financier et à l'allègement des pressions inflationnistes nationales. Cette tendance devrait se poursuivre à moyen terme, avec une contribution du secteur estimée à 2,2 % en moyenne en 2026–27 (figure 1.6).

En 2025, la contribution de l'agriculture à la croissance globale s'est légèrement relevée, passant de 0,5 % à 0,7 %, tandis que celle de l'industrie est passée de 0,6 % à 1,0 %. En 2026–27, la contribution de l'agriculture devrait encore s'améliorer pour atteindre 0,8 % et celle de l'industrie, 1,3 %. Cependant, les faibles taux de croissance de ces secteurs freinent la croissance globale, la création d'emplois et la transformation structurelle. Plus de la moitié de la population adulte de l'Afrique est employée dans le secteur agricole, mais les emplois dans ce secteur sont vulnérables aux chocs, en particulier aux effets croissants du changement climatique. Les performances de l'industrie se caractérisent par une productivité médiocre, de faibles liens en amont et en aval avec le reste de l'économie et une création d'emplois minime. En 2024, l'indice des capacités productives de l'Afrique était estimé à seulement 31,7 sur 100, en dessous de la moyenne mondiale de 47,3 et derrière l'Europe (60,2) et l'Asie (48,1)[5]. Notamment, l'Afrique est peu performante en matière de TIC (7,3), d'énergie (22,1), de capital humain (19,6) et de transport (17,4), les principaux moteurs de la performance du secteur industriel et de la croissance économique.

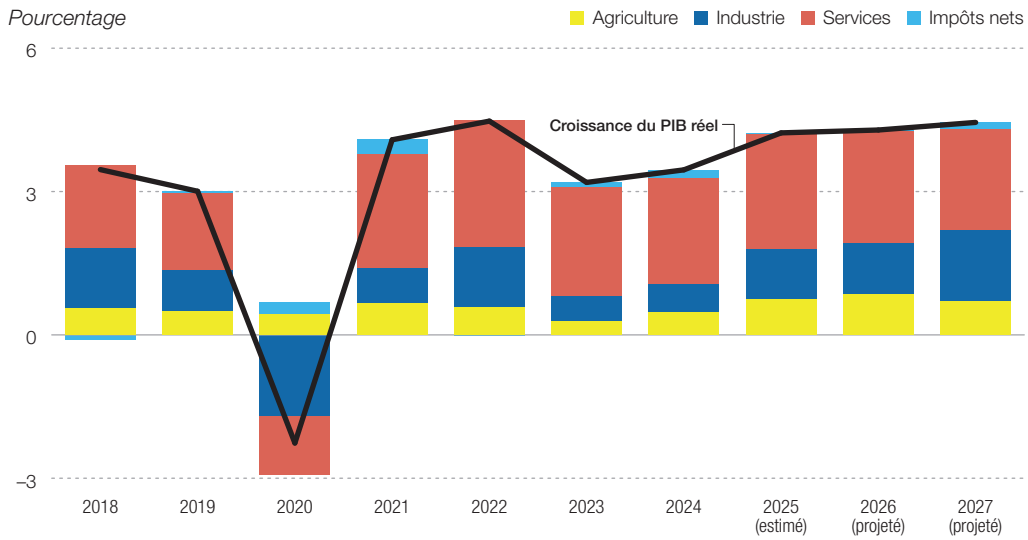
PERFORMANCES ET PERSPECTIVES DE CROISSANCE DANS LES RÉGIONS ET LES PAYS

La résilience des perspectives de croissance à travers les régions d'Afrique dans un contexte de volatilité de l'économie mondiale

Malgré l'incertitude au niveau des politiques commerciales mondiales et les ajustements connexes qui pèsent sur les perspectives économiques

Le secteur des services est resté le principal moteur de la croissance du PIB réel, représentant 2,4 % de la croissance estimée à 4,2 % en 2025

FIGURE 1.6 Décomposition sectorielle de la croissance du PIB, 2018–27



Source: Statistiques de la Banque africaine de développement.

dans le monde, les pays africains continuent de faire preuve d'une forte résilience. En 2025, au moins 22 des 54 pays devraient connaître une croissance de 5 % ou plus. En 2026, ce nombre de pays devrait atteindre 23.

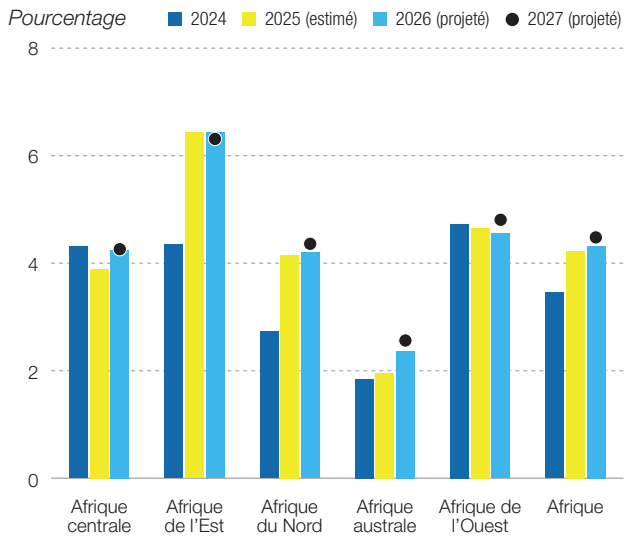
La croissance en **Afrique centrale,** estimée à 3,9 % en moyenne en 2025, devrait atteindre 4,2 % en 2026 et 4,3 % en 2027 (figure 1.7). Quatre des sept pays de la région devraient connaître une croissance de 3 % ou plus en 2026 et 2027. Les pays à la tête de la croissance en Afrique centrale sont peu nombreux. Il est prévu que la République démocratique du Congo (RDC) reste l'économie la plus dynamique de la région, avec une croissance projetée de 5,6 % en 2026, contre 5,5 % estimés en 2025. Cette croissance vigoureuse est soutenue par une augmentation de la production minière due à l'expansion des sites existants et à la mise en service de nouvelles mines, ainsi qu'à la mise à l'échelle des projets d'infrastructure associés, tels que la réhabilitation de la section du corridor de Lobito située en République démocratique du Congo.

La croissance du Cameroun devrait passer de 4 % en 2025 à 4,3 % en 2026 d'après les estimations, grâce à l'accroissement de la production de gaz naturel liquéfié, au renforcement des capacités des infrastructures logistiques et énergétiques, à l'augmentation des dépenses publiques et à une consommation privée plus dynamique. Toutefois, le déclin de la production de pétrole, lié au vieillissement des gisements et à l'augmentation des coûts de récupération, pourrait freiner la croissance. Selon les estimations, l'économie de la Guinée équatoriale s'est contractée de 1,6 % en 2025, en raison de la baisse continue de la production pétrolière et des recettes d'exportation associées, de la persistance des arriérés intérieurs et de la lente croissance de la production intérieure. Un léger rebond de 0,4 % est prévu en 2026.

L'Afrique de l'Est reste la région du continent qui affiche la croissance la plus rapide, avec une croissance du PIB réel estimée à 6,4 % en 2025. Ce taux devrait rester stable à 6,4 % en 2026, avant de ralentir légèrement à 6,3 % en 2027. Ces bons résultats économiques sont généralisés, puisque plus de la moitié des 13 pays de la région (7 en 2025 et 9 en 2026 et 2027) devraient connaître une croissance d'au moins 4,0 %. Au Soudan du Sud, la poursuite de la reprise des exportations de pétrole et l'intensification des investissements dans les secteurs non pétroliers, l'interconnexion électrique et les énergies renouvelables, ainsi que dans les infrastructures logistiques et de transport, devraient appuyer un bond de la croissance, de 4,0 % en 2025 à 30 % en 2026. Cela ferait du Soudan du Sud l'économie à la croissance la plus rapide au monde en 2026. La croissance en Éthiopie a été estimée à 9,8 % en 2025 et devrait s'élever à 7,5 % en 2026, grâce à l'accroissement de la production industrielle, facilitée par l'achèvement de projets de gaz naturel et la hausse de la production d'électricité. L'expansion économique de l'Éthiopie bénéficiera également du renforcement des chaînes de valeur et de l'activité minière, grâce à la mise en service de nouvelles mines d'or. Au Rwanda, la croissance estimée à 7,5 % en 2025 et la croissance projetée de 7,4 % en 2026 sont tirées par une performance robuste des services et de l'exploitation minière, ainsi que par la poursuite des investissements dans les infrastructures publiques pour soutenir la logistique et l'industrie manufacturière.

L'accélération prévue de la croissance à Djibouti, au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda sera appuyée par l'accroissement des investissements privés et le financement constant par

FIGURE 1.7 Croissance du PIB réel en Afrique par région, 2024–27



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

le gouvernement du développement d'infrastructures à grande échelle dans les domaines de l'énergie, des réseaux de transport et des couloirs logistiques. Le Soudan devrait sortir lentement de la récession, avec une croissance du PIB réel estimée à 1,5 % pour 2025, soit une inversion de la contraction de 13,5 % enregistrée en 2024. Ce redressement est dû à la réouverture progressive des axes de transport à Khartoum, à l'amélioration de la sécurité, à l'augmentation des poches de stabilité, à l'appui constant aux moyens de subsistance agricoles dans les zones accessibles et à la relance de l'activité économique à Port-Soudan. Toutefois, la crise humanitaire née du conflit en cours pourrait freiner la dynamique de croissance.

La croissance du PIB réel en **Afrique du Nord** a été estimée à 4,1 % en moyenne en 2025 et devrait atteindre 4,2 % en 2026 puis 4,4 % en 2027. Il est prévu que la Libye affiche une croissance de 12,4 % en 2025, avant de ralentir à 5,2 % en 2026. La croissance de 2025 reflète la forte reprise de la production pétrolière, qui a atteint en moyenne près de 1,3 million de barils par jour en 2025, contre environ 1,1 million en 2024. Pour le Maroc, la croissance a été estimée à 4,4 % en 2025 et devrait s'élever à 4,0 % en 2026 et 4,3 % en 2027. Cette poursuite de l'expansion économique sera favorisée par l'augmentation de la production agricole, rendue possible par des précipitations plus favorables et par le programme de relance du gouvernement, qui cherche à reconstituer le cheptel après des années de pertes liées à la sécheresse. Parmi les autres moteurs de cette croissance figurent également l'augmentation des recettes touristiques, les investissements publics soutenus pour moderniser les systèmes de transport et l'accroissement de la productivité manufacturière, tirée par la production de phosphate accrue et les exportations à plus haute valeur des secteurs automobile et aéronautique.

La croissance de l'économie égyptienne a été estimée à 4,1 % en 2025 et devrait remonter à 4,4 % en 2026, grâce à de solides investissements directs étrangers dans le développement des infrastructures portuaires, à la création de zones industrielles stratégiques et à l'expansion du secteur manufacturier, qui a bénéficié du redressement de la demande intérieure et de la stabilisation des coûts d'importation. La croissance économique devrait également tirer parti de l'accélération des investissements publics dans les infrastructures touristiques et énergétiques, et d'une reprise de la consommation privée, favorisée par des augmentations de salaires dans les secteurs public et privé, une hausse des envois de fonds et une diminution de l'inflation. En Mauritanie, une reprise de la croissance est prévue, de 4,0 % en 2025 à 5,2 % en 2026, grâce aux perspectives favorables du secteur extractif, qui devrait bénéficier de l'expansion de la production et des exportations de gaz naturel liquéfié et de minerai de fer. En Algérie, les investissements pour moderniser et accroître la production dans les champs de gaz, les dépenses publiques importantes pour améliorer l'infrastructure sociale et l'augmentation des dépenses de consommation des ménages devraient stimuler l'activité économique, d'un taux estimé à 3,3 % en 2025 à une projection de 3,9 % en 2026. En Tunisie, la croissance en 2025 a été estimée à 2,5 % et devrait s'accélérer à 2,8 % en 2026 et 3,0 % en 2027, grâce à un allègement progressif de l'inflation, à la reprise du tourisme et à l'amélioration des performances agricoles.

La croissance en **Afrique australe** a été estimée à 2 % en 2025 et devrait atteindre 2,4 % en 2026 puis 2,6 % en 2027. Malgré cette moyenne régionale modeste, certains pays de la région devraient enregistrer des performances économiques robustes. En Zambie, d'après les estimations, la croissance du PIB réel a été de 5,2 % en 2025 et devrait atteindre 5,8 % en 2026. La croissance est tirée par une forte reprise de la production et des exportations agricoles, facilitée par des conditions météorologiques favorables et l'amélioration des services de vulgarisation ; ainsi que par le redressement de la production minière, l'augmentation des investissements dans l'infrastructure numérique et l'expansion des services financiers. Au Zimbabwe, la croissance du PIB réel, estimée à 6 % en 2025, devrait ralentir à 4,5 % en 2026. Cette croissance est appuyée par les bonnes performances du secteur minier, en particulier des exportations d'or, et par une forte reprise de la production agricole, favorisée par l'amélioration des conditions climatiques et le soutien ciblé du gouvernement aux petits exploitants agricoles.

Les performances économiques de l'Afrique du Sud, la plus grande économie de la région, resteront atones, avec une croissance estimée à 1,0 % en 2025 et qui devrait atteindre 1,5 % en 2026

La croissance du PIB dans les pays non-intensifs en ressources naturelles a été estimée à 5,8 % en 2025 et devrait atteindre 5,5 % en 2026 et 5,7 % en 2027

La performance économique de l'Afrique du Sud, la plus grande économie de la région, restera atone, avec une croissance estimée à 1,0 % en 2025 qui devrait s'élever à 1,5 % en 2026. La détérioration des infrastructures et des réseaux logistiques, dans un contexte de finances publiques soumises à des contraintes et d'investissements privés modérés, freine la croissance en Afrique du Sud. Au Botswana, le ralentissement prolongé du marché du diamant et la chute de la production minière hors diamant (comprenant le charbon, le cuivre et le nickel) due à un grave sous-investissement continueront à peser sur les performances économiques. On estime que l'économie s'est contractée de 0,8 % en 2025 et devrait rebondir à 2,4 % en 2026, grâce à la progression de l'enrichissement et de la production non minière, au renforcement de la production nationale d'électricité et à un programme de réformes axé sur la diversification économique et visant à accroître les investissements dans les secteurs à forte croissance que sont l'agroalimentaire, les technologies numériques, les énergies renouvelables et le tourisme.

En **Afrique de l'Ouest,** les projections de croissance restent fortes, alors que la reprise post-pandémie se poursuit. La croissance estimée est de 4,7 % en 2025 avant de ralentir légèrement à 4,6 % en 2026 et de remonter à 4,8 % en 2027. Cette dynamique est soutenue par de solides performances économiques dans plusieurs pays : 14 des 15 pays de la région ont affiché une croissance estimée à 5 % ou plus en 2025, et 12 devraient maintenir ce taux élevé en 2026 et 2027. En Guinée, la croissance devrait passer de 7,2 % en 2025 à 8,7 % en 2026, grâce à l'investissement public, notamment l'expansion des infrastructures routières et portuaires visant à soutenir l'industrie extractive. L'expansion de la production pétrolière devrait générer une croissance robuste au Niger, avec une progression du PIB réel de 7,8 % en 2025 et 8,2 % en 2026.

Au Sénégal, une hausse similaire de la production d'hydrocarbures, complétée par des investissements dans l'agro-industrie, l'énergie et les infrastructures de transport, contribuera à une performance économique robuste, avec une croissance du PIB réel estimée à 8,1 % en 2025 et qui devrait se modérer à 5,6 % en 2026. Il est prévu que la croissance en Côte d'Ivoire reste stable à 6,4 % en 2025 et atteigne 6,5 % en 2026. Cette performance est tirée par des exportations robustes du secteur agricole et des industries extractives, une forte consommation des ménages et de solides dépenses d'investissement privé.

La dynamique de croissance en Afrique de l'Ouest est également soutenue par l'amélioration des perspectives de deux des grandes économies de la région : le Nigeria (3,9 % en 2025 et 3,7 % en 2026) et le Ghana (5,5 % en 2025 et 2026). Le Nigeria sera aidé par une forte croissance du secteur des services, en particulier dans les technologies de l'information et de la communication, la finance et l'immobilier, et par une réduction de la volatilité des taux de change grâce à des réserves de devises plus fournies. Au Ghana, l'amélioration de la confiance dans le programme de réforme du pays, les progrès réalisés dans la restructuration de la dette et l'appréciation du cedi de plus de 20 % depuis le début de l'année ont conforté les perspectives économiques.

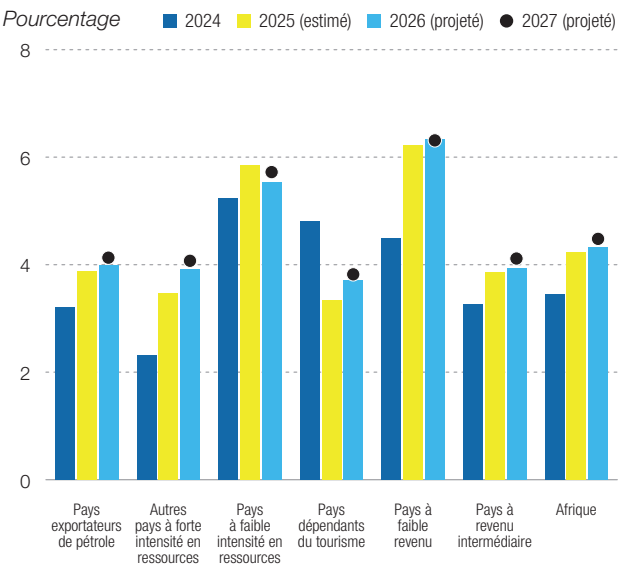
Par groupe de pays, la croissance du PIB dans les pays **non intensifs en ressources,** estimée à 5,8 % en 2025, devrait atteindre 5,5 % en 2026 puis 5,7 % en 2027 (figure 1.8). La croissance dans ces pays est généralisée, 12 des 27 pays de ce groupe devant croître d'au moins 5,0 % en 2026, avec en tête l'Éthiopie et l'Ouganda (7,5 %), suivis par le Rwanda (7,4 %), le Bénin (6,8 %), la Côte d'Ivoire et le Togo (6,5 %), Djibouti (6,1 %), le Sénégal (5,6 %), la Guinée-Bissau (5,6 %), la Mauritanie (5,2 %) et la Gambie (5 %). La performance économique de ce groupe bénéficiera du dynamisme des dépenses d'investissement public ciblant les secteurs clés de la croissance que sont les services et l'industrie manufacturière (au Rwanda), ainsi que de l'achèvement des projets d'infrastructure en cours dans les domaines de l'énergie, des routes et d'autres réseaux de transport (à Djibouti, en Éthiopie, au Sénégal et en Ouganda). Elle tirera également parti de perspectives plus favorables pour la production agricole et de l'intensification des investissements privés et publics pour améliorer la productivité agricole et approfondir les chaînes de valeur agro-industrielles au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Gambie et au Togo.

Parmi les **pays exportateurs de pétrole,** la croissance a été estimée à 3,9 % en 2025, avec

des projections de 4 % en 2026 et de 4,1 % en 2027. La forte relance de la production et des exportations de pétrole soutient une croissance dynamique au Soudan du Sud (4 % en 2025 et 30 % en 2026) et en Libye (12,4 % en 2025 et 5,2 % en 2026). En Algérie, les investissements réalisés par la compagnie pétrolière d'État, en partenariat avec des entreprises étrangères, pour moderniser et étendre les réseaux de production de pétrole et de gaz contribueront à une croissance vigoureuse, estimée à 3,3 % en 2025 avant de se relever à 3,9 % en 2026. Au Nigeria, le redressement progressif de la production pétrolière après des années de volatilité et de perturbations devrait appuyer la performance économique, avec une croissance estimée à 3,9 % en 2025, avant un fléchissement à 3,7 % en 2026. Malgré ces embellies, la production pétrolière reste inférieure aux objectifs budgétaires, reflétant les effets résiduels du vieillissement des gisements pétroliers, le sous-investissement dans les infrastructures et les défis opérationnels. En Guinée équatoriale, on estime que le PIB a diminué de 1,6 % en 2025, avec un rebond de 0,4 % prévu en 2026, alors que le pays est confronté au recul continu de la production d'hydrocarbures et des recettes d'exportation correspondantes. À moyen terme, la croissance des pays exportateurs de pétrole dépendra de l'évolution des cours du pétrole brut et des conditions économiques mondiales. La persistance de risques à la baisse, notamment la fragmentation géopolitique et l'intensification des politiques protectionnistes qui nuisent au commerce, pourrait peser sur les recettes des pays de ce groupe.

La croissance moyenne dans les **autres pays riches en ressources,** de 3,5 % en 2025 d'après les estimations, devrait se redresser à 3,9 % en 2026 et 4,1 % en 2027. La croissance est étendue, avec des estimations d'au moins 5 % pour plus de la moitié des pays en 2025 et 2026. Cette dynamique s'appuie sur la demande mondiale de produits de base, alimentée par l'expansion de la fabrication de véhicules électriques, de la construction et des investissements dans les infrastructures de transition énergétique. Profitant de la forte demande, les pays producteurs de bauxite, de minerai de fer, de cuivre et de cobalt, notamment la République démocratique du Congo, la Guinée et la Zambie, mettent en service

FIGURE 1.8 Croissance du PIB en Afrique par groupe de pays, 2024–27



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

de nouvelles mines et attirent de nouveaux investissements pour accroître leur capacité de production. D'autres pays ont commencé à exploiter et à exporter une nouvelle gamme de minéraux tels que le lithium (Zimbabwe). L'augmentation de la demande des investisseurs individuels et le fait que certaines économies de marché émergentes aient converti en or une partie de leurs réserves officielles de dollars et d'obligations d'État américaines ont contribué à une envolée fulgurante de la demande et des prix de ce métal. L'embellie des conditions macroéconomiques sur les principaux marchés d'exportation d'Asie et d'Europe, la demande soutenue et la hausse des cours des matières premières soutiendront les bonnes performances économiques du Burkina Faso et du Ghana. Au Mali, la reprise des opérations d'extraction d'or au complexe Loulo-Gounkoto et les projets de réactivation de la mine d'or de Morila devraient contribuer à accroître la production et à soutenir une croissance plus élevée.

La croissance dans les **pays tributaires du tourisme,** estimée à une moyenne de 3,3 % en 2025, devrait s'élever à 3,7 % en 2026 et 3,8 % en 2027. Au cours du premier semestre 2025, l'Afrique a enregistré une augmentation de 12 % des arrivées de touristes internationaux par

rapport à la même période en 2024, ce qui en fait la région qui connaît la croissance la plus rapide au niveau mondial en matière de demande touristique.[6] L'augmentation du nombre de visiteurs est stimulée par des politiques de soutien qui ont facilité une meilleure connectivité aérienne avec les marchés du Moyen-Orient et de l'Asie, des efforts de marketing ciblés pour positionner les destinations locales comme des centres d'écotourisme et d'investissement durable, ainsi que par des investissements visant à moderniser l'infrastructure touristique et rehausser la qualité des hébergements. Ces actions ont été complétées par une diversification accrue, grâce à des investissements publics constants dans l'économie bleue, les services numériques, les réseaux logistiques durables et les énergies renouvelables. Ensemble, ces mesures contribueront à une croissance régulière en 2026–27 dans les six pays de ce groupe. Toutefois, les incertitudes économiques et géopolitiques qui font grimper le coût des voyages et pèsent sur la confiance des consommateurs dans le domaine du tourisme représentent un risque à la baisse pour la performance de croissance dans cette catégorie de pays.

Les coûts du service de la dette érodent la marge de manœuvre budgétaire et limitent les investissements publics

RISQUES POUR LES PERSPECTIVES

Les risques à la baisse pour les perspectives de croissance de l'Afrique restent prépondérants, sous l'effet de facteurs régionaux et mondiaux

Risques à la baisse

Les perspectives économiques de l'Afrique sont confrontées à de forts vents contraires liés à la persistance du surendettement et au rétrécissement de l'espace budgétaire. Malgré un certain assainissement budgétaire, les niveaux d'endettement restent supérieurs à ceux d'avant la pandémie. En septembre 2025, 7 pays africains étaient en situation de surendettement et 13 présentaient un risque élevé, y compris de grandes économies comme le Nigeria, le Ghana et l'Afrique du Sud. Le poids du fardeau du service de la dette continue d'éroder la marge de manœuvre budgétaire et de limiter les investissements publics, pourtant essentiels à la croissance et à la résilience. L'effet combiné d'un lourd fardeau de la dette et d'un espace budgétaire restreint menace la dynamique de croissance et de transformation structurelle de l'Afrique. La hausse des besoins de refinancement peut également contraindre les gouvernements à une austérité procyclique ou à des emprunts à court terme coûteux. Grâce à l'assouplissement des conditions financières mondiales, plusieurs pays africains sont revenus sur le marché des euro-obligations en 2025. Le Kenya a levé 1,5 milliard d'USD en octobre, suivi par l'Angola (1,75 milliard d'USD) et le Nigeria (2,35 milliards d'USD). Cependant, les coûts d'emprunt restent élevés, car les écarts de taux souverains dépassent les niveaux d'avant la pandémie. L'obligation du Kenya a été émise en deux tranches, avec un taux de 7,875 % pour l'échéance à 7 ans et de 8,8 % pour l'échéance à 12 ans. En Angola, l'obligation à 5 ans a été émise à un taux de 9,25 % et celle à 10 ans, de 9,78 %. Combinés aux risques de change, les coûts de financement élevés constituent une menace pour la viabilité de la dette et les dépenses sociales. Ils pourraient faire dérailler la dynamique de croissance actuelle, compromettre le développement à long terme et accroître ainsi le risque de fragilité sociale et politique.

L'instabilité politique dans certaines parties de la Corne de l'Afrique et du Sahel fait peser un risque majeur sur les perspectives de croissance du continent. Les conflits armés et civils dans ces régions affectent négativement la production et la croissance et détournent des ressources rares des priorités de développement vers les dépenses militaires. En outre, les entrées de capitaux dans ces pays se sont ralenties, le financement des projets a été reporté et les tensions diplomatiques au sein des blocs régionaux ont perturbé les relations commerciales et financières. Les situations de fragilité et de conflit touchent aujourd'hui près des deux tiers des pays à faible revenu d'Afrique. Des conflits intenses réduisent le PIB par habitant d'environ 15 % en l'espace de cinq ans.[7] L'instabilité politique persistante crée également des risques de débordement vers les pays voisins, ce qui sape

le commerce intra-africain et la cohésion politique régionale, deux moteurs essentiels de la croissance économique. Ces risques pourraient être aggravés à court terme par le grand nombre d'élections générales prévues sur le continent, une douzaine rien qu'en 2026. Bien qu'étant une caractéristique normale de la gouvernance démocratique, les élections peuvent intensifier l'incertitude politique, retarder la prise de décision économique et augmenter temporairement le risque d'instabilité dans des contextes déjà fragiles. La fluidité de ces chocs signifie que les perspectives de l'Afrique continueront d'évoluer parallèlement aux tendances des environnements politiques.

Une correction du marché boursier aux États-Unis pourrait se répercuter sur l'économie mondiale. Après un deuxième trimestre vigoureux, l'économie des États-Unis accumule les signes d'essoufflement : le secteur manufacturier se contracte depuis huit mois, les licenciements en octobre 2025 ont atteint leur niveau le plus élevé depuis 20 ans, et le marché du logement est confronté à la faible accessibilité et à l'incertitude générale sur l'économie. Si l'on ajoute à cela des taux d'intérêt relativement élevés et la poursuite de la guerre commerciale, les perspectives de l'économie des États-Unis semblent de plus en plus imprévisibles. Toute faiblesse pourrait déclencher une chute brutale du marché boursier, dont les gains ont alimenté de fortes dépenses de consommation. Le recul de la demande américaine entraînerait une baisse des cours des métaux et de l'énergie, ce qui mettrait sous pression les recettes budgétaires et les soldes extérieurs des exportateurs africains de produits de base. L'aversion au risque se traduirait par une nouvelle baisse des investissements directs étrangers en Afrique, qui ont déjà chuté de 42 % au cours du premier semestre 2025, dans un contexte d'attentisme généralisé des investisseurs face à l'escalade des guerres commerciales et des tensions géopolitiques. Un retranchement vers la sécurité déclencherait une appréciation du dollar US, avec des effets négatifs supplémentaires sur le financement et la dépréciation des monnaies nationales pour de nombreux pays africains, dont certains avaient récupéré leurs pertes en 2024.

Risques à la hausse

Une atténuation plus rapide des pressions inflationnistes, en particulier dans les économies africaines à forte inflation, pourrait soutenir une croissance plus dynamique en 2026–27. De nombreux pays africains ont commencé à assouplir leur politique monétaire en réponse à la baisse de l'inflation et à des perspectives plus favorables pour l'inflation comme pour la croissance. L'inflation moyenne en Afrique (à l'exclusion de l'Égypte et du Nigeria, deux grandes économies affichant une inflation supérieure à 20 %) a chuté à 7,6 % en 2025, contre 9,3 % en 2024, et les projections indiquent un assouplissement à 5,5 %, grâce à la modération des prix des produits de base au niveau mondial. Les cours du pétrole, qui ont baissé de 12 % depuis le début de l'année, ainsi que le récent accord de paix au Moyen-Orient pourraient accélérer la désinflation dans les pays encore confrontés à des taux d'inflation à deux chiffres. Cela ferait baisser les taux d'intérêt réels, stimulerait la demande de crédit et l'investissement privé, tout en allégeant les pressions budgétaires grâce à la baisse du service de la dette et des coûts des subventions. Une décélération plus rapide de l'inflation en Afrique donnerait également aux banques centrales une plus grande marge de manœuvre pour maintenir une politique monétaire accommodante, ce qui permettrait de renforcer le pouvoir d'achat des ménages, d'encourager une croissance tirée par la consommation et d'améliorer la compétitivité extérieure grâce à des taux de change plus stables.

Dans de nombreux pays africains, la politique monétaire est en train de s'assouplir pour répondre à la baisse de l'inflation et à des perspectives plus favorables tant pour l'inflation que pour la croissance

L'accélération de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) présente un potentiel positif majeur pour les perspectives de croissance de l'Afrique. Une mise en œuvre plus rapide et plus efficace de la ZLECAf peut profiter à l'approfondissement des échanges intrarégionaux, à l'expansion des chaînes de valeur et à l'intensification des investissements. Le commerce intra-africain ne représente aujourd'hui qu'environ 15 % des échanges commerciaux de la région, soit un niveau bien inférieur à celui de l'Asie (51,1 %).[8] En s'attaquant résolument aux barrières non tarifaires, à la lenteur des procédures douanières et aux disparités réglementaires, les pays africains

sont en mesure d'accélérer le déploiement de la ZLECAf. Cela permettrait d'intensifier les échanges de biens intermédiaires et de biens d'équipement, de promouvoir le transfert de technologies et de développer des chaînes de valeur régionales. Ce faisant, la ZLECAf contribuerait à diversifier les recettes d'exportation pour qu'elles dépendent moins des produits de base, à accroître l'indépendance économique en réduisant l'exposition aux chocs extérieurs et à renforcer les flux d'investissement intra-africains. Tout cela favoriserait une croissance plus forte à moyen terme sur l'ensemble du continent. Les gains sont potentiellement importants : une étude estime qu'une mise en œuvre complète pourrait accroître les revenus de 7 % (environ 450 milliards d'USD aux prix de 2014) et augmenter l'emploi de manière significative, en particulier parmi les travailleurs non qualifiés et les femmes.[9] Le déploiement de la ZLECAf, complété par des réformes nationales, pourrait en outre faire grimper les échanges de biens intra-africains de plus de 50 % et relever le PIB réel par habitant du pays africain médian de plus de 10 % à long terme.[10] L'essor des investissements et des partenariats commerciaux avec des partenaires non traditionnels tels que la Chine et les pays du Golfe permet également d'injecter des capitaux dans des projets d'infrastructure et d'ouvrir des marchés aux produits africains.

La demande d'exportations africaines de matières premières et de produits manufacturés pourrait augmenter, renforçant les balances commerciales et les perspectives de croissance économique à moyen terme

L'assouplissement monétaire dans les économies avancées pourrait également stimuler les perspectives de croissance économique de l'Afrique. Après avoir envoyé des signaux sur une nouvelle détente de la politique monétaire dans un contexte de ralentissement de l'inflation et d'affaiblissement des marchés du travail, la Réserve fédérale des États-Unis a réduit son taux directeur de 25 points de base en décembre 2025, le ramenant dans une fourchette de 3,5 à 3,75 %. Elle a également annoncé qu'elle mettrait fin à la réduction de son bilan. De façon similaire, la croissance économique atone dans l'Union européenne, associée à une inflation qui se maintient proche de l'objectif de 2,0 % fixé par la Banque centrale européenne (BCE), devrait inciter les autorités monétaires européennes à envisager de nouvelles baisses de taux dans les mois à venir. Ces mesures prises par la Réserve fédérale des États-Unis et la BCE se traduiraient probablement par une baisse des taux d'intérêt au niveau mondial. Cela favoriserait un affaiblissement du dollar des États-Unis, qui renforcerait les monnaies africaines et réduirait le fardeau du service de la dette pour les pays confrontés à un risque accru de surendettement ou déjà en situation de surendettement. Si la croissance dans les économies avancées s'accélère, la demande d'exportations africaines de matières premières et de produits manufacturés pourrait grimper, ce qui consoliderait les balances commerciales et les perspectives de croissance économique à moyen terme. Avec le relâchement des pressions inflationnistes au niveau local, les banques centrales africaines disposeraient alors d'une marge de manœuvre pour appliquer une politique monétaire plus accommodante. Parallèlement, l'amélioration du sentiment de risque pourrait inverser les sorties d'IDE enregistrées au début de l'année 2025, avec le potentiel de débloquer des financements supplémentaires pour les infrastructures privées sur l'ensemble du continent. Toutefois, dans un environnement toujours caractérisé par une forte incertitude mondiale, des flux de capitaux volatils et des pressions inflationnistes persistantes dans plusieurs économies africaines, un assouplissement prématuré de la politique monétaire nationale pourrait exposer certains pays africains à de nouvelles tensions sur les taux de change, à des sorties de capitaux et à une résurgence de l'inflation.

NOTES

1. FMI 2025.
2. FMI 2025.
3. Voir BAD, CUA, AUDA et NEPAD (2024).
4. Banque mondiale 2024.
5. CNUCED 2025.
6. https://www.untourism.int/news/international-tourism-up-5-in-first-half-of-2025-despite-global-challenges.
7. Banque mondiale 2025.
8. OMC 2023.
9. Banque mondiale 2020.
10. FMI 2023.

2

AUTRES ÉVOLUTIONS MACROÉCONOMIQUES, IMPLICATIONS ET PERSPECTIVES

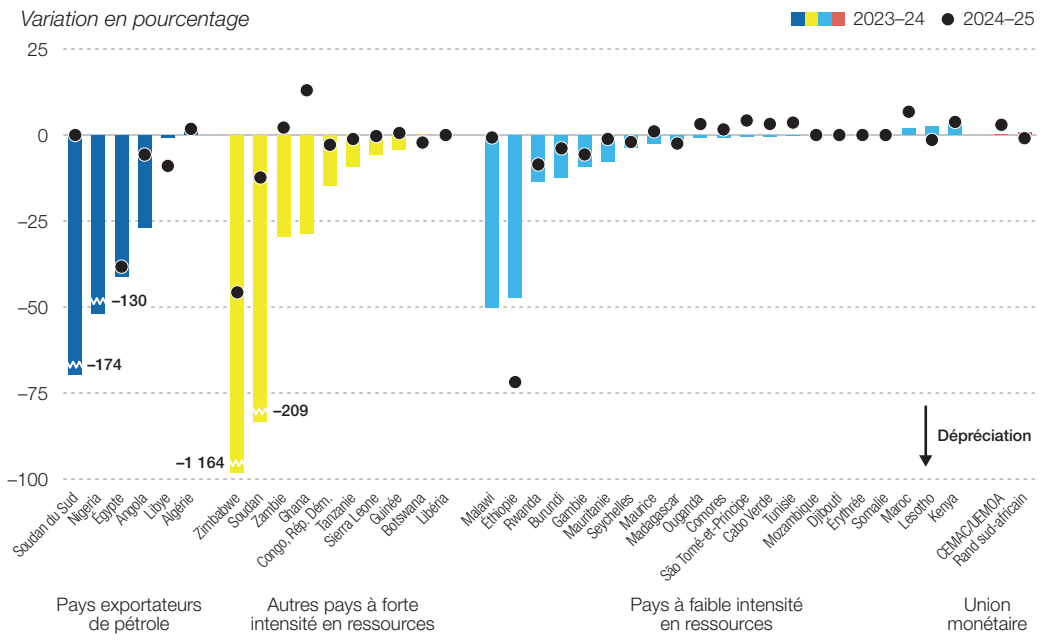
TAUX DE CHANGE

La plupart des monnaies africaines se sont appréciées par rapport au dollar américain en 2025, reflétant l'effet des incertitudes en matière de politique économique aux États-Unis

Les monnaies de la plupart des pays africains se sont considérablement renforcées par rapport au dollar américain en 2025 (figure 2.1). L'affaiblissement du dollar a été principalement attribué à l'incertitude accrue concernant la politique économique des États-Unis en 2025. Entre janvier et décembre 2025, l'indice du dollar américain a chuté d'environ 6,5 %.[1] En conséquence, les monnaies de 28 pays africains se sont appréciées par rapport au dollar, tandis que 21 se sont dépréciées. Cet affaiblissement du dollar s'est poursuivi même après que la Réserve fédérale des États-Unis a entamé une phase de réduction des taux d'intérêt en septembre 2025, en réponse au resserrement des marchés de l'emploi, dans un contexte d'incertitude persistante sur la politique économique.

Le renforcement des monnaies africaines reflète également des facteurs favorables propres

FIGURE 2.1 Variation du taux de change, 2023–24 et 2024–25



Note : Les valeurs pour le Soudan du Sud, le Nigeria, le Soudan et le Zimbabwe ont été tronquées pour une meilleure visibilité des autres pays.

Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

à chaque pays. L'appréciation du cedi ghanéen de 13 % est principalement due à la hausse des entrées de devises, stimulée par les prix favorables de l'or et du cacao. Ces gains ont profité à la position extérieure et aux réserves internationales du Ghana, qui s'élèvent désormais à près de 11 milliards d'USD (environ 9 % de son PIB projeté en 2025), contre 6,8 milliards d'USD fin 2024. Le cedi a également bénéficié du resserrement de la politique monétaire et de l'assainissement budgétaire.

Dans plusieurs pays, les monnaies ont continué à se déprécier par rapport au dollar des États-Unis en 2025, mais à un rythme considérablement plus lent, notamment au Zimbabwe (45,7 %), en Égypte (38,3 %), au Soudan (12,3 %) et au Nigeria (5,5 %). La dépréciation continue de la monnaie au Soudan est due à l'instabilité politique prolongée, qui a fait plonger les recettes d'exportation et les réserves de change, exerçant une forte pression à la baisse sur la livre soudanaise. Le naira nigérian a continué à se déprécier du fait de faiblesses structurelles persistantes et d'une position extérieure médiocre. La forte dépendance à l'égard des exportations de pétrole, dans un contexte de prix pétroliers modérés, a créé des déséquilibres entre offre et demande au guichet officiel des devises étrangères. L'inflation soutenue a également contribué à la poursuite de la dépréciation du naira. En Égypte, l'affaiblissement constant de la monnaie a été principalement attribué aux importants besoins de financement extérieur et à l'assouplissement prolongé de la politique monétaire. Le birr éthiopien s'est déprécié de 72 % en 2025, contre 47,1 % en 2024, reflétant une correction après la transition vers un régime de taux de change basé sur le marché en juillet 2024.

L'inflation moyenne en Afrique devrait baisser à 9,5 % en 2026 et à 8,6 % en 2027, contre une estimation de 13,6 % en 2025

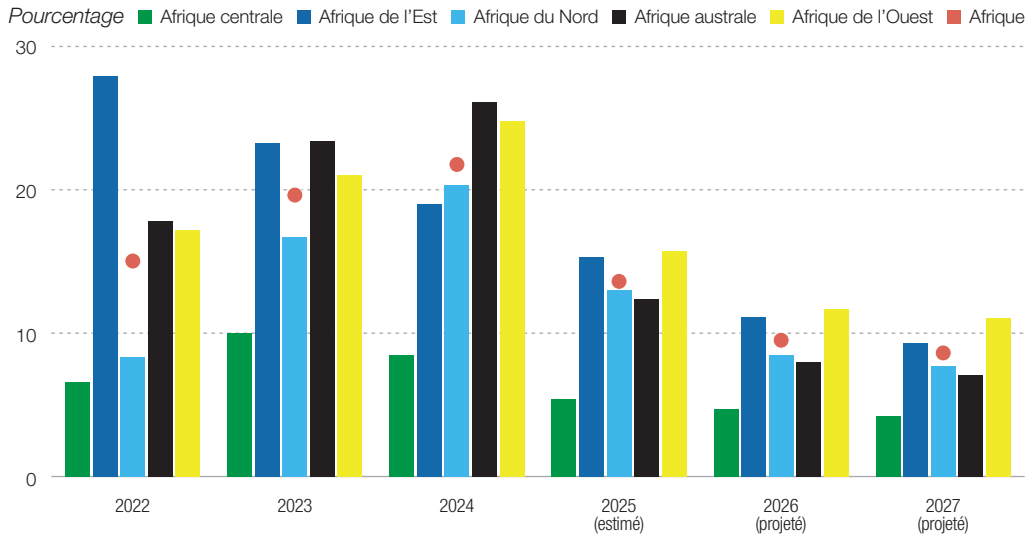
ÉVOLUTION DE L'INFLATION, IMPLICATIONS ET PERSPECTIVES

L'inflation à moyen terme devrait passer sous la barre des 10 % pour la première fois depuis 2020

L'inflation moyenne en Afrique devrait baisser à 9,5 % en 2026 et à 8,6 % en 2027, contre un taux estimé à 13,6 % en 2025. Cette tendance à la baisse s'explique par plusieurs facteurs, notamment l'appréciation des monnaies nationales, l'amélioration de l'approvisionnement alimentaire grâce à des conditions météorologiques favorables et les bas prix du pétrole et de l'énergie. Les perspectives d'une inflation faible au niveau mondial contribueront également à réduire l'inflation importée en Afrique. Bien que les estimations et les perspectives d'inflation restent globalement inchangées par rapport à la Mise à jour des MEO de novembre 2025, il existe des variations notables entre les régions (figure 2.2) et les pays (figure 2.3). Par exemple, l'inflation estimée en Afrique du Nord (13,0 % en 2025) et l'inflation projetée (8,5 % en 2026) sont inférieures de 0,2 point de pourcentage et de 0,9 point de pourcentage respectivement par rapport à la Mise à jour. Les révisions à la baisse les plus importantes pour 2025 concernent la Libye (de 0,9 point de pourcentage, de 2,5 % à 1,6 %) et l'Algérie (de 0,5 point de pourcentage, de 3,5 % à 3,0 %). La plus forte révision à la baisse de l'inflation projetée en 2026 a été effectuée en Égypte (de 14,1 % à 12,6 %). Malgré l'amélioration des perspectives dans ce pays, l'inflation à deux chiffres dans la plus grande économie de la région persistera à moyen terme, reflétant les effets forts et persistants de la dévaluation de la monnaie et d'un déficit budgétaire relativement vaste.

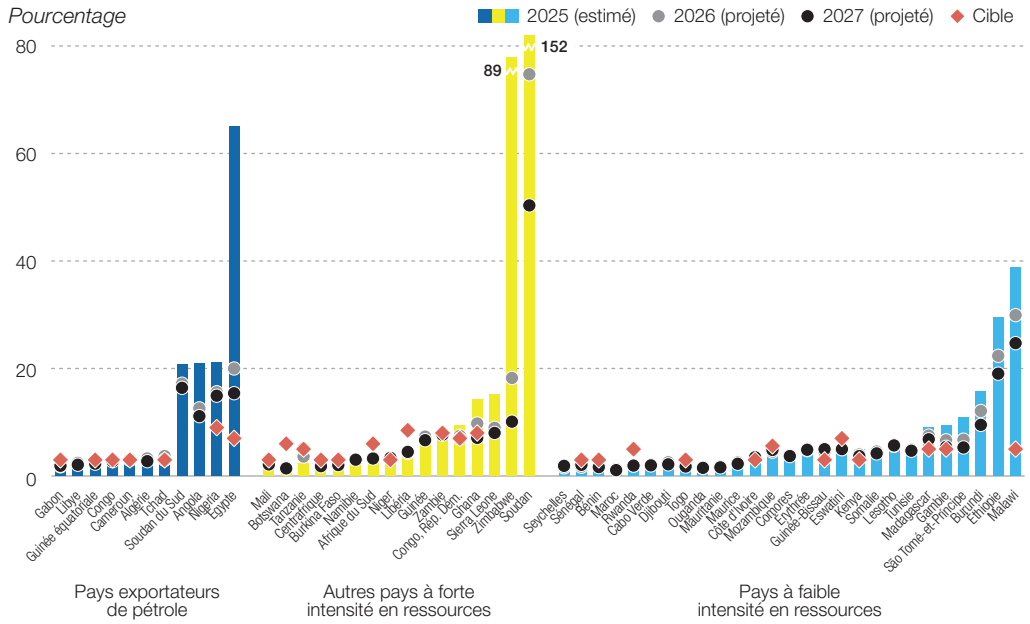
En revanche, l'inflation estimée en Afrique australe en 2025 a été révisée à la hausse de 0,2 point de pourcentage pour atteindre 12,4 %, tandis que la prévision pour 2026 a été révisée à la baisse de 2,7 points de pourcentage, à 8,0 %, par rapport à la Mise à jour des MEO de novembre 2025. Le relèvement des estimations d'inflation reflète en grande partie l'évolution en Angola, où le rythme de la désinflation en 2025 a été plus lent que prévu (inflation estimée à 20,7 %, contre 18,7 % d'après la Mise à jour des MEO). L'inflation estimée plus forte que prévu dans ce pays est principalement due à de fortes augmentations des prix des denrées alimentaires et des boissons non alcoolisées. En Afrique centrale, l'inflation estimée pour 2025 et les perspectives pour 2026 ont été maintenues à 5,4 % et 4,7 % respectivement, soit des taux inchangés par rapport à la Mise à jour des MEO pour 2025. Mais en Afrique de l'Est, les perspectives pour 2026 ont été revues à la baisse de 0,3 point de pourcentage, à 11,2 %, reflétant

FIGURE 2.2 Dynamique de l'inflation par région africaine, 2022–27



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

FIGURE 2.3 Inflation des prix à la consommation, 2025–27



Note : Les valeurs pour le Zimbabwe et le Soudan ont été tronquées pour une meilleure visibilité des autres pays.
Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

en grande partie l'anticipation d'une désinflation plus rapide en Éthiopie. L'évolution des prix dans ce pays bénéficie du passage récent à un régime de taux de change flexible, d'un cadre de politique monétaire fondé sur les taux d'intérêt et de la fin du financement du gouvernement par la banque centrale, ce qui contribue à ancrer les attentes en matière d'inflation.

Les différences de structure économique et de revenus accentuent les trajectoires divergentes de l'inflation. L'inflation dans les économies à faible revenu est relativement plus élevée, avec

une estimation de 16 % en 2025, qui représente toutefois une baisse de 5,1 points de pourcentage par rapport à 2024. Elle pourrait rester à deux chiffres en 2026 (11,4 %, soit une baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport à la Mise à jour de novembre des MEO) et en 2027 (9,3 %). En revanche, dans les économies à revenu intermédiaire, l'inflation devrait diminuer de 8,7 points de pourcentage pour atteindre 13,2 % en 2025. Elle pourrait afficher un taux à un chiffre en 2026 (9,1 %, soit une baisse de 0,9 point de pourcentage par rapport à la Mise à jour de novembre des MEO) et en 2027 (8,2 %).

Une tendance similaire dans l'évolution et les perspectives de l'inflation est observée dans les différents groupes économiques. Parmi les pays exportateurs de pétrole, le taux d'inflation estimé se maintient à 17,0 % en 2025, soit le taux le plus élevé par rapport à la Mise à jour des MEO. Des taux à deux chiffres devraient persister en 2026 (11,8 %, soit une baisse de 0,6 point de pourcentage par rapport à la Mise à jour des MEO) et en 2027 (10,9 %). L'inflation estimée reste modérée dans les pays non-intensifs en ressources (5,8 % en 2025, soit 0,1 point de pourcentage de moins que dans la Mise à jour des MEO) et dans les économies tributaires du tourisme (avec un taux qui se maintient à 3,4 % en 2025). Elle devrait rester globalement stable en 2026 (5,5 % et 3,5 %) et 2027 (5,0 % et 3,3 %). Pour les autres pays riches en ressources, l'inflation devrait passer d'un taux estimé à 13,4 % en 2025 à un taux à un chiffre en 2026 (8,1 %, soit une révision à la baisse de 2 points de pourcentage par rapport à la Mise à jour des MEO) et en 2027 (6,8 %).

Dans une douzaine de pays, l'inflation estimée en 2025 sera supérieure à la barre des 10 %, mais pourrait fléchir à 9 % en 2026 et à 8 % en 2027, à mesure que la désinflation s'installe sur le continent. Les pays où l'inflation est relativement élevée sont l'Angola, le Burundi, l'Égypte, l'Éthiopie, le Malawi, le Nigeria, le Soudan du Sud, le Soudan et le Zimbabwe. Les pressions inflationnistes dans ces pays s'expliquent par des contraintes d'approvisionnement liées à l'un de ces facteurs, ou à une combinaison de ceux-ci : conditions climatiques et conflits, faiblesse des monnaies nationales et déséquilibres budgétaires et extérieurs persistants. Cette dichotomie dans les résultats observés et les prévisions en matière d'inflation indique l'émergence d'un modèle de désinflation à deux vitesses.

Un premier ensemble de pays converge rapidement vers une inflation à un chiffre, grâce à une politique monétaire plus stricte, à la détente des prix des denrées alimentaires et des carburants et à une meilleure gestion budgétaire. L'autre groupe reste confronté à des défis macroéconomiques et structurels majeurs, notamment la dépréciation persistante des monnaies, les effets de la suppression des subventions, les conflits persistants et les chocs liés au climat qui alimentent la flambée des prix des denrées alimentaires.

Dans le second groupe, l'inflation élevée pourrait avoir un fort impact sur la croissance (encadré 2.1). Du côté positif, les taux d'inflation sont généralement plus bas dans les pays ayant établi des cibles. Par exemple, dans 20 des 30 pays ayant des cibles d'inflation, les taux devraient rester dans les fourchettes visées. Même dans les pays dotés de cibles d'inflation où les projections dépassent les taux fixés, celles-ci restent à un chiffre, avec des signes de convergence vers la cible.

Les différences de structure économique et de revenus expliquent les écarts d'inflation

ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE, IMPLICATIONS ET PERSPECTIVES

Alors que les pressions inflationnistes s'atténuent, les banques centrales de nombreux pays ont commencé à abaisser les taux d'intérêt ou ont interrompu leur politique monétaire restrictive au cours des derniers mois

La baisse des pressions inflationnistes sur le continent a conduit les banques centrales de nombreux pays africains à adopter une politique monétaire plus accommodante ou à rompre avec leur politique restrictive. En moyenne, les banques centrales d'Afrique ont abaissé leurs taux directeurs de 77 points de base en 2025 (figure 2.4), bien que dans trente-quatre pays, cette moyenne atteigne 130 points de base. La Banque centrale du Kenya a notamment diminué son taux directeur de 25 points de base de 9,5 % à 9,25 % en octobre 2025, mettant en avant une baisse soutenue de l'inflation à 4,5 % en 2024, contre 7,7 % en 2023. En septembre 2025, la Banque centrale d'Angola

ENCADRÉ 2.1 Maîtriser l'inflation en Afrique : conséquences du ratio de sacrifice pour la croissance

Les pressions inflationnistes persistantes en Afrique ont freiné la croissance en érodant les revenus réels, en augmentant les coûts de production et en affaiblissant la consommation et l'investissement. En outre, les politiques visant à juguler l'inflation s'accompagnent souvent d'un arbitrage : le ralentissement de la croissance de la production. Or, les politiques de stabilisation macroéconomique, notamment le durcissement de la politique monétaire, imposent des coûts à court terme sur le PIB réel par le biais du ratio de sacrifice.[1] L'impact d'une croissance économique atone pourrait être disproportionné dans les pays africains à faible revenu, où la nécessité d'une transformation structurelle fondée sur la croissance est urgente.

Au cours des 20 dernières années, les épisodes de désinflation généralisée comprennent la crise financière mondiale d'après 2008 et la chute des prix des produits de base en 2015–16. Dans les deux cas, la croissance du PIB a été inférieure à la croissance tendancielle. Au cours de la première période de désinflation, alors que l'inflation est passée de 13,3 % en 2008 à 5,9 % en 2014, la perte de croissance du PIB s'est élevée à 2,9 points de pourcentage.

Au cours du deuxième épisode, l'inflation est passée de 11,3 % en 2016 à 7,8 % en 2018, tandis que la perte de croissance s'élevait à 2,8 points de pourcentage. La moyenne des deux épisodes donne un ratio de sacrifice de 0,6. Cela signifie que les économies ont dû renoncer à 0,6 point de pourcentage de croissance cumulée du PIB en dessous de la tendance pour obtenir une réduction permanente de l'inflation de 1 point de pourcentage.[2] En revanche, l'épisode de désinflation 2000–07 avait été associé à une croissance économique supérieure à la tendance, ce qui souligne l'ambiguïté de la relation croissance du PIB-inflation en Afrique.[3]

En ce qui concerne la vitesse optimale d'ajustement, la vision traditionnelle est que la désinflation graduelle est moins coûteuse car elle permet aux salaires et aux prix de s'ajuster. Certains affirment au contraire qu'une désinflation rapide réduit les coûts en renforçant la crédibilité de la politique et en accélérant l'ajustement des attentes d'inflation. En partant d'une inflation initiale faible ou modérée, le rythme de la désinflation (thérapie de choc ou désinflation progressive) ne semble toutefois pas avoir d'importance dans les économies émergentes.[4] Des facteurs propres à chaque pays influencent vraisemblablement le ratio de sacrifice. Par exemple, dans les économies de marché émergentes, l'ouverture commerciale est associée à des ratios de sacrifice plus faibles, tandis que l'indépendance de la banque centrale est liée à des ratios de sacrifice plus élevés.[5]

Ainsi, les coûts de la réduction de l'inflation en Afrique, bien que relativement modestes, sont réels. Les mesures de maîtrise de l'inflation, bien qu'essentielles pour la stabilité macroéconomique à long terme, pourraient peser sur la croissance à court et moyen terme. Les décideurs politiques doivent donc calibrer leur politique avec soin, en évitant de prendre des mesures monétaires ou budgétaires inutilement rigoureuses qui cherchent à remédier à l'inflation mais imposent des coûts disproportionnés à la croissance économique. Et si l'inflation en Afrique est principalement tirée par l'offre, comme les faits le suggèrent, les politiques ciblant les goulets d'étranglement de l'approvisionnement, telles que l'amélioration de la productivité, de la logistique et des chaînes de valeur alimentaires et énergétiques, peuvent s'avérer plus efficaces que les approches de suppression de la demande et les hausses de taux d'intérêt qui restreignent l'investissement privé.

Notes

1. Le ratio de sacrifice est un indicateur macroéconomique mesurant la croissance du PIB à laquelle il est nécessaire de renoncer pour réduire l'inflation d'un point de pourcentage.
2. Pour estimer le ratio de sacrifice, il faut identifier les épisodes de désinflation, additionner les écarts de production cumulés correspondants (PIB réel moins PIB potentiel) et diviser cette perte totale par le nombre de points de pourcentage de baisse de l'inflation (Ball 1994).
3. Berg et Portillo 2018.
4. Stojanovikj et Petrevski 2024.
5. Stojanovikj et Petrevski 2024.

a également ramené son taux d'intérêt directeur de 19,5 % à 19 %, en invoquant une modération de l'inflation. Parmi les autres réductions de taux enregistrées, on peut citer la Banque centrale du Nigeria, qui a réduit ses taux de 50 points de base, de 27,5 % à 27 %, après que l'inflation soit redescendue à 20,1 % en août 2025, marquant la première baisse depuis 2020, au plus fort de la pandémie de COVID-19. De même, les banques centrales du Lesotho, du Mozambique, de la Namibie, de l'Union économique et monétaire ouest-africaine et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale ont récemment réduit leurs taux directeurs. Par ailleurs, la Banque de réserve sud-africaine a maintenu son taux directeur à 7,0 % en septembre 2025, après des baisses antérieures, ce qui suggère que ses perspectives d'inflation sont compatibles avec sa fourchette cible à moyen terme de 3 à 6 %. Après plusieurs baisses, les banques centrales du Maroc et de l'Ouganda ont maintenu leurs taux directeurs stables pendant plus de cinq mois.

Malgré ces pauses ou baisses de taux, les risques pour l'inflation à moyen terme subsistent dans au moins 12 pays. D'éventuels vents contraires liés à l'incertitude économique mondiale, aux conflits nationaux et régionaux et à l'instabilité politique, ou encore aux dérapages budgétaires, pourraient accentuer les pressions inflationnistes et retarder les baisses de taux favorables à la croissance.

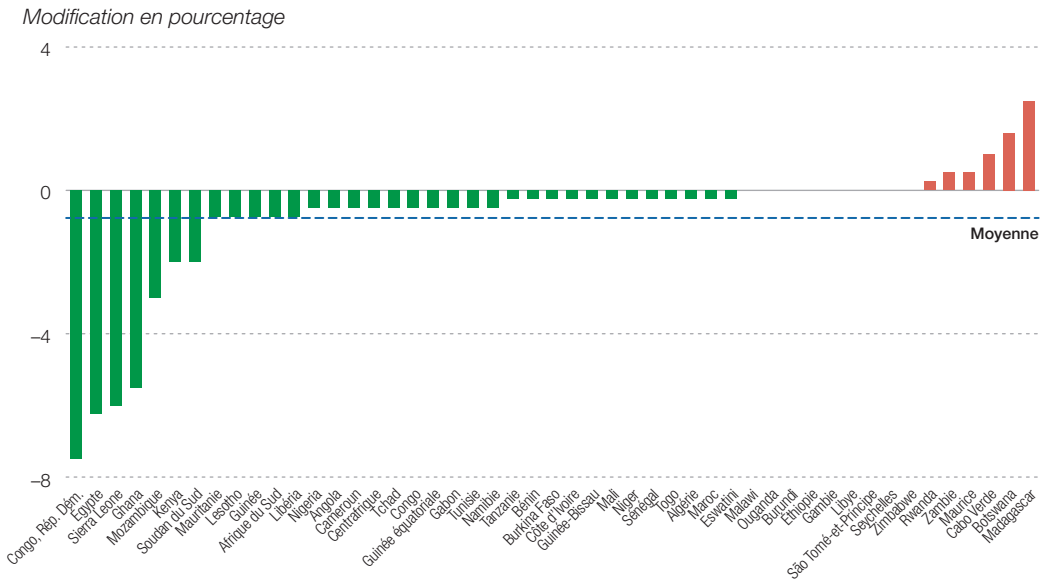
L'atténuation des pressions inflationnistes a conduit les banques centrales de nombreux pays africains à adopter une politique monétaire plus accommodante ou à suspendre leur politique restrictive

L'assouplissement de la politique monétaire en Afrique est soutenu par des niveaux globalement stables de réserves de change en 2025

Bien que certains pays aient vu leurs réserves de change diminuer en 2025, les réserves internationales en Afrique ont atteint en moyenne 4,0 mois d'importations, soit une légère amélioration de 0,6 % par rapport à 2024. Trois des cinq régions, à savoir l'Afrique de l'Est, l'Afrique australe et l'Afrique de l'Ouest, ont enregistré une hausse de leurs réserves mesurées en mois d'importations (figure 2.5). L'Afrique du Nord est restée la région avec les réserves les plus élevées en 2025, avec 7,3 mois d'importations, malgré une baisse de 8,2 % par rapport à 2024, principalement grâce à la solide position de réserve de l'Algérie qui détient 15,8 mois d'importations. Soutenue par l'amélioration des réserves du Nigeria (qui ont grimpé de 7,9 % en 2025 pour atteindre 6,3 mois d'importations), l'Afrique de l'Ouest a affiché une moyenne de 3,0 mois de couverture des importations.

La stabilité relative des réserves dans toute l'Afrique a renforcé les monnaies, offrant aux

FIGURE 2.4 Modifications du taux directeur entre 2024 et 2025

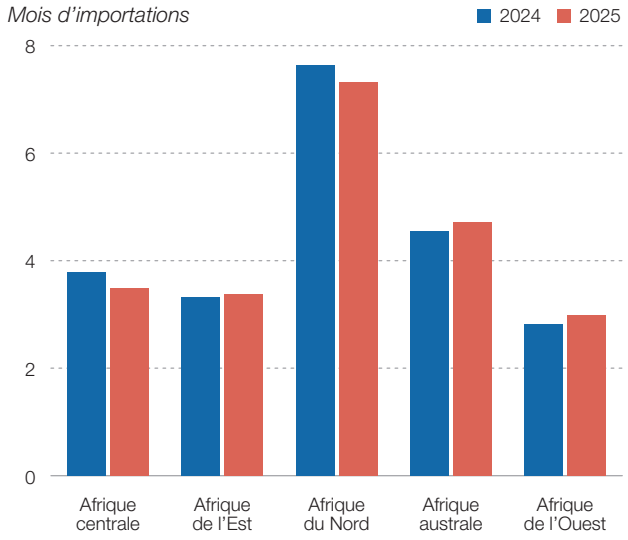


Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

banques centrales une certaine marge de manœuvre pour mener des cycles d'assouplissement monétaire afin de soutenir la croissance. En limitant les pressions sur les taux de change et en renforçant la capacité des autorités à défendre leur monnaie, une forte position de réserves de change contribue à ancrer les anticipations d'inflation et à réduire le risque de brusques dépréciations de la monnaie. Au Maroc, en Mauritanie et au Kenya, la solidité des réserves a contribué à atténuer les pressions extérieures et à soutenir la stabilité financière, ce qui a facilité les baisses de taux d'intérêt en 2025.

Dans de nombreux pays africains, la récente phase de politique monétaire accommodante fait suite à une politique monétaire restrictive prolongée pendant une grande partie de la période 2022–24, ce qui a limité le crédit et l'investissement privé (encadré 2.2). La détente de la politique monétaire en 2025 ouvre la perspective

FIGURE 2.5 Réserves de change par région en mois d'importations, 2024 et 2025



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

ENCADRÉ 2.2 Transmission de la politique monétaire à l'économie réelle en Afrique

Des conditions d'inflation moins favorables dans l'ensemble de la région ont conduit à des relèvements généralisés des taux d'intérêt pour contenir l'inflation, en particulier entre 2022 et 2024. Mais compte tenu du manque de profondeur des marchés financiers en Afrique et du fait que le crédit bancaire reste la principale source de financement externe des entreprises, il est important de savoir dans quelle mesure les décisions de politique monétaire influencent le financement de l'économie et, en fin de compte, la croissance. Une croissance forte et stable est indispensable pour améliorer le niveau de vie sur le continent. Toutefois, la plupart des théories soulignent que la politique monétaire affecte la volatilité de la croissance et qu'une politique monétaire inadaptée peut durablement entraver la croissance économique.

Une analyse empirique sur 26 pays africains, couvrant la période 2000–24, montre que l'efficacité de la politique monétaire dépend largement de la profondeur et de la structure des systèmes financiers. L'analyse est basée sur une méthode de projection locale et définit le resserrement monétaire comme un relèvement d'un point de pourcentage du taux directeur, ce qui représente environ 15 % des observations sur la période. La stratégie consiste à retracer, horizon par horizon, l'évolution des principales variables réelles après un choc de politique monétaire et à évaluer la persistance de ses effets. Plus précisément, le modèle empirique est le suivant :

$$\Delta y_{i,t+h} = \alpha_h + \beta_h MonetaryShock_{i,t} + X'_{i,t}\gamma_h + \mu_i + \tau_t + \varepsilon_{i,t+h}$$

fait Δy référence à la croissance du crédit bancaire au secteur privé, à la croissance de l'investissement privé ou au PIB réel. X est le vecteur des variables de contrôle, y compris la qualité de la gouvernance, le taux d'inflation, les termes de l'échange, le taux de change par rapport au dollar et le PIB réel par habitant ; μ_i et τ_t désignent respectivement les effets fixes du pays et du temps. Les variables et leurs sources sont présentées dans le tableau A.1 de l'annexe.

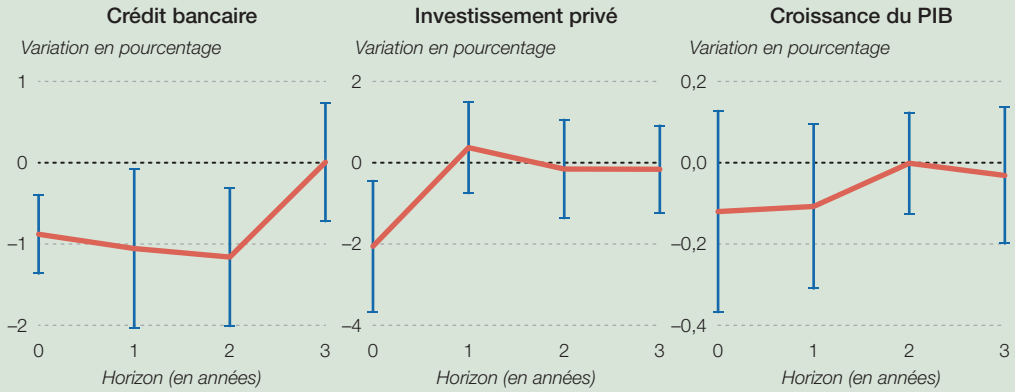
(suite)

ENCADRÉ 2.2 Transmission de la politique monétaire à l'économie réelle en Afrique *(suite)*

Les résultats montrent qu'une restriction de la politique monétaire entraîne une contraction immédiate et significative du crédit bancaire au secteur privé, une baisse immédiate de l'investissement privé et un impact modéré sur la croissance du PIB (figure 2.2.1 de l'encadré). Une hausse d'un point de pourcentage (100 points de base) du taux directeur entraîne une diminution des flux de crédit à l'économie d'environ 1 % au cours de l'année du choc. Cet effet persiste au cours des deux années suivantes, avant un retour progressif à l'équilibre (soit la situation avant le choc de politique monétaire). Ce résultat suggère une réaction rapide du canal du crédit bancaire, sous l'effet de la hausse des coûts de refinancement et du durcissement des conditions de prêt. Dans un tel contexte, les banques ont tendance à privilégier les investissements plus liquides, tels que les obligations d'État, au détriment des prêts privés.

Le resserrement de la politique monétaire entraîne une contraction immédiate et significative du crédit bancaire au secteur privé, un déclin immédiat des investissements privés et un impact modéré sur la croissance du PIB

FIGURE DE L'ENCADRÉ 2.2.1 Réponse à un choc d'un point de pourcentage (100 points de base) sur le taux directeur



Note : Les lignes rouges représentent les réponses à un choc de resserrement monétaire d'un point de pourcentage. Les lignes verticales représentent les intervalles de confiance.
Source : Personnel de la Banque africaine de développement, d'après des projections locales.

L'investissement privé réagit plus vivement à une hausse du taux d'intérêt, diminuant d'environ 2 % l'année du resserrement monétaire, avant de se stabiliser l'année suivante. Cette forte sensibilité reflète le rôle central du coût du capital dans les décisions d'investissement. Un relèvement du taux directeur renchérit le coût du crédit, rend le financement des projets plus onéreux et peut conduire les entreprises à reporter ou à annuler des investissements productifs. Le déclin du crédit bancaire amplifie ce mécanisme en limitant la disponibilité de financement, en particulier dans les économies où les marchés de capitaux sont peu développés et où les entreprises dépendent presque exclusivement des banques pour leur financement. Si le crédit bancaire est la principale source externe de financement des entreprises, le financement interne reste la source la plus courante pour les petites et moyennes entreprises. Ainsi, la reprise de l'investissement plus rapide que celle du crédit bancaire pourrait s'expliquer par la moindre sensibilité de ces sources de financement internes ou informelles à la politique monétaire.

Pour la croissance du PIB réel, l'effet estimé de la contraction monétaire est négatif, mais non statistiquement significatif. Cette absence de réaction marquée du PIB global reflète la complexité

(suite)

ENCADRÉ 2.2 Transmission de la politique monétaire à l'économie réelle en Afrique *(suite)*

de la transmission de la politique monétaire dans les économies où les secteurs financiers sont modestes et les secteurs primaire et informel prédominent. Elle peut également refléter la lenteur des ajustements effectifs, l'existence de politiques budgétaires contracycliques ou la faible synchronisation entre les cycles du crédit et de l'activité dans un environnement soumis à des chocs d'offre récurrents. Enfin, la faible transmission de la politique monétaire à l'économie réelle peut également s'expliquer par le fait que l'agriculture, un moteur de la croissance en Afrique, ne reçoit qu'une très petite part du crédit bancaire, et que les industries extractives, cruciales pour la croissance dans de nombreux pays, ne dépendent pas du crédit bancaire domestique.

Ces résultats confirment que le canal du crédit est un vecteur important de transmission de la politique monétaire sur le continent africain, tout en soulignant ses limites. L'impact de la politique monétaire sur l'économie réelle reste partiel. Il est souvent atténué par des facteurs structurels, tels que le manque de concurrence dans le secteur bancaire, la prévalence du crédit informel et le sous-financement de l'agriculture par le secteur bancaire. Dans les pays où l'économie est partiellement dollarisée et où il existe des contraintes de liquidité, ces facteurs peuvent également entraver la transmission des signaux monétaires à l'économie réelle.

Le développement de marchés de capitaux plus actifs, l'intensification de la concurrence bancaire et la promotion de la finance numérique peuvent accroître la sensibilité du crédit et de l'investissement aux décisions de politique monétaire. Cela faciliterait une transmission plus rapide et plus prévisible de la politique monétaire, tout en permettant aux banques centrales de mieux équilibrer stabilité des prix et appui à la croissance économique.

Cette politique monétaire accommodante reste toutefois inégale et fragile, car elle se déroule dans un contexte de risques externes accrus

d'une relance progressive des prêts et d'un soutien à l'activité économique. Dans les économies où l'inflation est désormais maîtrisée et la stabilité macroéconomique rétablie (Kenya, Maroc, Afrique du Sud et zone UEMOA), la baisse des taux directeurs devrait permettre de réduire les coûts de financement domestique et d'appuyer la reprise de l'investissement privé. Cet assouplissement pourrait également encourager les banques à élargir l'accès au crédit pour les petites entreprises et les ménages. Cela stimulerait la demande intérieure et la croissance, en particulier dans les pays d'Afrique à revenu intermédiaire, où les dépenses de consommation des ménages sont sensibles aux conditions macroéconomiques favorables.

Cette phase de politique monétaire accommodante reste toutefois inégale et fragile, car elle se déroule dans un contexte de risques extérieurs accrus, incluant notamment l'incertitude de la politique commerciale, les fluctuations des prix des produits de base, les tensions géopolitiques, la fragilité des monnaies et la dépendance à l'égard du financement extérieur. Dans certaines économies tributaires des exportations de produits de base ou du financement extérieur, la soutenabilité d'une position de réserves solide reste incertaine. Des déficits des comptes courants persistants, des flux de capitaux volatils et des tensions sur les monnaies locales pourraient éroder ces réserves, ce qui limiterait la portée de l'assouplissement monétaire si les conditions extérieures venaient à se détériorer. Dans les pays confrontés à une forte inflation et à d'importants déséquilibres budgétaires et extérieurs, il est essentiel que les autorités monétaires fassent preuve de prudence en maintenant des taux d'intérêt élevés afin de préserver leur crédibilité et d'éviter une résurgence des pressions inflationnistes. L'efficacité de l'assouplissement monétaire dépendra donc de la force des canaux de transmission monétaire, de la discipline budgétaire et de la capacité des gouvernements à restaurer la confiance des investisseurs.

ÉVOLUTION DE LA POSITION BUDGÉTAIRE, PERSPECTIVES ET IMPLICATIONS

L'essor des dépenses publiques et la lente croissance des recettes continuent de peser sur la performance budgétaire

L'expansion budgétaire induite par la pandémie dans de nombreux pays a creusé le déficit budgétaire, mais la croissance des recettes est restée faible

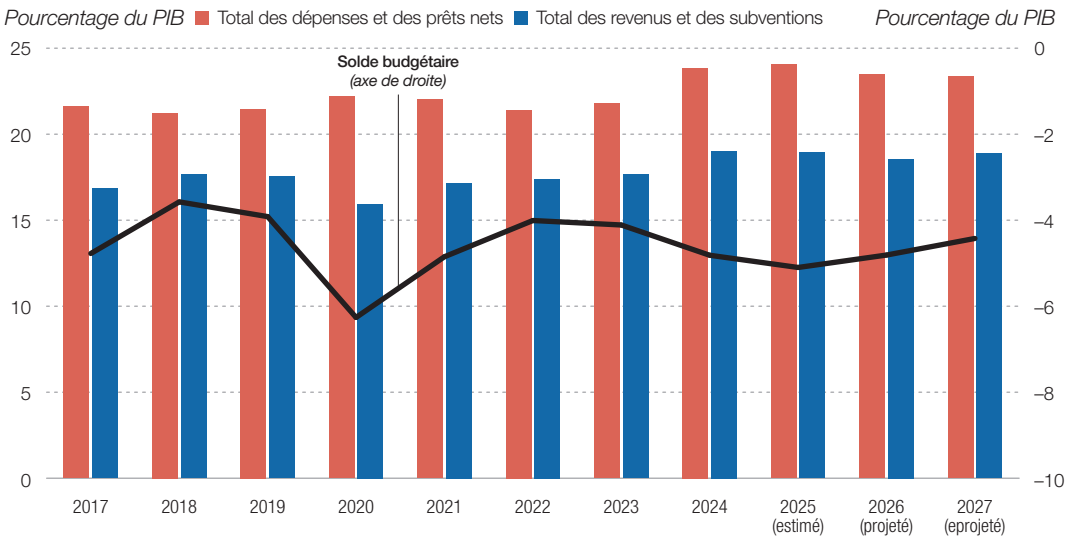
Dans de nombreux pays, l'expansion budgétaire induite par la pandémie, qui a creusé le déficit, s'est poursuivie car la croissance des recettes reste lente. La part des dépenses publiques dans le PIB est passée de 21,4 % en 2022 à 24,1 % (estimation) en 2025 ; ces taux reflètent une progression soutenue des dépenses nécessaires pour protéger les économies des impacts des chocs récurrents et maintenir la reprise. Au cours de cette période, les recettes intérieures totales (fiscales et non fiscales, y compris les dons) en pourcentage du PIB ont augmenté, bien qu'à un rythme plus lent, passant d'une moyenne de 17,4 % du PIB en 2022 à une estimation de 18,9 % en 2025. Le déficit budgétaire n'a cessé de se détériorer depuis 2022 (figure 2.6) en raison du décalage entre les recettes et les dépenses.

En 2025, le déficit budgétaire moyen était estimé à 5,1 % du PIB contre 4,8 % en 2024. L'approfondissement du déficit en 2024 reflète des paiements d'intérêts accrus et une performance moins satisfaisante des recettes publiques due à la faiblesse des revenus d'exportation et du tourisme dans la plupart des pays, ainsi qu'aux réductions de l'aide publique au développement dans les pays qui en dépendent pour financer leur budget. La baisse des cours des produits de base, combinée à la dépréciation du dollar des États-Unis, a affecté les recettes des pays exportateurs de pétrole et des pays pauvres en ressources qui dépendent d'exportations de produits agricoles. La faiblesse du dollar a également eu un impact sur les recettes du tourisme en monnaie locale, influençant ainsi les recettes des pays tributaires du tourisme.

Un assainissement budgétaire général est attendu en 2026 et 2027 (figure 2.6), ce qui représente une nette amélioration par rapport au creusement du déficit estimé en 2025. Le déficit budgétaire moyen devrait se modérer à 4,8 % du PIB en 2026, soit une révision à la baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport à la Mise à jour des MEO, puis à 4,4 % en 2027. Un resserrement budgétaire est attendu dans toutes les régions (figure 2.7) et dans tous les groupes de pays (figure 2.8), tandis que plusieurs pays prennent des mesures de priorisation budgétaire dans un contexte de vulnérabilité accrue de la dette et de réduction des flux d'aide.

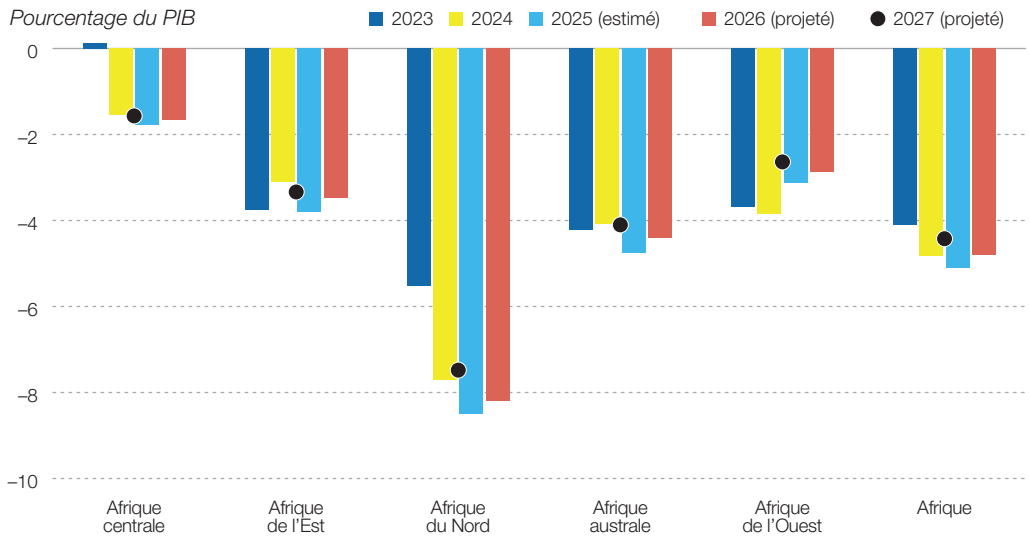
En Afrique de l'Est, le déficit budgétaire estimé ainsi que les perspectives pour 2026 ont été revus

FIGURE 2.6 Revenus et dépenses des administrations publiques, 2017–27



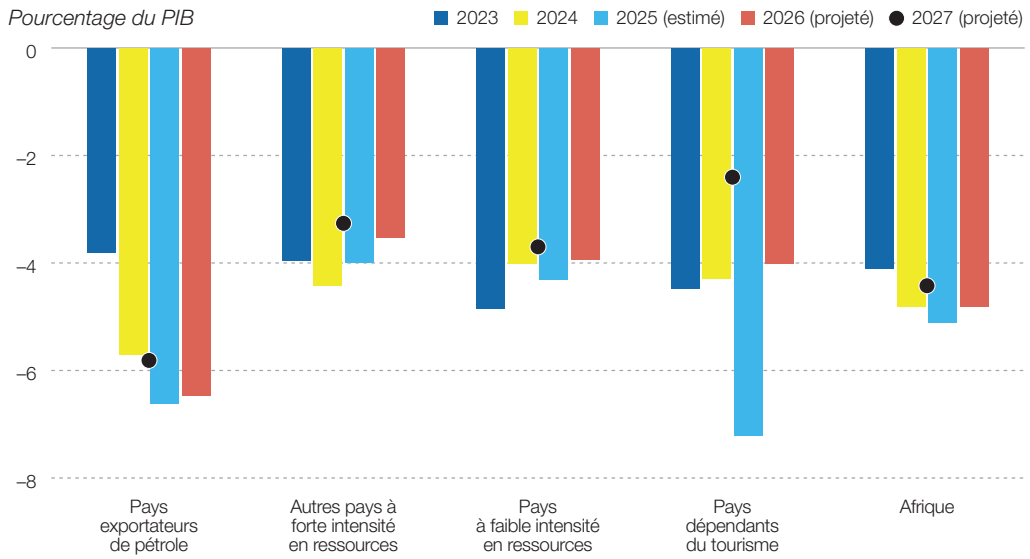
Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

FIGURE 2.7 Solde budgétaire en pourcentage du PIB par région, 2023–27



Source: Statistiques de la Banque africaine de développement.

FIGURE 2.8 Solde budgétaire en pourcentage du PIB par groupe de pays, 2023–27



Source: Statistiques de la Banque africaine de développement.

La croissance du PIB réel par habitant en Afrique est passée d'une moyenne de 1,1 % en 2024 à 1,9 % en 2025 et devrait encore augmenter pour atteindre 2,1 % en 2026 et se consolider à 2,3 % en 2027

à la baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à la Mise à jour des MEO, reflétant une solide dynamique de croissance et des efforts d'assainissement généralisés dans toute la région. Le déficit budgétaire devrait ainsi se contracter à 3,5 % du PIB en 2026 (contre 3,8 % estimés en 2025) et à 3,3 % en 2027. À l'exception de l'Éthiopie, un resserrement de la politique budgétaire est attendu dans toute l'Afrique de l'Est. L'expansion budgétaire en Éthiopie est imputable à la progression des dépenses sociales, dépenses récurrentes et dépenses en capital, entre autres en vue de la réhabilitation des zones touchées par le conflit. De même, grâce à des mesures de rigueur générales, les déficits budgétaires de l'Afrique australe et de l'Afrique de l'Ouest devraient fléchir à moyen terme. En Afrique australe, le déficit devrait passer de 4,8 % du PIB en 2025 à 4,4 % en

2026 et à 4,1 % en 2027. L'amélioration attendue se manifeste principalement dans les petits pays tels que le Lesotho, Maurice et la Zambie, tandis que les déficits budgétaires projetés dans les plus grandes économies de la région (Afrique du Sud et Angola) restent relativement stables au cours de la période couverte par les perspectives. En Afrique de l'Ouest, le déficit budgétaire devrait s'atténuer, passant de 3,1 % du PIB en 2025 à 2,9 % en 2026 et à 2,6 % en 2027. Cette amélioration devrait être généralisée, sauf dans la plus grande économie de la région, le Nigeria, où les prévisions de bas prix du pétrole, dans un contexte de hausse des salaires et des dépenses sociales et de sécurité, pourraient creuser le déficit d'environ 0,2 point de pourcentage pour atteindre 2,6 % du PIB en 2026.

Malgré la forte baisse des prix des matières premières exportées en 2025, le déficit moyen du compte courant devrait se réduire à 1,8 % du PIB

Le déficit budgétaire de l'Afrique du Nord reste toutefois plus élevé, avec des estimations de 8,5 % du PIB en 2025, mais devrait se réduire légèrement à 8,2 % en 2026 (soit une révision à la baisse de 0,2 point de pourcentage) et à 7,5 % en 2027. Ce déficit reflète principalement les positions de deux des plus grandes économies de la sous-région, l'Algérie et l'Égypte, en grande partie dues à l'association de la faiblesse de la production et des exportations d'hydrocarbures et de l'accélération des importations, tirées par l'investissement et des dépenses publiques. En Algérie, le déficit budgétaire, estimé à 14,4 % du PIB en 2025, devrait atteindre 14,5 % en 2026 et 14,0 % en 2027. En Égypte, ce taux est estimé à 7,5 % du PIB pour 2025 et projeté à 7,1 % en 2026 et 5,6 % en 2027. Les implications des déficits budgétaires relativement importants dans ces pays pourraient être un alourdissement du niveau d'endettement de l'Algérie et la persistance d'une dette élevée en Égypte.

Dans la région de l'Afrique centrale, la politique budgétaire devrait rester relativement stable et le déficit fléchir légèrement, à 1,7 % du PIB en 2026 et 1,6 % en 2027, contre 1,8 % en 2025. L'excédent budgétaire de la République du Congo devrait persister à moyen terme, tandis que dans trois pays (Cameroun, République centrafricaine et République démocratique du Congo), les déficits devraient diminuer. En revanche, au Gabon, en Guinée équatoriale et au Tchad, il est prévu que le déficit budgétaire se creuse au cours des deux années suivant 2025. La stabilité du déficit des finances publiques en Afrique centrale est de bon augure pour les perspectives d'inflation et d'endettement de la région.

Une résorption des déficits budgétaires est attendue dans tous les groupes (figure 2.8). Les économies tributaires du tourisme devraient enregistrer l'amélioration la plus nette du déficit fiscal en 2026, à 4,0 % du PIB, et en 2027, à 2,4 %, par rapport aux 7,2 % estimés en 2025. Cette meilleure situation budgétaire reflète en grande partie la contraction des déficits à Maurice, la plus grande économie de la région, grâce à la rationalisation des dépenses et aux réformes fiscales visant à améliorer la mobilisation des recettes. Le déficit des budgets des autres économies riches en ressources devrait se réduire à 3,5 % du PIB en 2026 et à 3,3 % en 2027 (contre 4 % estimés pour 2025), sous l'effet de la hausse des cours de certains minéraux, tels que l'or et le cuivre. Dans les économies pauvres en ressources, le déficit budgétaire devrait se contracter pour atteindre 3,9 % en 2026 et 3,7 % en 2027 (contre 4,3 % estimés pour 2025). Cette amélioration est le signe d'un retour progressif à l'assainissement budgétaire, alors que les gouvernements reconstituent leurs réserves après des années de dépenses liées à la pandémie et aux perturbations mondiales. Malgré les prévisions de baisse des prix du pétrole, les efforts d'assainissement budgétaire devraient conduire à une légère amélioration du solde budgétaire pour les économies exportatrices de pétrole, à 6,5 % du PIB en 2026 et 5,8 % en 2027, contre 6,6 % estimés en 2025.

ÉVOLUTION DE LA POSITION EXTÉRIEURE ET DE LA BALANCE DES COMPTES COURANTS, PERSPECTIVES ET IMPLICATIONS

Les cours mondiaux des produits de base et l'incertitude des politiques commerciales continuent de peser sur le compte courant de l'Afrique

Les estimations en matière de position des comptes courants et les perspectives pour l'Afrique restent globalement inchangées par rapport à la Mise à jour des MEO de 2025. Malgré

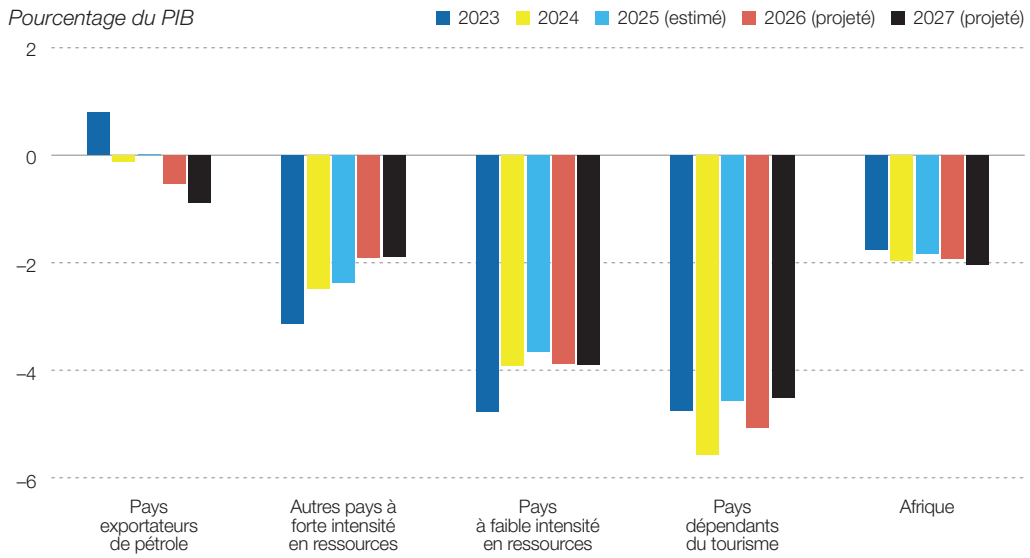
la forte baisse des prix des produits de base à l'exportation en 2025, le déficit moyen des comptes courants devrait se réduire à 1,8 % du PIB, contre 2 % en 2024 (figure 2.9). Si cet ajustement reflète en partie une moindre entrée d'épargne étrangère plutôt que des gains durables de la compétitivité extérieure sous-jacente, les facteurs liés au commerce jouent également un rôle. La contraction du déficit commercial, résultant d'une facture d'importation favorable soutenue par un dollar américain affaibli, a contribué à l'amélioration de la position des comptes courants. Les déficits des comptes courants devraient toutefois se creuser légèrement pour atteindre 1,9 % du PIB en 2026 et 2,0 % en 2027. Cette détérioration prévue à moyen terme s'explique largement par le creusement attendu du déficit commercial, sous l'effet de recettes d'exportation défavorables tirées vers le bas par une nouvelle décélération prévue des prix des produits de base. Le déficit commercial de l'Afrique devrait se creuser de 0,4 point de pourcentage pour atteindre 3,4 % du PIB en 2026, contre 3,0 % estimés en 2025. La détérioration anticipée de la balance commerciale est principalement liée à la faiblesse des cours des produits de base et aux perspectives de croissance atones en Chine.

Les perspectives de la position extérieure sont mitigées dans l'ensemble des groupes économiques et des pays. La position du compte courant des **économies exportatrices de pétrole** devrait se détériorer, passant d'un solde équilibré estimé en 2025 à un déficit de 0,5 % du PIB en 2026, puis de 0,9 % en 2027. Cette dégradation est imputable aux nouvelles baisses attendues des cours du pétrole, qui devraient chuter de 3,5 %, passant de 68,2 USD le baril en 2025 à 65,8 USD en 2026, et se maintenir autour de ce niveau en 2027. La récente percée dans les négociations de paix au Moyen-Orient a contribué à apaiser les inquiétudes concernant les perturbations de l'approvisionnement mondial en pétrole. En outre, l'offre abondante des membres de l'OPEP+ et d'autres producteurs, combinée aux transitions énergétiques en cours, y compris l'expansion des véhicules électriques, devrait maintenir les prix du pétrole à un niveau modéré à moyen terme.

Le déficit de la balance courante des **autres économies riches en ressources** devrait se contracter, passant d'une estimation de 2,4 % du PIB en 2025 à 1,9 % en 2026 et 2027. Si elles se maintiennent, les récentes hausses des prix des minéraux, notamment de l'or et du cuivre, dues aux incertitudes accrues, pourraient soutenir les soldes extérieures des pays riches en minéraux. Les prix de l'or pourraient rester élevés après avoir presque doublé en moins de deux ans,

Selon les estimations, le déficit commercial de l'Afrique devrait se creuser de 0,4 point de pourcentage pour atteindre 3,4 % du PIB en 2026, contre 3,0 % en 2025

FIGURE 2.9 Solde du compte courant par groupe de pays, 2023–27



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

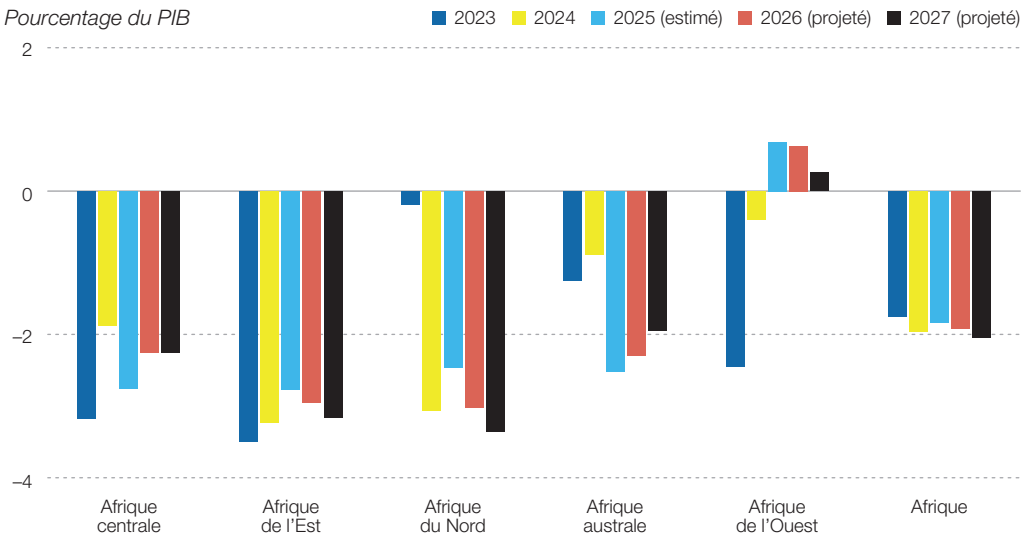
passant de 2 026 USD l'once en décembre 2023 à 4 087 USD en novembre 2025, alors que les banques centrales accumulent des réserves et les investisseurs recherchent des valeurs refuges. En conséquence, les positions extérieures des exportateurs d'or devraient s'améliorer. Ces pays incluent le Ghana (excédents de 3,0 % du PIB en 2026 et 2,5 % en 2027, à partir d'une estimation de 2,9 % en 2025), l'Afrique du Sud (réduction du déficit d'une estimation de 1,3 % du PIB en 2025 à 1,2 % en 2026 et 1,1 % en 2027), le Mali (d'une estimation de 5,3 % du PIB en 2025 à 4,3 % en 2026 et 5,2 % en 2027), et le Burkina Faso (d'une estimation de 2,5 % du PIB en 2025 à 2,0 % en 2026 et 1,6 % en 2027).

L'aggravation prévue du déficit courant en Afrique pourrait accentuer les pressions à la dépréciation, car les pays concernés devront puiser dans leurs réserves de change

La position extérieure des **économies non-intensifs en ressources,** qui exportent principalement des produits agricoles et d'autres matières premières, devrait se détériorer, passant d'un déficit estimé à 3,7 % du PIB en 2025 à 3,9 % en 2026 et 2027. Cette situation s'explique en grande partie par une balance commerciale défavorable due au bas niveau prévu des cours des produits agricoles et des autres matières premières. De même, le déficit des comptes courants dans les **économies tributaires du tourisme** pourrait se creuser, passant d'une estimation de 4,6 % du PIB en 2025 à 5,1 % en 2026. Une légère amélioration à 4,5 % est prévue en 2027. La tendance de la position des comptes courants des économies dépendantes du tourisme reflétera étroitement l'évolution de la plus grande d'entre elles, Maurice, qui représente environ 70 % du PIB du groupe. Le déficit du compte courant de l'île devrait se creuser pour atteindre 5,2 % du PIB en 2026 en raison du ralentissement des exportations. Mais il devrait ensuite retomber à 4,4 % en 2027, grâce à une amélioration de la balance commerciale due à la baisse des cours mondiaux des denrées alimentaires et de l'énergie, qui constituent les principales importations du pays.

Parmi les groupements régionaux (figure 2.10), l'Afrique de l'Ouest devrait enregistrer une réduction de l'excédent du compte courant à 0,6 % du PIB en 2026 et 0,3 % en 2027, par rapport à une estimation de 0,7 % en 2025. Les excédents anticipés seront tirés par deux des grandes économies de la région : le Nigeria (excédent de 4,9 % du PIB en 2026 et 3,6 % du PIB en 2027) ; et le Ghana (surplus de 3,0 % du PIB en 2026 et 2,5 % du PIB en 2027). Une réduction du déficit du compte courant est attendue en Afrique centrale (d'une estimation de 2,8 % du PIB en 2025 à 2,2 % en 2026 et 2027) et en Afrique australe (d'une estimation de 2,5 % du PIB en 2025 à 2,3 % en 2026 et 1,9 % en 2027). L'amélioration de la position extérieure

FIGURE 2.10 Solde du compte courant par région, 2023–27



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

de l'Afrique centrale est attribuée aux positions extérieures excédentaires de la République du Congo et du Gabon. En Afrique australe, cette évolution positive s'explique par la réduction du déficit de l'Afrique du Sud et par les soldes excédentaires de l'Angola, de la Zambie et du Zimbabwe.

Malgré d'importants excédents des comptes courants dans des économies plus petites telles que Djibouti (13,1 % du PIB en moyenne en 2026 et 2027) et l'Érythrée (13,0 % du PIB en 2026 et 2027), le déficit extérieur de l'Afrique de l'Est restera relativement élevé, à 2,9 % du PIB en 2026, avant de passer à 3,2 % en 2027 d'après les projections. La plupart des pays de cette région sont des exportateurs de produits agricoles et d'autres matières premières, et les perspectives d'un déficit plus large sont attribuées aux prix modérés projetés pour les produits de base.

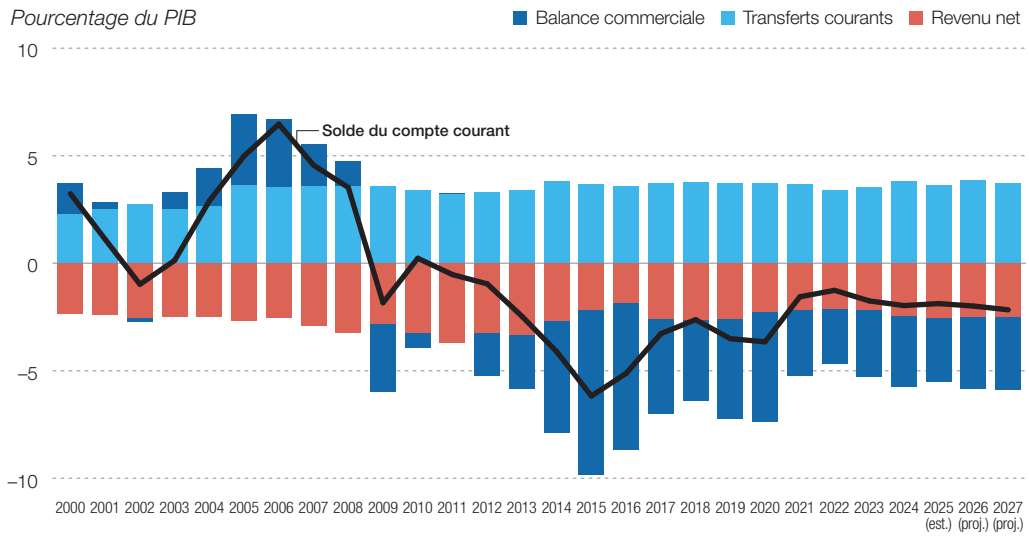
Le creusement anticipé du déficit des comptes courants en Afrique pourrait accentuer les pressions à la baisse sur leur monnaie puisque les pays concernés doivent puiser dans leurs réserves de change pour le financer. L'effet d'un tel prélèvement serait particulièrement important dans les pays où les réserves de change sont déjà relativement limitées. En outre, la dégradation attendue des soldes des comptes courants pourrait exercer une pression budgétaire sur les gouvernements pour qu'ils empruntent à l'extérieur afin de combler les déficits, ce qui conduirait à l'accumulation de dette et à une vulnérabilité accrue à l'égard des emprunts dans plusieurs pays africains. De même, l'approfondissement du déficit des comptes courants pourrait également avoir une incidence négative sur les primes de risque et, dans des cas extrêmes, provoquer une perte soudaine de l'accès au marché.

Décomposition du compte courant

La décomposition du compte courant révèle que le creusement attendu à moyen terme est principalement dû à une détérioration de la balance commerciale, avec un déficit estimé à 3,0 % du PIB en 2025 et projeté à 3,4 % en 2026 et 2027 (figure 2.11). Le déficit des revenus nets devrait rester globalement inchangé à 2,5 % du PIB en 2026 et 2027. Le déficit prévu de la balance commerciale, de 0,4 point de pourcentage en 2026, dépasse l'amélioration attendue des transferts courants de 0,2 point de pourcentage au cours de la même période. La baisse de 0,1 point de pourcentage des transferts courants en 2027 et le creusement similaire du déficit commercial expliquent en grande partie la détérioration du déficit global du compte courant.

Le déficit de la balance courante des économies non-intensifs en ressources et des économies tributaires du tourisme devrait se creuser, avec une légère amélioration prévue pour 2027

FIGURE 2.11 Dynamique et décomposition du compte courant en Afrique, 2000–27



Source: Statistiques de la Banque africaine de développement.

FLUX FINANCIERS EXTÉRIEURS, IMPLICATIONS ET PERSPECTIVES

L'augmentation des flux financiers extérieurs provenant d'autres sources pourrait compenser en partie la baisse prévue des flux d'aide à l'Afrique

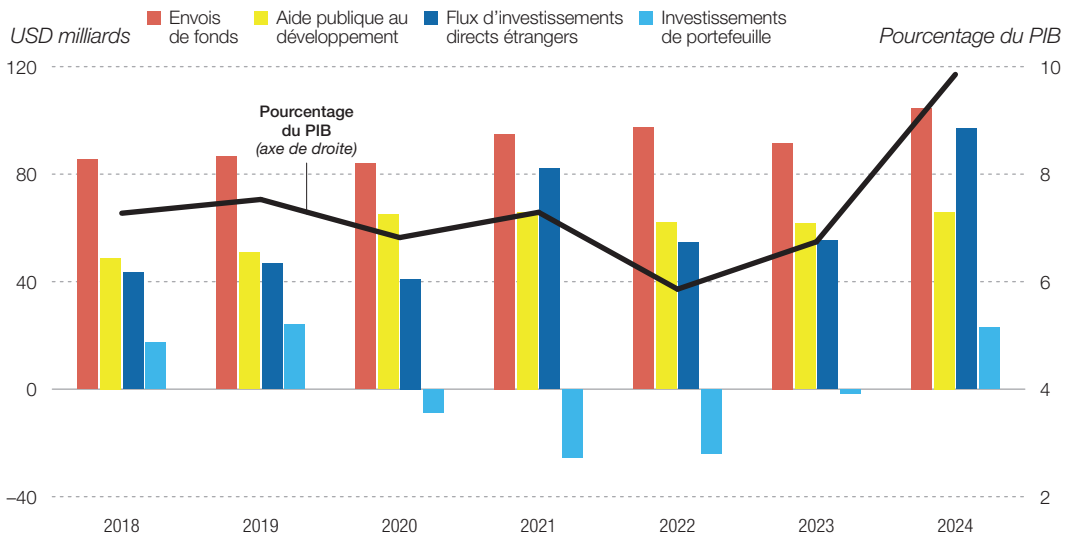
Les flux d'**investissement direct étranger (IDE)** vers l'Afrique ont fortement rebondi en 2024, grimpant de plus de 75 % pour atteindre 97 milliards d'USD (figure 2.12). Cet essor témoigne d'un regain d'optimisme quant au potentiel d'investissement du continent, compte tenu notamment de la modeste croissance de 4 % des flux mondiaux d'IDE.

Les flux d'investissements directs étrangers vers l'Afrique ont fortement rebondi en 2024, augmentant de plus de 75 % pour atteindre 97 milliards de dollars

La solide performance du continent a été principalement due à la forte augmentation des flux d'IDE vers l'Égypte, qui sont passés de 9,8 à 46,6 milliards d'USD, principalement pour financer le projet de développement Ras El-Hekma (encadré 2.3). Si l'on exclut l'Égypte, les IDE vers l'Afrique ont tout de même augmenté d'environ 10 % en 2024, en cohérence avec les tendances historiques, mais sur une trajectoire clairement ascendante. Parmi les 52 pays africains disposant de données cohérentes, 34 ont enregistré des entrées plus importantes en 2024. Outre l'Égypte, les progressions majeures ont été observées en Zambie, en Eswatini, au Botswana et en Guinée, chacun enregistrant une envolée des flux d'IDE de plus de 100 %. Cela s'est produit alors même que les flux d'IDE vers les économies en développement se sont stabilisés et ceux vers les économies développées se sont contractés de 22 %. La forte performance de l'Afrique, après l'augmentation modeste de 1,5 % en 2023, confirme la résilience du continent et le maintien de son attrait en tant que destination d'investissement dans un paysage financier mondial fragmenté. Bien que les IDE aient tendance à se concentrer sur les secteurs non financés par les flux d'aide, la poursuite de leur trajectoire ascendante actuelle pourrait aider à mobiliser des financements supplémentaires pour les infrastructures et à libérer des ressources publiques pour les secteurs affectés par les réductions de l'aide, tels que la santé et d'autres services sociaux. Toutefois, renforcer le rôle de l'IDE en tant que source stable de formation de capital exigera de redoubler d'efforts pour promouvoir l'investissement en améliorant l'environnement des entreprises et en tirant parti des opportunités émergentes. Cela contribuera à réduire le déficit d'investissement et de financement de l'Afrique et à compléter les investissements publics dans les secteurs porteurs de croissance.

Les flux d'**envois de fonds** vers l'Afrique ont également fortement rebondi en 2024, avec un accroissement de plus de 14 % pour atteindre

FIGURE 2.12 Flux financiers extérieurs vers l'Afrique, 2018–24



Source: Statistiques de la Banque africaine de développement.

ENCADRÉ 2.3 « Délocalisation amicale » et fragmentation géoéconomique : modèles d'investissement émergents en Afrique du Nord

Avec les tensions géopolitiques actuelles et la fragmentation géoéconomique croissante, la « délocalisation amicale » façonne de plus en plus les relations mondiales en matière de commerce et d'investissement. Dans le contexte des récentes mutations dans le monde, cette approche devient parfois l'option la plus viable pour les pays afin de contourner les barrières commerciales et de maintenir les flux transfrontaliers. Par exemple, les restrictions commerciales imposées à l'accès de la Chine aux marchés des États-Unis ont entraîné à la fois une réorientation et une création d'échanges. Les exportations chinoises vers les partenaires asiatiques et européens ont bondi, les fabricants ayant redirigé leurs produits en réponse aux droits de douane imposés par les États-Unis. En particulier, la Chine a réorienté ses exportations de vêtements vers l'Europe, avec une hausse des importations européennes de vêtements et de textiles chinois de 20 % au cours du premier semestre 2025 par rapport à la même période en 2024.[1] Plusieurs facteurs sous-tendent la restructuration du commerce et de l'investissement dans ce paysage fragmenté, notamment les alliances politiques et la proximité géographique, qui facilitent les chaînes de valeur régionales et les flux d'investissement.

La situation stratégique de l'Afrique du Nord, entre l'Europe et le Moyen-Orient, en a fait l'un des principaux bénéficiaires des réalignements des investissements. Les pays de la région profitent de leurs avantages géographiques pour attirer les investissements et s'intégrer dans de nouvelles chaînes de valeur. Leur proximité avec l'Europe a amélioré leur accès au marché, notamment parce que les économies européennes cherchent à diversifier leurs sources d'énergie, tandis que les investisseurs du Moyen-Orient et d'Asie étendent leurs investissements à d'autres secteurs et d'autres régions.

En 2024, les flux d'investissements directs étrangers (IDE) vers l'Afrique du Nord ont atteint 52,1 milliards d'USD, soit plus de la moitié (53,7 %) du total pour l'Afrique et près de quatre fois le niveau de 2023. L'Égypte est devenue le principal bénéficiaire, captant près de la moitié (48 %) des 97 milliards d'USD d'IDE entrants sur le continent en 2024. Sa position stratégique en a fait une destination de choix pour les investissements à grande échelle.

Le projet de développement de Ras El-Hekma, un partenariat de 35 milliards d'USD entre Abu Dhabi Developmental Holding et le gouvernement égyptien, qui comprend des hôpitaux, des universités, des stations balnéaires, des quartiers résidentiels et d'autres installations publiques, a été l'un des principaux moteurs de ces flux. Les investisseurs européens se sont également engagés dans trois grands projets d'énergie renouvelable, d'une valeur d'environ 4 milliards d'USD chacun, impliquant la société française Meridiam et la britannique Pash Global.

La Tunisie et le Maroc ont également bénéficié de la « délocalisation à proximité » en profitant de leur emplacement géographique pour attirer de nouveaux investissements, dans le domaine des énergies renouvelables en particulier. Les flux d'IDE ont augmenté de 21,2 % pour atteindre 936 millions d'USD en Tunisie et de 55,4 % pour atteindre 1,6 milliard d'USD au Maroc. TotalEnergies (France) a annoncé un projet d'énergie renouvelable d'une valeur de 6 milliards d'USD en Tunisie. Le Maroc a quant à lui bénéficié d'investissements dans l'immobilier (45,4 % du total des entrées nettes d'IDE), la production manufacturière (45,2 % du total) et l'énergie, en particulier la production d'ammoniac vert et de carburant synthétique, de la part d'investisseurs en Chine, en France, aux Émirats arabes unis et au Royaume-Uni.

La tendance à la « délocalisation amicale » présente des opportunités pour l'Afrique. Alors que les réseaux de production mondiaux se reconfigurent autour de partenaires de confiance et en

(suite)

ENCADRÉ 2.3 « Délocalisation amicale » et fragmentation géoéconomique : modèles d'investissement émergents en Afrique du Nord *(suite)*

fonction de la proximité régionale, le continent a tout à gagner de sa position géostratégique, de ses ressources abondantes et de son intégration croissante dans le cadre de la ZLECAf. S'ils renforcent la facilitation des échanges, harmonisent les cadres d'investissement et améliorent les infrastructures et la connectivité énergétique, les pays africains peuvent attirer davantage d'investissements étrangers directs et bénéficier des réalignements de la chaîne d'approvisionnement. La concrétisation de ces avantages nécessitera des politiques proactives visant à renforcer la compétitivité, à approfondir les chaînes de valeur régionales et à garantir la stabilité politique et réglementaire.

Source : Les informations sur les projets d'investissement sont principalement tirées du Rapport sur l'investissement dans le monde (CNUCED, 2025).

Note

1. https://www.ft.com/content/245ff63f-42ec-433c-8c1d-068eb469843f?emailId=d0a03b2b-e834-4121-b687-59edeb4acf4f&segmentId=22011ee7-896a-8c4c-22a0-7603348b7f22.

L'Afrique devrait tirer parti de sa position géostratégique, de ses ressources abondantes et de son intégration croissante dans le cadre de la ZLECAf

104,6 milliards d'USD qui compense entièrement la baisse de 6 % enregistrée en 2023. L'augmentation des flux d'envois de fonds a été généralisée dans tous les pays, avec en tête les deux plus grands bénéficiaires du continent, l'Égypte et le Nigeria, qui ont affiché des gains de 51,3 % et 8,9 % respectivement. En pourcentage du PIB, les envois de fonds ont représenté environ 3,5 % en Afrique, avec des ratios plus élevés dans plusieurs économies. Dans des pays comme la Gambie, le Lesotho et le Soudan du Sud, les envois de fonds ont représenté plus de 20 % du PIB, des chiffres qui sous-estiment probablement l'ampleur réelle de ces flux, puisqu'ils excluent les transferts passant par des canaux informels.

Le rebond en 2024 réaffirme que les envois de fonds constituent une source stable et anticyclique de financement extérieur pour l'Afrique et la principale source d'entrées de capitaux étrangers non liés à l'endettement du continent, dépassant les entrées d'IDE. Cette tendance souligne l'importance stratégique des envois de fonds en tant que source fiable et résiliente de ressources extérieures pour les économies africaines. Au-delà de leur rôle traditionnel de soutien à la consommation des ménages, les envois de fonds peuvent être exploités comme une ressource de financement catalytique pour la transformation structurelle de l'Afrique, notamment par le biais d'instruments innovants tels que les obligations de la diaspora et les titres adossés aux envois de fonds[2]. Comme le soulignent les MEO 2025, le continent pourrait recourir aux obligations de la diaspora pour mobiliser une partie des 30 milliards d'USD inexploités de transferts de fonds formels et en faire une ressource de financement. Ces opportunités soulignent le potentiel de la diaspora africaine à contribuer de manière plus significative au développement socio-économique du continent.

Cependant, l'Afrique continue d'afficher les coûts d'envoi de fonds les plus élevés au monde, ce qui réduit les avantages du développement de la migration[3]. En 2023, le coût moyen des envois de fonds vers le continent s'élevait à 7,9 %, soit près du double des 4,3 % observés en Asie du Sud, la région où les coûts sont les plus bas, et plus de 2,5 fois la cible de 3 % fixée par les Objectifs de développement durable. Une baisse de ces coûts nécessitera une amélioration des conditions commerciales nationales et des incitations budgétaires et autres appropriées afin d'attirer les transferts de fonds par les canaux officiels.

Les investissements de portefeuille ont également bénéficié de l'assouplissement des conditions financières mondiales en 2024, qui a encouragé les investisseurs à maintenir ou à accroître leurs positions dans les actifs africains. Les flux de portefeuille vers l'Afrique se sont inversés, passant

de sorties nettes de 1,6 milliard d'USD en 2023 à des entrées nettes de 22,9 milliards d'USD en 2024. Cela a mis fin à la période prolongée de sorties nettes enregistrée depuis le début de la pandémie de COVID-19 et dans le cadre des chocs mondiaux ultérieurs, lorsque les investisseurs ont réaffecté leurs capitaux vers des marchés plus sûrs en dehors de l'Afrique. Ce revirement en 2024 a été soutenu par un environnement financier mondial plus favorable, les principales banques centrales des économies avancées ayant commencé à réduire leurs taux directeurs au cours du second semestre, sur fond de recul de l'inflation. La baisse des taux d'intérêt mondiaux a rendu les rendements des actifs africains relativement plus attrayants. L'appréciation de nombreuses monnaies africaines par rapport au dollar américain a encore renforcé la confiance des investisseurs et amélioré les rendements des actifs libellés en monnaie locale. Dans ce contexte, l'approfondissement de ces actifs, y compris les obligations souveraines et les émissions d'entreprises, peut réduire l'exposition aux risques de change qui ont historiquement amplifié les vulnérabilités de la dette extérieure. L'expansion des instruments en monnaie locale sera essentielle pour accélérer le développement des marchés de capitaux nationaux, élargir la base des investisseurs et réduire les coûts de financement à long terme en faveur des priorités de développement de l'Afrique.

Les flux de portefeuille ont grimpé (passant de sorties nettes à des entrées nettes) ou sont restés stables dans 43 des 54 pays. La Côte d'Ivoire est notamment passée de sorties nettes de 896,1 millions d'USD en 2023 à des entrées de 3,9 milliards d'USD en 2024, grâce à l'amélioration des soldes extérieurs due à des exportations dynamiques de cacao, d'or et de pétrole brut. L'Égypte a connu un revirement similaire, passant de sorties nettes de 4,1 milliards d'USD à des entrées de 14,3 milliards d'USD, à la suite de l'unification du taux de change en mars 2024, qui a réduit sa volatilité et amélioré l'accès aux devises pour les transactions internationales. Malgré les baisses prévues, les investissements de portefeuille en Afrique devraient rester positifs, avec des entrées de 10,3 milliards d'USD en 2025 et de 7,5 milliards d'USD en 2026. Avec ces projections, le rebond de 2024 pourrait marquer le début d'un retour aux tendances des investissements de portefeuille d'avant la pandémie. Toutefois, la dynamique future dépendra de la confiance des investisseurs, motivée par la stabilité macroéconomique et l'amélioration du climat d'investissement en Afrique, ainsi que des conditions du marché mondial.

Les flux d'**aide publique au développement (APD)** vers l'Afrique ont augmenté de 6,9 % pour atteindre 65,9 milliards d'USD en 2024, inversant la tendance à la baisse post-pandémie. Dans un contexte de réduction de l'aide par plusieurs bailleurs de fonds bilatéraux, ce rebond est principalement dû à la hausse des décaissements des institutions multilatérales. L'aide au développement accordée à l'Afrique par les institutions multilatérales a progressé de 15,3 % pour atteindre 34,6 milliards d'USD en 2024, ce qui a plus que compensé la baisse de 1,1 % affichée par l'aide publique bilatérale. Cependant, les pressions croissantes sur les budgets des bailleurs de fonds et les indications selon lesquelles certains pays pourraient réduire leurs contributions aux organisations internationales font peser des risques considérables sur les flux d'aide au développement à destination de l'Afrique, à un moment particulièrement complexe, marqué par des pressions budgétaires élevées et des conditions extérieures volatiles. L'APD bilatérale à l'Afrique subsaharienne pourrait diminuer de 16 % à moyen terme dans le cadre d'un scénario de faible réduction et jusqu'à 28 % si les coupes sont plus élevées[4]. De telles réductions auraient de graves répercussions sur les investissements dans le développement en Afrique, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation, qui dépendent fortement de l'aide publique au développement. En outre, pour de nombreux pays africains, l'APD est une source importante de flux financiers internationaux, et sa diminution pourrait avoir un impact négatif sur leurs marchés financiers.

Les transferts de fonds vers l'Afrique ont fortement rebondi en 2024, augmentant de plus de 14 % pour atteindre 104,6 milliards de dollars, compensant ainsi entièrement la baisse de 6 % enregistrée en 2023

Conséquences sur les économies africaines de l'incertitude accrue concernant les flux d'APD

Les perspectives de développement de l'Afrique sont de plus en plus compromises par la contraction actuelle au niveau mondial de l'aide au développement, une source majeure de financement extérieur pour de nombreuses économies à faible

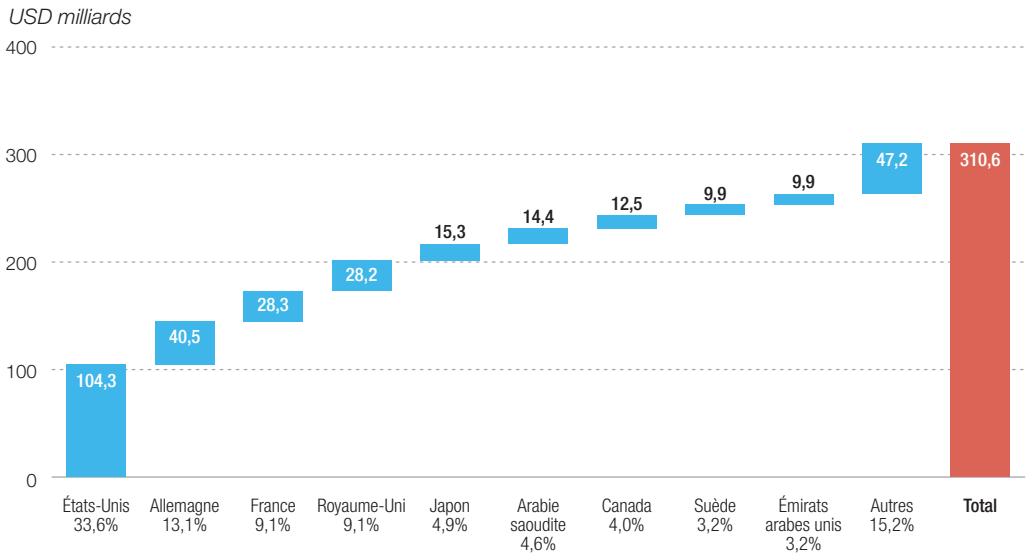
revenu. Entre 2020 et 2023, l'aide au développement représentait plus d'un quart du revenu moyen par habitant dans certains pays africains. L'Afrique dépend de quelques bailleurs de fonds bilatéraux qui appliquent actuellement des diminutions de l'aide. Quatre pays ont apporté environ 65 % de l'aide publique au développement (APD) à l'Afrique entre 2015 et 2023 : les États-Unis (33,6 %), l'Allemagne (13,1 %), la France (9,1 %) et le Royaume-Uni (9,1 %) (figure 2.13). En 2024, ces quatre bailleurs de fonds ont tous réduit leur APD pour la première fois en près de 30 ans, avec de nouvelles baisses en 2025. Cette situation risque d'entraîner un tarissement du financement du développement. Compte tenu de la faible mobilisation des recettes nationales (malgré quelques progrès), du poids du service de la dette et de l'accès limité à des capitaux privés abordables, de nombreux pays africains n'ont guère d'alternatives pour absorber les chocs.

La réduction des flux d'aide menace des secteurs sociaux essentiels, tels que la santé, l'éducation et la protection sociale

Dans ce contexte, l'Afrique risque d'être touchée de manière disproportionnée par les réductions de l'aide. Les pays à faible revenu, dont beaucoup se trouvent dans la région, tendent à être les plus tributaires de l'aide (figure 2.14). Plus que l'Amérique latine et les Caraïbes ainsi que l'Asie, l'Afrique présente une forte concentration de pays avec des ratios APD/RNB élevés. Par conséquent, les baisses en cours menacent de creuser les écarts de financement du développement en Afrique et d'éroder les gains socio-économiques obtenus, en particulier dans les secteurs sociaux qui dépendent lourdement du financement extérieur.

Les réductions de l'aide limiteraient la marge de manœuvre budgétaire dans plusieurs pays africains, ce qui restreindrait les ressources nécessaires pour promouvoir la croissance économique. La contraction du financement officiel du développement risque de nuire aux économies africaines par plusieurs canaux qui se renforcent mutuellement. La baisse des flux concessionnels comprime immédiatement l'espace fiscal, en particulier lorsqu'une part majeure des budgets gouvernementaux dépend des ressources extérieures. Dans 14 pays africains, les dons ont représenté plus de 15 % des recettes publiques en 2023 (figure 2.15). Au Burundi, en République centrafricaine, aux Comores, en Gambie et en Somalie, cette part avoisine ou dépasse les 40 %. Pour ces pays, les coupes brutales de l'aide impliquent une diminution de l'espace fiscal. Lorsque la marge de compensation par des ressources nationales ou des financements privés est limitée, le choc négatif de l'aide peut contraindre les gouvernements à retarder ou à réduire des investissements dans

FIGURE 2.13 Décaissements d'APD en Afrique par les bailleurs de fonds bilatéraux officiels, 2015–23



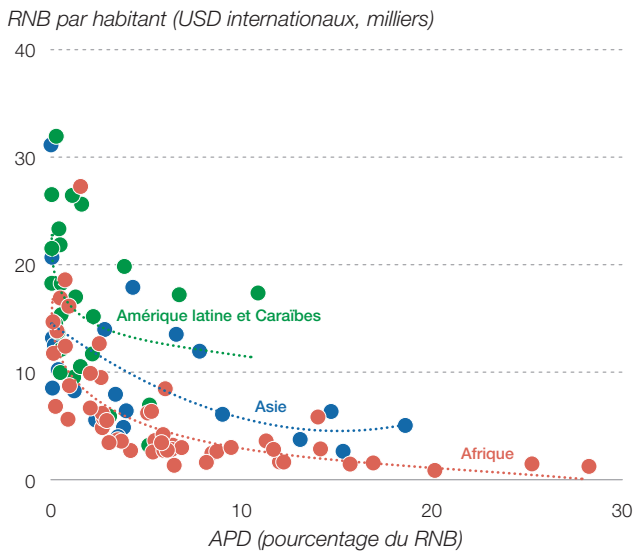
Source : Calculs des services de la Banque africaine de développement à partir des données de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

les infrastructures (transport, énergie, numérique) qui stimulent la croissance de la productivité et la compétitivité du secteur privé. Cela vient s'ajouter à un déficit d'investissement déjà profond. Les besoins annuels de financement des infrastructures en Afrique sont estimés entre 184 et 221 milliards d'USD[5].

Les répercussions peuvent aller encore plus loin. À mesure que les conditions financières se détériorent, les incitations pour les investisseurs étrangers diminuent. Dans les pays en développement, une baisse de 1 % de l'aide par rapport au RNB réduit le ratio IDE/PIB de 0,9 %, car les gouvernements réagissent au choc de liquidité qui en résulte en durcissant les réglementations financières[6]. Et comme les financements à long terme et abordables se raréfient, les banques perdent l'accès aux instruments de financement mixte et aux garanties qui permettent des prêts à moindre coût. En réaction, elles reviennent à des crédits à plus court terme et à coût plus élevé, ce qui freine l'expansion des entreprises, ralentit l'intensification en capital, limite la création d'emplois et aggrave les goulets d'étranglement structurels existants[7]. En outre, le retrait de ressources extérieures stables peut éroder la capacité des pays africains à maintenir des réserves anticycliques. En cas de chocs extérieurs, en particulier, les financements concessionnels aident à stabiliser les budgets et à préserver les dépenses sociales essentielles.

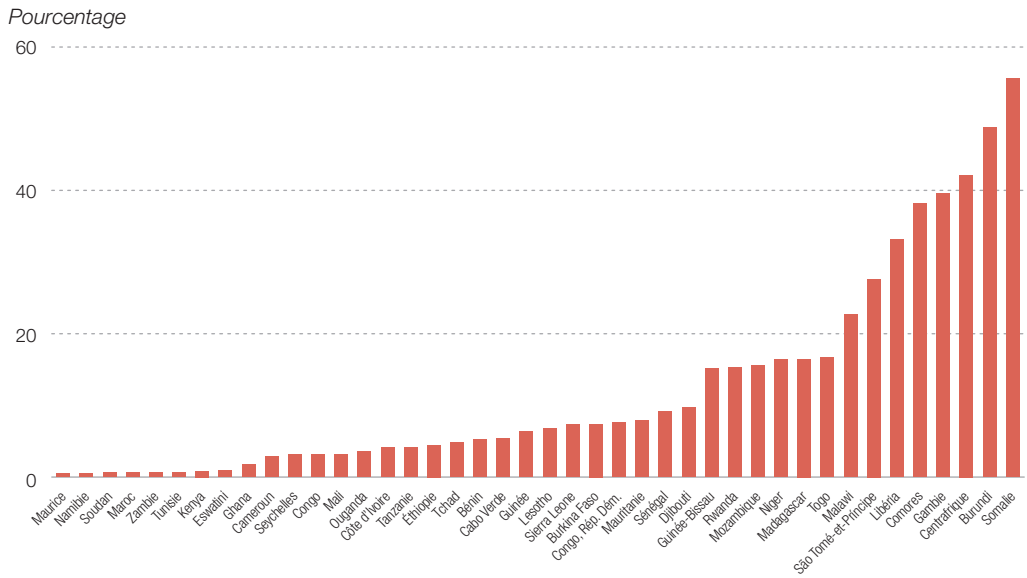
L'impact social des réductions de l'aide pourrait être considérable. Le tarissement des flux d'aide,

FIGURE 2.14 Relation empirique entre l'APD et le RNB, moyenne 2020–23



Note : Les petites îles présentant des valeurs anormales avec une population minuscule sont exclues.
Source : Calculs des services de la Banque africaine de développement à partir des Indicateurs du développement dans le monde.

FIGURE 2.15 Part des dons sur les recettes publiques totales, 2023



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

sur lesquels de nombreux programmes dans les pays africains reposent fortement, menace des secteurs sociaux cruciaux, tels que la santé, l'éducation et la protection sociale. L'insuffisance des ressources nationales aggrave ces vulnérabilités. Entre 2015 et 2022, les sources externes ont représenté plus de 20 % des dépenses courantes de santé (figure 2.16). Dans certains pays, cette part dépasse les 50 %. Cette forte dépendance rend les systèmes de santé nationaux extrêmement vulnérables : tout changement négatif dans les flux d'aide peut avoir des conséquences immédiates et graves.

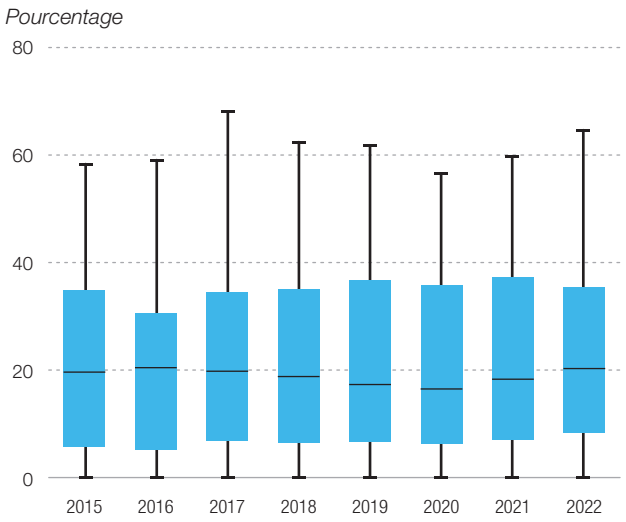
Les gouvernements peinent à maintenir la croissance économique à cause de la diminution des ressources, et la pauvreté risque de s'aggraver

Dans le secteur de la santé, l'un des principaux bailleurs de fonds a été l'Agence américaine pour le développement international (USAID). L'annonce, en mars 2025, de la suppression de 82 % des programmes de l'USAID a exposé le paysage du financement du développement de la santé en Afrique à de graves pénuries. Compte tenu de la dépendance structurelle du secteur à l'égard des financements extérieurs et de l'importance des contributions de l'APD des États-Unis à l'Afrique, les répercussions sont lourdes de conséquences. Les coupes de l'USAID estimées pour 2024–25 vont de 8 % à 100 % des programmes nationaux individuels (figure 2.17). En termes absolus, les estimations de réductions pour les 44 pays africains pour lesquels des données sont disponibles s'élèvent à 4 milliards d'USD, ce qui équivaut à peu près aux budgets de santé annuels combinés de plusieurs pays africains à faible revenu. La baisse du financement a conduit à l'arrêt, à la suspension ou au sous-financement grave de plusieurs programmes de santé clés, menaçant ainsi les progrès en matière de santé et de résultats pour la population en général[8].

En matière d'éducation, les réductions de l'aide menacent la formation de capital humain et mettent en péril les perspectives de croissance à long terme. Dans les économies en développement, une baisse d'un point de pourcentage de l'aide réduit la croissance économique de 0,004 à 0,08 point de pourcentage, tandis qu'une diminution des dépenses d'éducation peut abaisser le PIB jusqu'à 0,1 %[9]. Les coupes toucheront des systèmes sous-financés qui luttent pour suivre le rythme de croissance rapide des populations en âge d'être scolarisées. Entre 2021 et 2023, seuls 6 des 35 pays africains pour lesquels des données sont disponibles ont atteint l'objectif du Partenariat mondial pour l'éducation consistant à consacrer au moins 20 % des dépenses publiques annuelles totales à l'éducation[10]. Lorsque des secteurs dépendants de l'aide subissent des déficits, les gouvernements peuvent être contraints de réaffecter des ressources nationales des secteurs relativement protégés à ceux qui sont soumis à une forte pression pour maintenir des niveaux de service minimum.

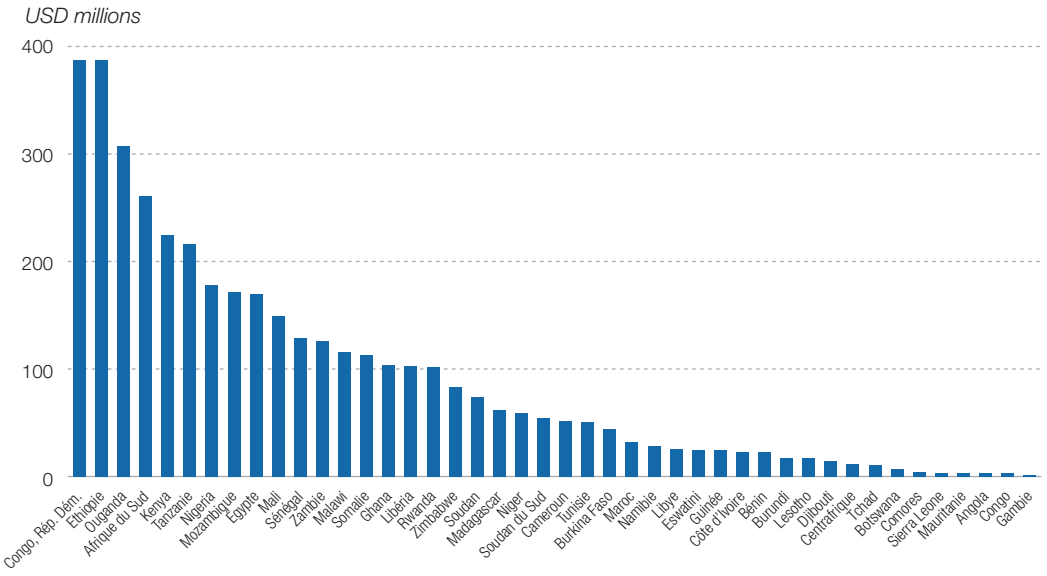
En conséquence, l'impact des réductions de l'aide peut s'étendre à l'ensemble de l'économie, exacerbant ainsi la pauvreté. Les ménages pourraient être contraints d'assumer des frais plus élevés pour les services sociaux essentiels, tandis que les ménages les plus pauvres, incapables de se permettre ces paiements supplémentaires, risquent d'en être exclus. Alors que les gouvernements éprouvent de plus en plus de difficultés à soutenir la croissance économique dans un contexte de diminution des ressources, la pauvreté risque de s'aggraver. Les données de l'Afrique subsaharienne indiquent qu'une augmentation de 1 % du PIB par habitant réduit la pauvreté d'environ 1 %, ce qui montre à quel point les réductions de l'aide peuvent aggraver la pauvreté en limitant la croissance économique[11].

FIGURE 2.16 Dépenses de santé externes en pourcentage des dépenses de santé courantes en Afrique, 2015–22



Source : Calculs du personnel de la Banque africaine de développement à partir des données des Indicateurs du développement dans le monde.

FIGURE 2.17 Estimations de la réduction des aides de l'USAID par destinataire



Source: Center for Global Development.

Les impacts socio-économiques attendus des réductions de l'aide appellent à un recentrage sur les ressources nationales et les sources de financement alternatives. Les pleines conséquences socio-économiques des réductions de l'aide apparaîtront plus clairement au fil du temps, à mesure que l'incertitude concernant leur ampleur et leur durée se dissipera et que davantage de données seront disponibles. Cependant, les premières projections suggèrent que les impacts pourraient être sévères pour de nombreux pays africains en l'absence de mécanismes d'adaptation adéquats. Dans le même temps, alors que les financements concessionnels et autres flux officiels n'ont pas suffi à couvrir les besoins du continent, les marchés de capitaux mondiaux restent liquides. Dans ce contexte, on ne saurait surestimer l'importance de mobiliser des financements nationaux pour le développement. L'Afrique doit renforcer son architecture financière pour mobiliser des ressources à grande échelle et à un coût abordable afin de garantir un financement stable et à long terme du développement. Les défis actuels offrent l'opportunité de faire avancer des réformes longtemps retardées, telles que la modernisation des systèmes de recettes intérieures, l'approfondissement des marchés de capitaux, la diversification des instruments de financement et le renforcement de la gouvernance de l'investissement public. Cela permettra d'accélérer le passage de la dépendance à l'égard de l'aide extérieure à l'autofinancement en tirant parti des réserves de capitaux abondantes et diversifiées, comme l'ont souligné les MEO 2025[12].

En outre, cette situation exige de mettre davantage l'accent sur les solutions de financement endogènes et de repenser le modèle de coopération au développement de l'Afrique pour passer d'un modèle centré sur la dépendance à l'égard de l'aide à un modèle ancré dans l'investissement, l'expertise et les partenariats stratégiques, avec l'objectif de promouvoir une croissance durable. Des exemples prometteurs de ce changement apparaissent déjà. Le partenariat entre le Royaume-Uni et le Ghana, dans le cadre duquel des experts britanniques ont soutenu les efforts de réforme fiscale du Ghana, aurait contribué à générer 100 millions de livres sterling de recettes supplémentaires en 2024. Cela montre comment la coopération technique et le renforcement des capacités peuvent compléter une aide en baisse[13]. De tels modèles pourraient être étendus à toute l'Afrique pour permettre aux pays de remplacer la baisse de l'APD par une mobilisation accrue des ressources nationales, une amélioration des systèmes fiscaux et un accès à des financements privés et mixtes.

La baisse de l'APD pourrait être compensée par une mobilisation accrue des ressources nationales, l'amélioration des systèmes fiscaux et l'accès à des financements privés et mixtes

NOTES

1. Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale des États-Unis (US), Indice nominal large du dollar américain [DTWEXBGS], extrait de FRED, Federal Reserve Bank of St. Louis ; https://fred.stlouisfed.org/series/DTWEXBGS, 4 janvier 2026.
2. Voir la discussion dans BAD (2025b),
3. Abdel Jelil et coll. 2025.
4. OCDE 2025.
5. BAD 2025b.
6. Tian 2025.
7. OCDE 2022.
8. Les rapports sélectionnés comprennent https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2025/10/30/aid-cuts-are-devastating-health-services-in-africa ; https://magazine.publichealth.jhu.edu/2025/sudden-impact-when-health-programs-end ; https://iris.who.int/server/api/core/bitstreams/5165ec74-d75e-4438-8f5d-e7507d75c876/content ; et https://www.theguardian.com/global-development/2025/dec/01/global-health-hiv-aids-funding-cuts-infections-prevention.
9. Maruta et coll. 2020.
10. BAD 2025b.
11. Wu et coll. 2024.
12. BAD 2025b.
13. https://www.gov.uk/government/news/uk-ministers-visit-to-ghana-showcases-new-modernised-development-approach ; https://www.msn.com/en-us/news/world/uk-to-give-poor-countries-advice-instead-of-aid/ar-AA1N1n1m.

3 LA DYNAMIQUE DE LA DETTE EN AFRIQUE ET SES IMPLICATIONS SUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

LES PRESSIONS ÉLEVÉES EXERCÉES PAR LA DETTE ET LE PAYSAGE COMPLEXE DU FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT PRÉSENTENT À LA FOIS DES DÉFIS ET DES OPPORTUNITÉS POUR L'AFRIQUE

La dette publique de l'Afrique continue d'augmenter en termes nominaux et les vulnérabilités dans ce domaine restent importantes

Entre 2015 et 2020, l'encours de la dette publique de l'Afrique a augmenté à un taux annuel moyen de 10 % pour atteindre 16 000 milliards d'USD en 2020. Cette expansion est due aux besoins de financement des infrastructures, au creusement du déficit du budget et aux mesures de relance budgétaire mises en œuvre pendant la pandémie. Les mesures d'assainissement budgétaire et de restructuration de la dette prises après la pandémie ont ralenti la croissance de la dette. L'encours de la dette publique a cependant continué d'augmenter pour atteindre environ 1 900 milliards de dollars en 2024, soit une hausse annuelle moyenne de 4,4 %. Largement en phase avec la croissance du PIB nominal au cours de la période, cela n'implique qu'une augmentation marginale des ratios agrégés dette/PIB. Ces ratios devraient diminuer, passant d'une moyenne de 63,9 % en 2023–24 à 62,0 % en 2025 et 61,4 % en 2026[1]. Mais les vulnérabilités demeurent, principalement en raison des changements dans la composition de la dette et des coûts du service qui y sont associés. La structure et la composition de la dette extérieure publique ont évolué, avec le remplacement de prêts concessionnels par des emprunts commerciaux, y compris des euro-obligations et des prêts syndiqués, ainsi que par des financements de créanciers n'appartenant pas au Club de Paris. Cela a fait grimper les coûts du service de la dette. En conséquence, la part des prêts commerciaux dans le total des emprunts extérieurs est passée de 35 % en 2010 à 46 % à la fin de 2023, et 70 % de ces prêts sont libellés en dollars des États-Unis.

Malgré la baisse attendue des ratios dette/PIB, les vulnérabilités dans le domaine restent préoccupantes car les gouvernements se tournent de plus en plus vers les emprunts commerciaux extérieurs et nationaux pour couvrir les déficits de recettes. En septembre 2025, 7 pays africains étaient en situation de surendettement et 13 présentaient un risque élevé de surendettement. La hausse des coûts du service a encore réduit la marge de manœuvre budgétaire. Les conséquences pour le financement du développement sont considérables. La part moyenne des recettes publiques consacrée au service de la dette extérieure (principal et intérêts) a grimpé de 10 points de pourcentage, passant de 23,7 % en 2017 à 33,7 % en 2020. Cette augmentation s'explique par les mesures de relance budgétaire liées à la pandémie, une érosion de l'assiette des recettes et un différentiel taux d'intérêt-croissance défavorable en raison du ralentissement de l'activité économique. La part du service de la dette dans les recettes était tombée à 25,8 % en 2022 grâce aux mesures d'austérité budgétaire, à l'allègement de la dette et à une reprise plus vigoureuse de la croissance. Depuis 2022, cette proportion a rebondi pour atteindre plus de 31 % en 2024. Cela s'explique par le resserrement des conditions

financières mondiales, la dépréciation des taux de change et la mobilisation limitée des ressources intérieures (figure 3.1a).

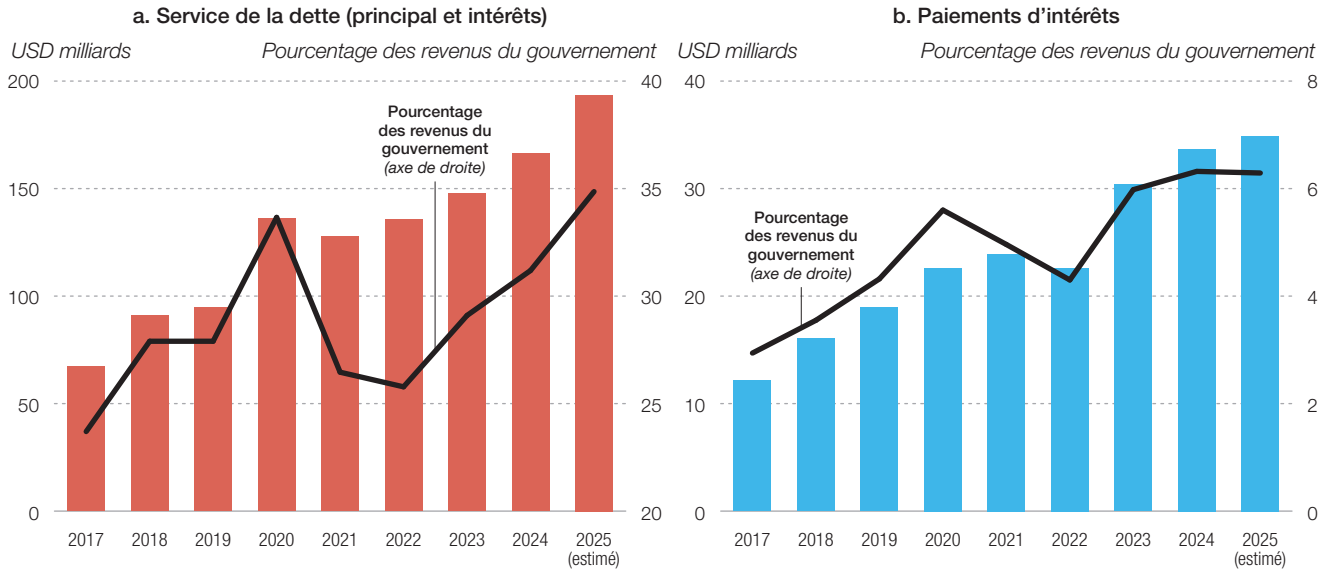
En termes nominaux, le service de la dette a augmenté régulièrement. Entre 2022 et 2024, les pays africains ont payé en capital et intérêts environ 450 milliards d'USD de plus que ce qu'ils ont reçu en nouvelles entrées de dette. Cela correspond aux estimations récentes de la Banque mondiale, qui montrent qu'entre 2022 et 2024, les sorties liées à la dette vers les pays en développement ont, depuis plus de 50 ans, dépassé les entrées de nouveaux financements[2]. Les pays africains ont consacré en moyenne 6,3 % de leurs recettes publiques aux paiements d'intérêts sur la dette extérieure en 2024 (figure 3.1b). En termes nominaux, environ 87 milliards d'USD ont quitté le continent sous forme de paiements d'intérêts entre 2022 et 2024, soit 19 % du total des paiements au titre du service de la dette.

Dans de nombreux pays, le coût du service de la dette reste supérieur aux niveaux d'avant la pandémie

Le fardeau du service de la dette varie considérablement d'un pays à l'autre (figure 3.2). Par exemple, entre 2020 et 2023, le coût moyen du service de la dette en pourcentage des recettes publiques a dépassé 20 % dans 7 des 49 pays pour lesquels des données sont disponibles. Dans 25 pays, ce ratio restait sous la barre des 10 %. La comparaison de la charge du service de la dette après la pandémie avec son niveau avant la pandémie montre également des différences entre les pays. Sur les 49 pays, 13 ont vu leur ratio service de la dette/recettes publiques baisser en dessous des niveaux prépandémiques et 2 se sont stabilisés à ce niveau. Le coût du service de la dette reste supérieur aux niveaux prépandémiques dans la plupart des pays.

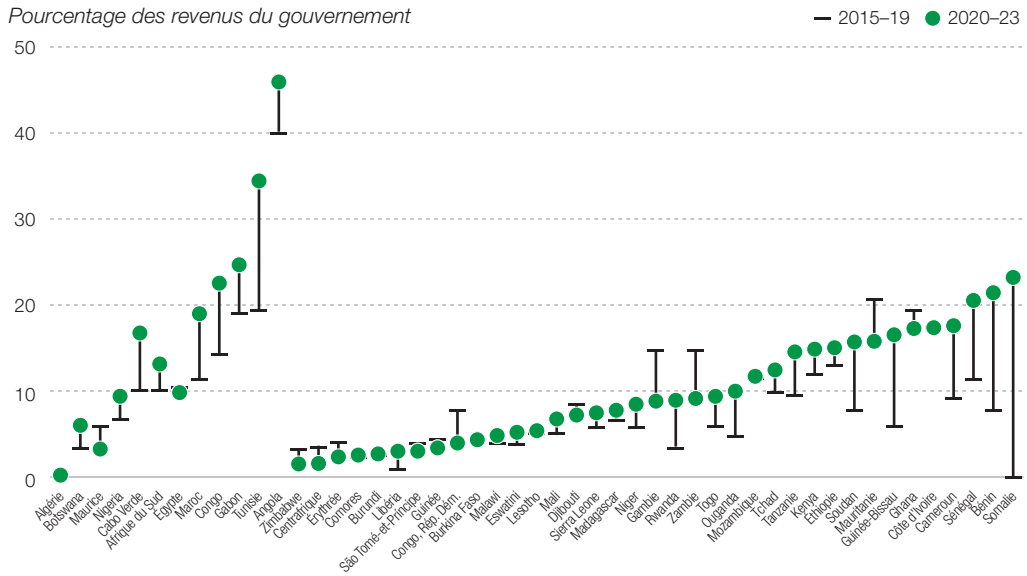
Deux de ces pays, le Ghana et la Zambie, ont sollicité une restructuration de leur dette au titre du Cadre commun du G20, avec des résultats mitigés. Tout d'abord, dans les deux cas, la restructuration n'a pas pu garantir une participation équitable de toutes les catégories de créanciers. Deuxièmement, elle n'a apporté qu'un allègement minimal de la dette, ce qui empêche les pays de s'engager sur de nouvelles voies de développement, comme le révèle le coût élevé du service de la dette des deux pays en dépit de la restructuration. Malgré cela, la restructuration a aidé le Ghana à passer d'une situation de surendettement à un risque élevé de surendettement, ce qui représente une avancée vers la viabilité de la dette. Des progrès ont également été accomplis en matière de réduction des délais de restructuration

FIGURE 3.1 Service de la dette publique externe et paiements d'intérêts, 2017–25



Source : Calculs du personnel de la Banque africaine de développement à partir des données des Statistiques sur la dette internationale de la Banque mondiale.

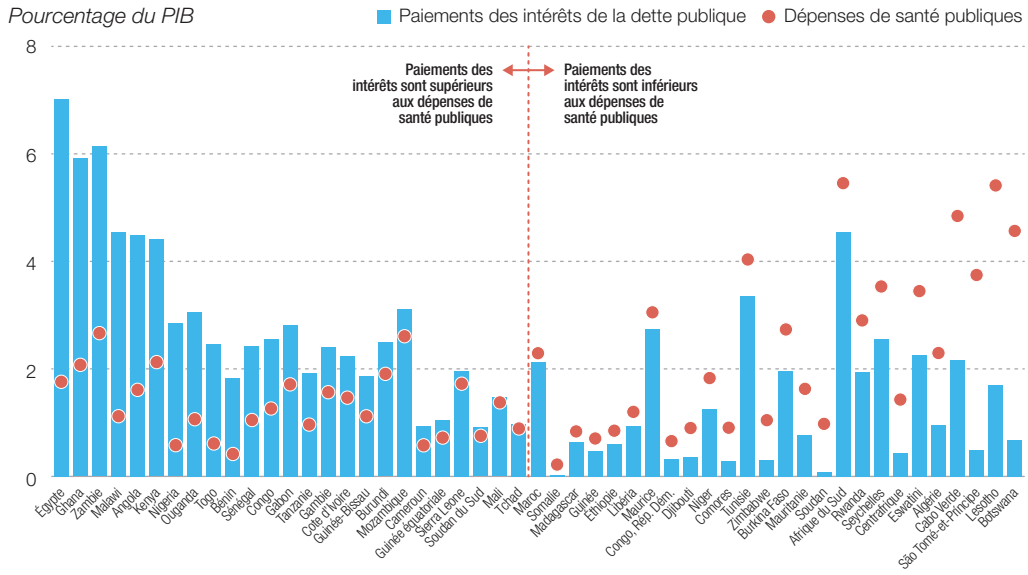
FIGURE 3.2 Service de la dette sur la dette extérieure, 2015–23



Source: Calculs du personnel de la Banque africaine de développement à partir des données des Statistiques sur la dette internationale de la Banque mondiale.

au titre du Cadre commun. Par exemple, le délai entre les assurances du Comité des créanciers officiels et l'accord sur les principales conditions du traitement de la dette s'est considérablement raccourci, passant de 12 mois dans le cas de la restructuration de la Zambie à 6 mois pour le Ghana. Sur les 51 pays africains pour lesquels des données sont disponibles, 25 ont dépensé plus en paiements d'intérêts qu'en soins de santé entre 2021 et 2023 (figure 3.3).

FIGURE 3.3 Paiements d'intérêts sur la dette publique et dépenses de santé, 2021–23



Source: Calculs du personnel de la Banque africaine de développement d'après les Statistiques sur la dette internationale de la Banque mondiale et la base de données des Indicateurs du développement dans le monde.

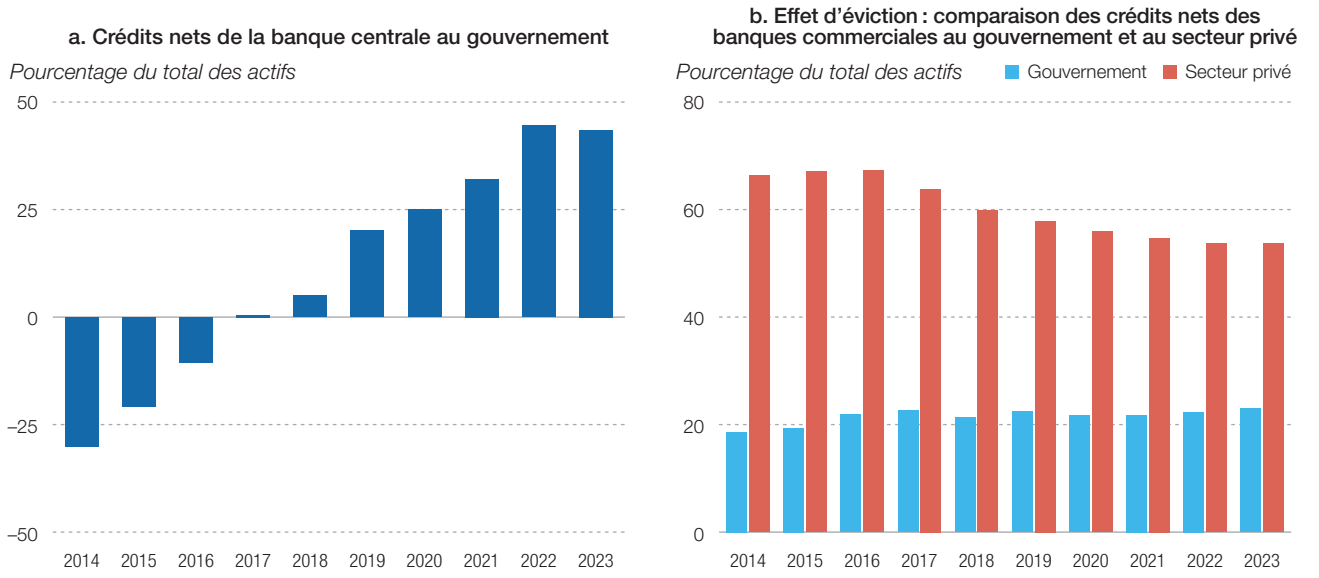
Les banques commerciales nationales ont accru leur exposition au secteur public, tandis que leur exposition au secteur privé a diminué par rapport à celle au secteur public

Confrontés à de faibles recettes, à un accès limité au financement international et à des pressions croissantes en matière de dépenses, les pays africains se sont tournés vers l'emprunt intérieur. Un recours soutenu à l'emprunt intérieur a fait passer la part de la dette intérieure dans la dette totale de 29 % en 2010 à 38 % en 2024. Dans les économies de marchés frontières dotées de marchés obligataires locaux relativement profonds, la dette intérieure représente plus de 50 % de la dette publique totale depuis 2021. Cette évolution présente des avantages. La dette intérieure offre aux gouvernements une source de financement stable et prévisible, avec la possibilité de mobiliser des ressources pendant les chocs et les périodes de faible mobilisation des recettes, de déployer des réponses politiques contracycliques et de réduire les risques de taux de change. Les obligations d'État étant considérées comme sûres et liquides, elles peuvent également servir de garantie pour le financement sur les marchés et de référence pour la fixation des prix des actifs à différentes échéances. Les transactions sur les marchés secondaires offrent des opportunités pour approfondir les marchés obligataires et les marchés de capitaux nationaux. Cela peut soutenir une allocation efficiente des ressources financières et le développement des marchés de capitaux locaux, en créant un moyen de mobiliser des capitaux à long terme à un prix abordable.

L'interconnexion entre l'État et les banques s'est renforcée ces dernières années, reflétant une dépendance accrue à l'égard du financement national. Depuis 2017, le financement des déficits budgétaires par la banque centrale a grimpé, à un rythme accentué par des chocs tels que la pandémie de COVID-19, qui a fait bondir les besoins de financement (figure 3.4a). La moyenne des créances sur l'État détenues par les banques centrales pour les 18 pays africains disposant de données était négative entre 2014 et 2016, indiquant des pertes financières des banques centrales et une recapitalisation de l'État. Cette tendance s'est inversée en 2017, les créances nettes sur l'État des banques centrales, exprimées en pourcentage du total des actifs, passant de 0,5 % à 43,5 % en 2023.

De même, les banques commerciales nationales ont accru leur exposition au secteur public, tandis que l'exposition au secteur privé a diminué

FIGURE 3.4 Liens entre les bilans souverains et bancaires, 2014–23



Note : Les pays disposant de données sont l'Angola, le Cameroun, le Centrafrique, le Congo, l'Eswatini, le Gabon, la Guinée équatoriale, le Lesotho, le Maroc, Maurice, la Mauritanie, le Nigeria, São Tomé-et-Príncipe, les Seychelles, la Sierra Leone, la Somalie, le Tchad et la Tunisie.
Source : Calculs des services de la Banque africaine de développement d'après la base de données des Statistiques financières internationales du Fonds monétaire international.

en proportion, ce qui indique un effet d'éviction. Alors que les créances nettes des banques commerciales sur le gouvernement sont restées relativement stables depuis 2014, leurs créances nettes sur le secteur privé ont diminué, passant de 66,3 % du total des actifs à 53,6 % en 2023 (figure 3.4b). La causalité du risque autour de l'interconnexion État-banque va dans les deux sens : les défauts souverains impliquent des pertes d'actifs dans le bilan du secteur financier et des risques pour les dépôts des citoyens, tandis que les crises bancaires peuvent entraîner des défauts souverains à mesure que la demande de dette nationale diminue. En outre, les opérations quasi budgétaires et le financement monétaire du déficit public peuvent fausser la fixation des prix pour les actifs nationaux et compromettre la stabilité des prix. En fin de compte, cette concentration de dette souveraine limite le crédit privé, évince l'investissement productif et affaiblit les possibilités de croissance et de création d'emplois.

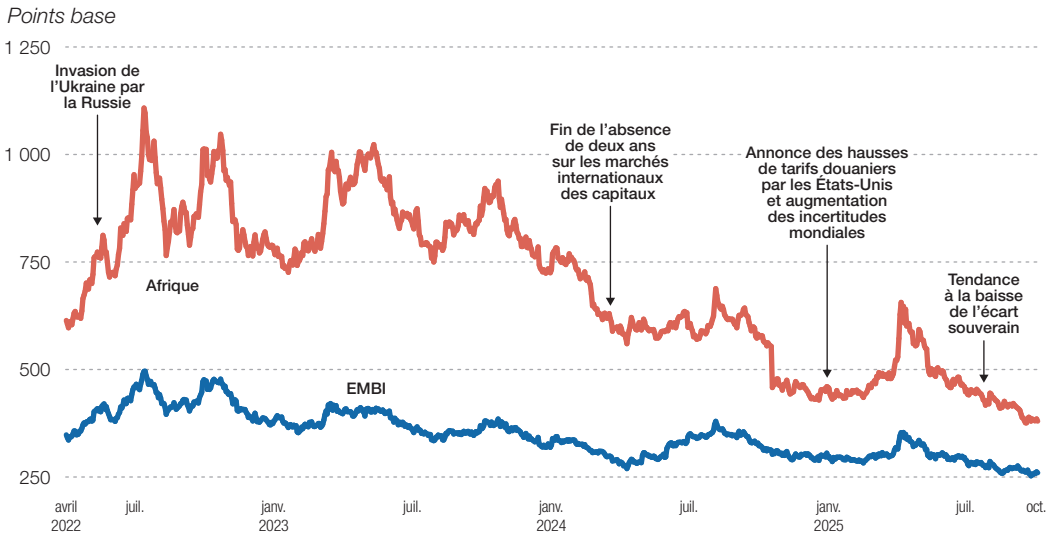
Dans certains cas, le surendettement intérieur a contribué aux difficultés de la dette souveraine, avec des implications sur le crédit privé. Depuis 2019, cinq pays africains, à savoir l'Éthiopie, le Ghana, le Malawi, le Tchad et la Zambie, ont dû restructurer leur dette publique. Dans un contexte de vulnérabilité accrue de la dette intérieure, le Ghana (2022–23) a opté pour une restructuration de la dette intérieure et extérieure, tandis que le Tchad, l'Éthiopie, le Malawi et la Zambie n'ont procédé qu'à une restructuration de la dette extérieure. Bien qu'il soit plus facile de restructurer la dette intérieure, de telles opérations peuvent affecter le système financier et les conditions du crédit privé. Par exemple, la restructuration de la dette intérieure de 17,5 milliards d'USD du Ghana (environ la moitié de sa dette totale) a tiré vers le haut le ratio des prêts non productifs des banques, qui a grimpé de 14,1 % en décembre 2022 à 18,7 % en juin 2023. La croissance du crédit au secteur privé s'est considérablement ralentie, à environ 10 % en glissement annuel en août 2023, contre plus de 50 % en novembre 2022, ce qui a touché un vaste éventail de secteurs.[3] Ce recul s'est également accompagné d'un ralentissement de la croissance économique, qui a diminué de 3,8 % en 2022 à 2,9 % en 2023.[4] Cet épisode illustre comment l'alourdissement du fardeau de la dette intérieure et la détresse budgétaire peuvent se répercuter sur le secteur bancaire, évincer le crédit privé et saper la croissance.

La prise en compte des coûts du service de la dette publique intérieure permet de mieux comprendre sa contribution à la vulnérabilité globale de la dette. Étant donné que la dette intérieure se compose principalement d'instruments à court terme et à coût élevé (bons du Trésor et obligations à court terme) et qu'elle est détenue par une base d'investisseurs limitée dominée par les banques commerciales, ses coûts sont généralement supérieurs à ceux des emprunts extérieurs. Depuis 2014, les obligations liées au service de la dette intérieure ont constamment dépassé celles du service de la dette extérieure en Afrique, et en 2014, les premières ont culminé en moyenne à 4,7 % du PIB, soit plus de deux fois le service de la dette extérieure.[5] Les échéances courtes et les taux d'intérêt plus élevés de la dette intérieure exposent également les pays à des risques de renouvellement et de refinancement.

Plusieurs facteurs affectent la viabilité de la dette de l'Afrique. Tout d'abord, le coût du service de la dette a augmenté en raison de la hausse des taux d'intérêt mondiaux, de la perception de risque souverain accru et de la dépréciation des monnaies, qui, ensemble, amplifient les charges de remboursement. Si le récent assouplissement de la politique monétaire dans les économies avancées a contribué à resserrer les écarts de rendement des économies frontières africaines, les coûts d'emprunt restent supérieurs à leurs niveaux d'avant la pandémie (figure 3.5). Certains pays ont réintégré les marchés internationaux des capitaux : le Bénin a levé 500 millions d'USD en janvier 2025, la Côte d'Ivoire 1,75 milliard en mars 2025, l'Angola 1,75 milliard en octobre 2025, le Kenya 1,5 milliard en octobre 2025 et le Nigeria 2,35 milliards en novembre 2025. Mais la majeure partie de cette nouvelle dette a servi à refinancer des euro-obligations arrivant à échéance, sans injection de nouveaux capitaux pour l'investissement. Par exemple, l'émission réussie de la Côte d'Ivoire était destinée à racheter des euro-obligations arrivant à échéance en 2028 et 2032, et celle du Kenya visait à amortir la dette à échéance en 2028. Malgré des écarts souverains globalement contenus, les taux de base toujours

Le coût du service de la dette a augmenté en raison de la hausse des taux d'intérêt mondiaux, de la perception accrue du risque souverain et de la dépréciation des monnaies

FIGURE 3.5 Écart souverain de l'Afrique et indice obligataire des pays émergents, 2022–25



Note: Les pays inclus pour le calcul de l'écart de rendement souverain comprennent l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Angola, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, l'Éthiopie, le Gabon, le Ghana, le Kenya, le Maroc, le Mozambique, la Namibie, le Nigeria, le Sénégal, la Tunisie et la Zambie.

Source: Calculs du personnel de la Banque africaine de développement d'après la base de données de Bloomberg.

élevés dans un contexte d'incertitude politique ont contribué à des coûts de financement élevés, qui pèsent sur les obligations de renouvellement de la dette publique.

Ensuite, la transparence limitée et la coordination fragmentée des créanciers, en particulier entre les prêteurs bilatéraux, privés et émergents, compliquent et ralentissent les efforts de restructuration de la dette. En troisième lieu, la mobilisation des ressources nationales dans de nombreux pays africains est faible, avec des ratios impôts/PIB de seulement 14 % en moyenne, ce qui laisse peu de marge de manœuvre pour financer le développement à partir des ressources nationales ou pour absorber les chocs, et contribue à l'accumulation de dette. Quatrièmement, les chocs macroéconomiques et climatiques exacerbent les tensions budgétaires, en particulier dans les États riches en ressources et les États fragiles. Cinquièmement, les carences dans la gestion des finances publiques, notamment les problèmes d'exécution et de contrôle du budget, la hausse des engagements conditionnels des entreprises publiques et les emprunts hors budget, compromettent encore davantage la viabilité budgétaire et amplifient les risques liés à la dette.

NOTES

1. BAD 2025b.
2. Banque mondiale 2025b.
3. FMI 2023b.
4. MEO 2024.
5. Banque mondiale, 2025b.

4

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES

Les politiques monétaires et de change doivent être soigneusement calibrées afin d'éviter des orientations trop restrictives susceptibles de freiner la croissance et un assouplissement excessif qui risque d'aggraver des pressions inflationnistes déjà élevées. Les banques centrales doivent faire preuve de prudence lorsqu'elles établissent des objectifs monétaires et de taux d'intérêt, ainsi que dans la coordination des actions de politique économique. Il est pertinent de calibrer soigneusement la politique monétaire afin d'équilibrer les objectifs de maîtrise de l'inflation et de soutien de la croissance. Les banques centrales devraient entreprendre des réformes pour passer à une politique monétaire entièrement fondée sur les taux d'intérêt, dans le but d'ancrer les anticipations d'inflation tout en préservant l'accès au crédit pour les secteurs productifs. Des ajustements prudents des objectifs de taux d'intérêt et de liquidité, soutenus par une meilleure coordination entre les autorités monétaires et budgétaires, contribueront à atténuer les effets de contagion et à préserver la stabilité macroéconomique globale.

Les pays africains doivent constituer des réserves de devises étrangères suffisantes pour consolider la stabilité des taux de change. Ils devraient profiter des améliorations récentes des soldes des comptes courants pour reconstituer leurs réserves de change, afin de réduire leur vulnérabilité aux chocs extérieurs et de stabiliser leurs taux de change. À court terme, les décideurs politiques devraient renforcer la coordination macroéconomique pour gérer la volatilité des flux de capitaux, s'attaquer à la dépendance excessive à l'égard des importations, en particulier pour les biens de consommation qui peuvent être substitués par la production nationale, et promouvoir la compétitivité des exportations. L'amélioration du climat d'investissement contribuera à soutenir la confiance des investisseurs. Pour ce faire, des réglementations prévisibles, des marchés des changes efficaces, une promotion des mécanismes de marché dans l'allocation des ressources rares et dans la fixation des prix des actifs et des intrants seront nécessaires. Les gouvernements devraient également s'efforcer de réduire les coûts des transferts de fonds et de promouvoir les canaux formels afin de débloquer des ressources extérieures supplémentaires susceptibles de soutenir la stabilité des taux de change et la gestion des liquidités, et de mobiliser des ressources pour l'investissement dans les secteurs créateurs de croissance.

Sur le plan budgétaire, les pays africains doivent rationaliser les dépenses courantes et accroître l'efficience des dépenses publiques, y compris des entreprises d'État. Les gouvernements doivent renforcer la gouvernance budgétaire en s'attaquant aux fuites dans la gestion des ressources publiques et en améliorant la transparence et la redevabilité dans l'exécution du budget. Pour contenir les pressions sur les dépenses et les niveaux d'endettement croissants, les pays pourraient adopter des règles budgétaires comme garde-fous pour encourager la discipline et mettre en place des institutions fortes, telles que des conseils budgétaires, pour les faire respecter. Les programmes d'investissement public doivent être progressivement restructurés et alignés sur les plans de développement nationaux afin de canaliser les ressources vers des secteurs productifs

et à forte intensité de main-d'œuvre, tels que les infrastructures et l'agriculture. Un meilleur ciblage des transferts sociaux est nécessaire pour protéger les plus vulnérables. Ces réformes amélioreront la qualité des dépenses publiques, créeront des emplois et favoriseront une croissance inclusive et durable.

Du côté de l'offre, il est essentiel de s'attaquer aux goulets d'étranglement structurels et de renforcer les chaînes d'approvisionnement afin d'améliorer la valeur ajoutée en vue d'une croissance soutenue. La fragmentation mondiale croissante souligne l'urgence d'approfondir le commerce intra-africain dans le cadre de la ZLECAf, de diversifier les bases de production et d'exportation et de renforcer la résilience face aux chocs extérieurs. Ce sera l'occasion de renforcer le pouvoir de négociation de cette zone de libre-échange et d'aligner ses engagements internationaux sur les objectifs de développement régionaux. La lutte contre les barrières non tarifaires, la rationalisation des procédures douanières et la réduction des disparités réglementaires devraient également constituer des pierres angulaires essentielles d'une stratégie commerciale globale. Si la politique commerciale incertaine met en évidence le risque d'une dépendance excessive à l'égard des marchés extracontinentaux et des chaînes de valeur mondiales, elle représente une opportunité d'accélérer l'intégration régionale et de consolider les capacités institutionnelles.

Le renforcement de la gouvernance budgétaire nationale et de l'architecture de gestion de la dette est une première étape essentielle

En ce qui concerne la dette, une réponse politique intégrale est nécessaire pour réduire les vulnérabilités liées à l'endettement tout en préservant le financement du développement. Le renforcement de la gouvernance budgétaire nationale et de l'architecture de gestion de la dette est une première étape fondamentale, qui nécessite la production de rapports plus transparents et plus réguliers sur la dette publique, l'intégration des passifs éventuels dans les cadres budgétaires et le renforcement du contrôle parlementaire. La mobilisation des ressources nationales peut être intensifiée en modernisant et en numérisant les systèmes d'impôts, en améliorant l'administration fiscale et en réduisant les fuites et les inefficacités. Au niveau régional, une plus grande coordination pour promouvoir des pratiques harmonisées en matière de viabilité de la dette et mettre en place des systèmes d'alerte précoce permettra aux gouvernements de gérer les risques et d'apprendre de manière proactive à partir d'expériences partagées. Au niveau international, la Banque africaine de développement et les pays africains doivent continuer à plaider en faveur d'une architecture mondiale de la dette et du financement plus équitable et plus efficace. La réforme du Cadre commun du G20 visant à garantir des restructurations rapides, prévisibles et inclusives, notamment en impliquant les créanciers privés et ceux qui ne font pas partie du Club de Paris, est essentielle pour rétablir la viabilité de la dette et aligner l'allègement sur les objectifs de développement à long terme du continent. Les décisions de restructuration de la dette intérieure doivent être communiquées efficacement à un stade précoce afin d'obtenir le soutien du public et de diminuer l'incertitude sur le marché et les perturbations économiques. En fonction de la gravité des retombées de la restructuration de la dette intérieure sur le système financier, il est possible que la réponse politique doive inclure un appui à la liquidité, des mesures réglementaires, une recapitalisation et un fonds de stabilité financière. Le Mécanisme africain de stabilité financière pourrait jouer un rôle majeur à cet égard.

Les pays africains devraient tirer parti des flux financiers extérieurs, notamment les IDE, les envois de fonds et les investissements de portefeuille, pour construire une base de financement diversifiée et résiliente capable de soutenir la transformation structurelle. Pour ce faire, ils doivent approfondir les réformes visant à améliorer l'environnement des affaires, attirer des IDE durables dans des secteurs productifs et orientés vers l'exportation, et créer des incitations à l'investissement de la diaspora grâce à des instruments et des plateformes spécifiques. Pour compenser la baisse des flux d'aide, les gouvernements devraient accroître la mobilisation des ressources nationales, améliorer la gestion des finances publiques et promouvoir la coopération régionale en matière d'infrastructures et de commerce transfrontaliers. Les pays africains devraient également cultiver des partenariats stratégiques

ancrés dans l'investissement, le transfert de technologie et le financement mixte pour passer de la dépendance à l'égard de l'aide à une croissance autonome, compétitive et inclusive.

Les tendances positives en matière d'IDE, d'envois de fonds et d'entrées de portefeuille en 2024 peuvent être maintenues grâce à des cadres macroéconomiques stables, des régimes réglementaires prévisibles et des politiques crédibles de protection des investissements. Cela pourrait servir de tremplin pour accélérer la transition de l'Afrique vers une capacité d'action financière et débloquer des capitaux à grande échelle pour soutenir le développement. Plutôt que de considérer ces entrées comme des sources transitoires de capitaux extérieurs, les pays africains devraient les canaliser stratégiquement par l'intermédiaire d'institutions financières nationales afin de renforcer leur capitalisation et de multiplier leur impact sur le développement. La Banque africaine de développement et les institutions régionales de financement du développement peuvent jouer un rôle fédérateur en structurant des instruments novateurs qui mettent en commun et recyclent ces ressources externes dans les marchés de capitaux régionaux.

Les envois de fonds, la source la plus importante et la plus stable de flux financiers externes vers l'Afrique, pourraient jouer un rôle majeur dans ce processus. Pour tirer parti de ces flux, des instruments innovants tels que les obligations de la diaspora, les actifs titrisés adossés aux envois de fonds et les plateformes d'épargne numérique doivent être soutenus par des cadres de gouvernance robustes et des mécanismes de coopération financière régionale afin d'instaurer la confiance. La Banque africaine de développement est le fer de lance d'initiatives visant à établir des plateformes panafricaines d'investissement dédiées qui mettent en relation l'épargne de la diaspora avec des projets prêts à recevoir des investissements. En reliant les capitaux de la diaspora, l'épargne nationale et les institutions financières régionales dans un écosystème unifié, l'Afrique peut tirer parti de ce potentiel pour financer le développement.

RÉFÉRENCES

Abdel Jelil, M., S. Adhikari, Q.-T. Do, H. Kaila, F. Marzo, O. Nsababera, G. Seshan, et M. Shrestha. 2025. *Migration: Africa's Untapped Potential.* Africa Development Forum Series. Washington, DC: Banque mondiale.

BAD (Banque africaine de développement). 2024. *African Economic Outlook 2024: Driving Africa's Transformation—The Reform of the Global Financial Architecture.* Abidjan: Banque africaine de développement.

BAD (Banque africaine de développement). 2025a. *African Economic Outlook 2025: Making Africa's Capital Work Better for Africa's Development.* Abidjan: Banque africaine de développement.

BAD (Banque africaine de développement). 2025b. *Africa's Macroeconomic Performance and Outlook Update 2025.* Abidjan: Banque africaine de développement.

BAD (Banque africaine de développement), CUA (Commission de l'Union africaine), AUDA-NEPAD (Agence de développement de l'UA–NEPAD). 2024. *The Strategic Framework on Key Actions to Achieve Inclusive Growth and Sustainable Development in Africa*. Abidjan: Banque africaine de développement.

Ball, L. 1994. What determines the sacrifice ratio? En N. G. Mankiw (ed.), *Monetary policy* (pp. 155–182). Presses de l'université de Chicago.

Banque mondiale. 2020. *The African Continental Free Trade Area: Economic and Distributional Effects.* Washington, DC: Banque mondiale.

Banque mondiale. 2024. *Tackling Inequality to Revitalize Growth and Reduce Poverty in Africa*. Washington, DC: Banque mondiale.

Banque mondiale. 2025a. *Fragility, Conflict and Violence Overview.* Washington, DC: Banque mondiale.

Banque mondiale. 2025b. *Africa's Pulse: Pathways to Job Creation in Africa.* Washington, DC: Banque mondiale.

Berg, A., et Portillo, R. (Eds.). 2018. *Monetary policy in Sub-Saharan Africa*. Presses universitaires d'Oxford.

Block, S. A. 2014. *The Dynamics of Agricultural Growth in Sub-Saharan Africa*. World Development, 63, 13–32. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2014.05.005.

CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement). 2025. *World Investment Report 2025: International Investment in the Digital Economy.* Genève: Nations unies.

Devarajan, S., Easterly, W., & Pack, H. 2003. "Low Investment Is Not the Constraint on African Development." *Economic Development and Cultural Change* 51(3): 547–571. https://doi.org/10.2139/ssrn.1106287.

The Economist. 2024. "Aid Cuts Are Devastating Health Services in Africa." *The Economist*, October 30.

FMI (Fonds monétaire international). 2023a. "The Drive for Trade Integration." *Finance & Development.* Washington, DC: FMI.

FMI (Fonds monétaire international). 2023b. *Ghana: 2023 Article IV Consultation and First Review Under the Extended Credit Facility Arrangement.* Washington, DC: FMI.

FMI (Fonds monétaire international). 2024. *Botswana: 2024 Article IV Consultation.* IMF Country Report 24/286. Washington, DC: FMI.

FMI (Fonds monétaire international). 2025. *Libya: 2025 Article IV Consultation.* IMF Country Report 25/148. Washington, DC: FMI.

Fosu, A. K. 2013. "African Economic Growth: Productivity, Policy Syndromes and the Importance of Institutions." *Journal of African Economies* 22(4): 523–551.

Gouvernement du Royaume-Uni. 2025. "UK Ministers' Visit to Ghana Showcases New Modernised Development Approach." UK Government News Release.

Guardian, The. 2025. "Global Health: HIV/AIDS Funding Cuts Threaten Infections and Prevention." *The Guardian*, December 1.

Jordà, Ò. 2005. "Estimation and Inference of Impulse Responses by Local Projections." *American Economic Review* 95 (1): 161–182.

Kararach, G., J. Oduor, E. Sennoga, W. Odero, P. Rasmussen, et L. Balma. 2022. “Public Investment Efficiency, Economic Growth and Debt Sustainability in Africa.” Working Paper 365, Banque africaine de développement, Abidjan.

Maruta, A. A., R. Banerjee, et T. Cavoli. 2020. “Foreign Aid, Institutional Quality and Economic Growth: Evidence from the Developing World.” *Economic Modelling* 89: 444–463.

MSN News. 2025. “UK to Give Poor Countries Advice Instead of Aid.” *MSN News*.

OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). 2022. *Scaling Up Blended Finance in Developing Countries.* Paris: OCDE.

OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). 2025. “Cuts in Official Development Assistance: OECD Projections for 2025 and the Near Term.” OECD Policy Briefs 26. Paris: OCDE.

OMC (Organisation mondiale du commerce). 2023. *World Trade Statistical Review 2023: Highlights of World Trade in 2022 (Chapter II).* Genève: OMC.

OMS (Organisation mondiale de la santé). 2025. *Responding to the Health Financing Emergency*. WHO Institutional Repository for Information Sharing. Organisation mondiale de la santé, Genève.

Schütz, E. 2025. *Sudden Impact: When Health Programs End*. Hopkins Bloomberg Public Health Magazine, Spring/Summer 2025. Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health, Baltimore.

Stojanovikj, M., & Petrevski, G. 2024. “Inflation targeting and disinflation costs in emerging market economies.” *Empirica 51*(2): 283–312. https://doi.org/10.1007/s10663-023-09598-5.

Tian, J. 2025. “Does Aid Induce Foreign Direct Investment? Updated Evidence from a Quasi-Experiment.” *World Bank Economic Review* 39 (2): 260–280.

UN Tourism (Organisation mondiale du tourisme). 2025. *International Tourism Up 5 Percent in First Half of 2025 Despite Global Challenges*. UN Tourism Barometer Report. UN Tourism, Madrid.

Wu, H., A. Atamanov, T. Bundervoet, et P. Paci. 2024. “The Growth Elasticity of Poverty: Is Africa Any Different?” Policy Research Working Paper 10690, Banque mondiale, Washington, DC.

ANNEXE 1

TRANSMISSION DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE À L'ÉCONOMIE RÉELLE EN AFRIQUE

TABLEAU A.1 Variables utilisées dans l'analyse empirique de l'encadré 2.2

Variables	*N*	Moyenne	Écart standard	Minimum	Maximum	Source des données
Taux d'intérêt de la politique monétaire	545	7.31	6.95	0.25	70.00	EFM, FMI
Croissance du crédit au secteur privé	599	13.95	26.62	–90.74	284.01	WDI, BM
Croissance de l'investissement privé	503	11.92	33.13	–83.32	436.45	BM
Croissance du PIB réel	650	4.22	5.32	–36.39	63.38	WDI, BM
Taux d'inflation	451	6.43	8.51	–3.23	98.22	WDI, BM
Termes de l'échange	624	104.17	25.29	20.10	223.12	WDI, BM
Taux de change (en USD)	646	371.02	311.47	0.54	2,340.04	WDI, BM
PIB réel par habitant, log	650	7.29	0.89	5.74	9.48	WDI, BM
Qualité de la gouvernance	597	0.05	0.94	–1.82	2.56	WDI, BM

Note : La qualité de la gouvernance est une variable construite à l'aide d'une analyse en composantes principales appliquée aux six indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale, à savoir la lutte contre la corruption, l'efficacité des pouvoirs publics, l'État de droit, la qualité de la réglementation, la voix et la redevabilité, et la stabilité politique.
Source : Calculs des services de la Banque africaine de développement d'après des projections locales.

ANNEXE 2

ANNEXE STATISTIQUE

TABLEAU A2.1 Croissance du produit intérieur brut réel (pourcentage)

	2024	2025 (estimé)	2026 (projeté)	2027 (projeté)
Afrique centrale	**4,3**	**3,9**	**4,2**	**4,3**
Cameroun	3,5	4,0	4,3	4,2
Centrafrique	1,8	2,2	2,8	3,2
Congo, Rép.	2,6	3,1	3,2	3,3
Congo, Rép. Dém.	6,5	5,5	5,6	5,7
Guinée équatoriale	0,8	–1,6	0,4	0,8
Gabon	3,4	2,3	3,1	2,9
Tchad	3,5	3,2	3,5	3,2
Afrique de l'Est	**4,3**	**6,4**	**6,4**	**6,3**
Burundi	3,5	3,7	4,1	4,4
Comores	3,4	3,8	4,4	4,6
Djibouti	6,8	6,3	6,1	6,2
Érythrée	2,9	3,2	3,5	3,6
Éthiopie	7,6	9,8	7,5	7,7
Kenya	4,7	4,9	5,4	5,0
Ouganda	6,3	6,4	7,5	8,0
Rwanda	8,9	7,5	7,4	7,2
Seychelles	2,9	3,4	3,6	3,5
Somalie	4,1	3,0	3,3	3,6
Soudan	–13,5	1,5	2,9	3,1
Soudan du Sud	–27,6	4,0	30,0	8,3
Tanzanie	5,5	5,7	6,0	6,2
Afrique du Nord	**2,7**	**4,1**	**4,2**	**4,4**
Algérie	3,6	3,3	3,9	4,0
Égypte	2,4	4,1	4,4	4,6
Libye	–0,4	12,4	5,2	4,2
Maroc	3,8	4,4	4,0	4,3
Mauritanie	6,3	4,0	5,2	5,0
Tunisie	1,5	2,5	2,8	3,0

(suite)

	2024	2025 (estimé)	2026 (projeté)	2027 (projeté)
Afrique australe	**1,8**	**2,0**	**2,4**	**2,6**
Afrique du Sud	0,6	1,0	1,5	1,6
Angola	4,4	2,1	2,3	2,5
Botswana	–3,0	–0,8	2,4	3,8
Eswatini	2,8	4,3	3,5	3,7
Lesotho	2,9	1,0	0,8	1,3
Madagascar	4,4	3,5	4,0	4,5
Malawi	1,7	2,2	2,7	3,0
Maurice	4,9	3,1	3,5	3,6
Mozambique	2,1	2,0	3,5	4,3
Namibie	3,7	3,3	3,6	3,6
São Tomé-et-Príncipe	1,1	2,1	3,0	3,8
Zambie	3,8	5,2	5,8	6,4
Zimbabwe	1,7	6,0	4,5	3,5
Afrique de l'Ouest	**4,7**	**4,7**	**4,6**	**4,8**
Bénin	7,5	7,1	6,8	7,0
Burkina Faso	5,0	5,5	5,9	6,2
Cabo Verde	7,3	5,1	4,9	4,8
Côte d'Ivoire	6,0	6,4	6,5	6,5
Gambie	5,3	5,8	5,0	5,1
Ghana	5,6	5,5	5,5	5,6
Guinée	6,1	7,2	8,7	9,5
Guinée-Bissau	4,1	5,5	5,6	5,5
Libéria	4,8	5,3	5,3	5,5
Mali	5,0	5,5	6,1	5,7
Niger	10,3	7,8	8,2	6,3
Nigeria	4,1	3,9	3,7	4,0
Sénégal	6,9	8,1	5,6	6,0
Sierra Leone	4,0	4,6	4,7	4,8
Togo	6,5	6,2	6,5	6,4
Afrique	**3,5**	**4,2**	**4,3**	**4,5**

Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

TABLEAU A2.2 Groupes de pays

Pays exportateurs de pétrole	Autres pays à forte intensité en ressources	Pays à faible intensité en ressources	Pays dépendants du tourisme	Pays à faible revenu	Pays à revenu intermédiaire
Algérie	Afrique du Sud	Bénin	Cabo Verde	Burkina Faso	Afrique du Sud
Angola	Botswana	Burundi	Comores	Burundi	Algérie
Cameroun	Burkina Faso	Cabo Verde	Maurice	Centrafrique	Angola
Congo, Rép.	Centrafrique	Comores	São Tomé-et-Príncipe	Congo, Rép. Dém.	Bénin
Égypte	Congo, Rép. Dém.	Côte d'Ivoire	Seychelles	Érythrée	Botswana
Gabon	Ghana	Djibouti		Éthiopie	Cabo Verde
Guinée équatoriale	Guinée	Érythrée		Gambie	Cameroun
Libye	Libéria	Eswatini		Guinée	Comores
Nigeria	Mali	Éthiopie		Guinée-Bissau	Congo, Rép.
Soudan du Sud	Namibie	Gambie		Libéria	Côte d'Ivoire
Tchad	Niger	Guinée-Bissau		Madagascar	Djibouti
	Sierra Leone	Kenya		Malawi	Égypte
	Soudan	Lesotho		Mali	Eswatini
	Tanzanie	Madagascar		Mozambique	Gabon
	Zambie	Malawi		Niger	Ghana
	Zimbabwe	Maroc		Ouganda	Guinée équatoriale
		Maurice		Rwanda	Kenya
		Mauritanie		Sierra Leone	Lesotho
		Mozambique		Somalie	Libye
		Ouganda		Soudan	Maroc
		Rwanda		Soudan du Sud	Maurice
		São Tomé-et-Príncipe		Tchad	Mauritanie
		Sénégal		Togo	Namibie
		Seychelles		Zambie	Nigeria
		Somalie			São Tomé-et-Príncipe
		Togo			Sénégal
		Tunisie			Seychelles
					Tanzanie
					Tunisie
					Zimbabwe

En dépit d'une fragmentation géopolitique croissante à l'échelle mondiale, de l'instabilité des conditions économiques et des incertitudes politiques, la croissance de l'Afrique en 2025 et ses perspectives à moyen terme se sont améliorées, soulignant ainsi sa résilience. La croissance moyenne du PIB réel de l'Afrique a été estimée à 4,2 % en 2025, soit une augmentation de 0,7 point de pourcentage par rapport à 2024. L'amélioration des performances est généralisée, et 32 de ses 54 économies ont enregistré une croissance plus forte en 2025 qu'en 2024, dont 14 avec des hausses supérieures à 1,0 point de pourcentage.

La croissance économique de l'Afrique devrait se stabiliser à 4,3 % en 2026 et passer à 4,5 % en 2027. Cette dynamique de croissance permet à l'Afrique de rester parmi les régions du monde à la croissance la plus rapide en 2026. Sa performance de croissance projetée à moyen terme sera fondée sur une consommation privée relativement soutenue, une politique monétaire accommodante, un dollar américain plus faible qui favorise la désinflation, ainsi qu'une demande d'exportations plus robuste de la part de ses principaux partenaires commerciaux. En outre, l'expansion de sa classe moyenne continuera à offrir des opportunités d'investissement dans les services de détail et numériques, l'agroalimentaire, l'industrie manufacturière et la logistique.

Malgré ces perspectives de croissance plus favorables, les prévisions à moyen terme doivent prendre en compte de forts vents contraires d'origine externe et interne. La fragmentation géopolitique croissante, l'incertitude des politiques commerciales et les réalignements stratégiques limitent la pénétration commerciale et les flux d'investissement en Afrique. À cela s'ajoutent des chocs internes, allant des troubles sociaux aux conflits prolongés dans certains pays, susceptibles de freiner la consolidation des gains macroéconomiques et l'approfondissement de l'assainissement budgétaire.

Malgré des progrès dans l'assainissement budgétaire, les niveaux d'endettement restent supérieurs à ceux d'avant la pandémie. Les coûts élevés du service de la dette limitent la marge de manœuvre budgétaire et freinent les investissements publics dans des infrastructures clés et des services sociaux essentiels. Dans certaines sous-régions du continent, des conflits persistent, entraînant des situations de fragilité et de conflit qui touchent désormais près des deux tiers des pays à faible revenu d'Afrique. Cette instabilité politique nuit à la production et à la croissance, détourne les ressources limitées des priorités de développement et freinent les échanges commerciaux. L'incertitude géopolitique et les chocs vont donc influencer les perspectives de l'Afrique, et soulignent la nécessité d'étendre le commerce intra-africain et de renforcer sa souveraineté financière en tirant parti de l'accord de libre-échange du continent, de son capital naturel abondant et de ses atouts démographiques.

Dans ce contexte, l'édition de janvier 2026 du rapport *« Performance macroéconomique et perspectives pour l'Afrique »* propose un ensemble de politiques de stabilisation macroéconomique visant à corriger les déséquilibres à court terme et à tirer parti du potentiel de financement intérieur et des capitaux africains avec pour objectif d'accélérer la croissance et la transformation structurelle, et d'assurer la viabilité budgétaire à long terme :

- **Favoriser une croissance axée sur la productivité grâce à des investissements à grande échelle dans des infrastructures intégrées et productives.**
- **Améliorer l'efficience de la dépense publique en rationalisant les dépenses courantes, en réformant les entreprises publiques et en colmatant les fuites grâce à une meilleure gouvernance budgétaire, combinée à plus de transparence et e redevabilité dans l'exécution du budget.**
- **Élaborer une stratégie régionale, globale et bien coordonnée pour faire face à l›escalade des risques liés à la dette tout en préservant l›espace nécessaire au financement du développement.**
- **Poursuivre les réformes afin d'améliorer l'environnement des affaires, d'attirer des investissements directs étrangers durables dans les secteurs productifs et orientés vers l'exportation, et de mettre en place des instruments et plateformes incitant la diaspora à investir.**

Groupe de la Banque africaine de développement
Avenue Joseph Anoma
01 BP 1387 Abidjan 01
Côte d'Ivoire
www.afdb.org